

Silence

N°342
Janvier
2007
4 €
6 FS

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Santé

**L'affaire
de l'amiante en BD**

Non-violence

**Se former pour réussir
des actions**

**Alternatives : Var
et Alpes-Maritimes**

Alternatives Var et Alpes-Maritimes

Dossier coordonné par Michel Bernard

Agriculture		
La première AMAP de France		4
Vivre autrement		
La ferme du Collet		8
La coopérative Cravirola		12
<i>d'Aymeric Mercier</i>		
Habitat		
Guy Rottier, anarchitecte		14
Ouvert et durable		17
Culture		
L'usine de la Redonne		20
Les Diables bleus		22
Politique		
Correns, premier village bio		28
Un maire écolo depuis 30 ans		30
Santé		
Hélichryse		32
La Villa Eveil		35
Education		
Choisir de s'ouvrir à la vie		37
<i>de Georges Brémond</i>		
Commerce équitable		
Ecco-Mondo, voici le monde		39
Non-violence		
Se former pour réussir des actions non-violentes		47
<i>de Serge Perrin</i>		
Israël-Palestine		
Check-point		49
<i>de Christophe Goby</i>		
L'affaire de l'amiante en BD		
Dessins et destins d'amiante		54
<i>de Camille Clochon</i>		

dossier : Brèves

- 7 Agriculture
- 7 magasins bio
- 19 Habitat
- 25 Culture
- 29 Politique
- 31 Santé
- 36 Paix
- 38 Education
- 41 Solidarités internationales

Brèves

- 42 Alternatives
- 45 Femmes
- 45 Nord-Sud
- 46 Paix
- 48 Politique
- 50 Environnement
- 51 Energies
- 51 Société
- 52 Nucléaire
- 53 Santé
- 58 Annonces
- 59 Courrier
- 61 Livres

Pour les lecteurs et lectrices qui veulent participer :

- 1) Vous pouvez venir au comité de lecture réunion dans les locaux de *S!lence*.
- 2) Vous pouvez envoyer des brèves jusqu'au :

Février	n° 343 samedi 16 décembre à 14 h	mercredi 3 janvier à 12h
Mars	n° 344 samedi 27 janvier à 14 h	mercredi 31 janvier à 12h
Avril	n° 345 samedi 3 mars à 14 h	mercredi 7 mars à 12h

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 22 novembre 2006.

Bulletin d'abonnement page 63

Aux lectrices et lecteurs du Var et des Alpes-Maritimes

Depuis 1982, la revue *S!lence* anime le débat sur les valeurs de l'écologie, des alternatives de terrain et de la non-violence. Elle essaie de donner la parole à celles et ceux qui pensent que la société actuelle n'est pas une fatalité.

C'est en 1997 que nous avons lancé le concept de numéros régionaux. Nous avons ainsi publié :

- Alsace (n°218),
- Bretagne (n°259-260),
- Limousin (n°265-266),
- Rhône (n°272-273),
- Normandie (n°278-279),
- Isère (n°285-286),
- Aquitaine (n°291-292)
- Franche-Comté (n°298-299)
- Bouches-du-Rhône/Vaucluse (n°305-306)
- Poitou-Charentes (n°312-313)
- Drôme-Ardèche (n°318-319)
- Nord-Pas-de-Calais (n°325-326)
- Ariège-Hautes-Pyrénées (n°331)
- Paris (n°337)

Var-Alpes-Maritimes fait donc l'objet du 15^e dossier régional.

Si vous découvrez *S!lence* avec ce numéro, précisons que la revue ressemble habituellement à la deuxième partie de ce numéro, avec un dossier thématique en première partie (voir les numéros disponibles en avant-dernière page). Sachez aussi que nous ne sommes pas habituellement en kiosque, que l'on nous trouve dans les magasins bio et quelques librairies, et que le plus simple pour poursuivre la route avec nous est encore l'abonnement.

Aux autres lectrices et lecteurs

Le dossier de ce mois est "transversal" dans la mesure où nous avons essayé de faire une liste la plus complète possible de ce qui se passe dans le Var et les Alpes-Maritimes. Devant l'abondance du sujet, le dossier se poursuivra dans les prochains numéros.

Beaucoup d'adresses où chacun peut y choisir ce qui lui semble correspondre à sa définition des alternatives. Du fait du temps de collecte de ces adresses et de la fluctuation du milieu des alternatives, il est certain que certaines sont déjà dépassées.

Des adresses personnelles figurent dans ce numéro. Par politesse, il faut toujours prendre rendez-vous avant de vous rendre à l'une de celles-ci.

Nous devrions en principe poursuivre notre tour de France par la région **Centre** (été 07), puis la **Haute-Garonne** et le **Gers** (décembre 07), puis la **Seine-Saint-Denis** (avril 08), **Savoie-Haute-Savoie** (été 08)...

La préparation de ces numéros demande un gros travail pour la collecte des adresses. Si vous êtes pressés pour aider à un tel projet dans votre région, prenez contact avec nous pour en discuter les modalités.

En collaboration avec nous, les éditions *'tit Gavroche* devraient lancer une collection guides régionaux à partir de 2007, réactualisant et complétant les numéros

de *Silence* parus. Premiers guides annoncés : la **Bretagne** et le **Rhône**.





ÉCOUTANT SUR LES APPAREILS MÉNAGERS

SI ON VA TÊTE DANS UN HAÏRÈRE, ON A DROIT À UN RABAS.



NICQUES HAÏRÈRE COURUSÉ PAR TOUT LE MONDE POLITIQUE

COMBIEN D'ARRIVÉS ABSENTS POUR TOUS LES VIEUX D'AMOUR ?



LES JURYS CITIZENS

BOH, BÛH J'HEU VÛS J'HEU VÛS

ET TANGS PÛ BÛNDRE BÛNDRE PÛS-DE-SANÛ, Ç'EST DÛRÀ D'UNOR.



MANIFESTE POUR UN PÈTORME DES CONDITIONS PÈNTENTIAIRES



Des reflets d'argent

La mer qu'on voit danser le long des golfes pas toujours clairs du Var et des Alpes-Maritimes, a des reflets d'argent. Et cet argent (1) rend difficile l'implantation d'alternatives concrètes avec "vue sur la mer". L'accumulation de "richesses" sur la côte arrive à nuire à celles qui nous intéressent ici : les terres sont convoitées de plus en plus loin de la côte, le mitage des résidences en bord de mer se complète du mitage en montagne de ceux qui préfèrent y passer l'été dans la fraîcheur.

Toutefois, si l'on quitte les grands axes pour s'enfoncer sur les petites routes de montagne, un peu partout comme ailleurs en France, on trouve très vite des gens qui expérimentent dans toutes sortes de domaines, avec un engagement plus ou moins écologique, plus ou moins alternatif, plus ou moins radical, le tout dans une heureuse (bio)diversité.

On trouve aussi des alternatives dans les grands centres urbains où cohabitent les différentes couches sociales. Le lien entre la ville et la campagne étant particulièrement fort dans ces deux départements par le rapide développement qu'y ont connu les AMAP, Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne dont la première s'est créée il y a seulement cinq ans dans le Var (2). Les paniers de fruits et légumes et le pain complet sont à l'origine de réseaux multiples où les démarches se confrontent. Que ce levain fasse lever encore plus haut ces expériences positives.

Michel Bernard ■

(1) Parfois lié à des pratiques délictueuses.

(2) Voir page suivante.

Remerciements à : Caroline Albert, Françoise et Diégo Arias, Nathalie Banchet, Gérard Bertault, Joanna et Georges Brémond, Christian Escriva, Anne Joly, Bertrand et Katia Ollivier, René Lagadou, Aymeric Mercier, Sophie Puljer, Ghislain Nicaise, Françoise et Thierry Pecqueur et à l'APEIS.



La première AMAP de France

En 2001, pour faire face à des difficultés, Denise et Daniel Vuillon créent la première AMAP, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne. Depuis, le mouvement a fait tache d'huile et l'on compte des centaines d'AMAP.



Manie Clémis

Préparation des semis.

Daniel et Denise Vuillon vivent dans une ferme située à cheval sur trois communes : Toulon, Ollioules et la Seyne-sur-Mer. En 1994, la seule commune d'Ollioules compte encore 140 exploitants agricoles, la plupart disposant d'importantes surfaces de serres. Un orage de grêle dévaste les serres. De très nombreuses exploitations s'arrêtent à ce moment-là. Aujourd'hui, il ne reste plus que cinq exploitants agricoles sur la commune.

Daniel et Denise ont eux aussi subi les foudres du ciel et se trouvent en difficulté financière. Décidés à ne pas s'arrêter, ils cherchent une solution. C'est à New York,

lors d'une visite chez leur fille, qu'ils ont connu un système de soutien à l'agriculture « CSA ». Ils ont attendu que des militants d'Aubagne, soucieux du contenu de leur assiette, leur permettent de proposer le partenariat « Amap ». Le principe : le consommateur paye à l'avance la production qui est partagée une fois par semaine sous forme de « paniers ».

Le producteur, dégagé des soucis commerciaux, s'engage à fournir un panier de sa production, saine, dans le respect de la biodiversité de l'environnement, selon la Charte des Amap (déposée en 2003 par Alliance Provence, qui coordonne les Amap en PACA). Après trois réunions

d'information et de sensibilisation à cette économie alternative, Denise et Daniel se sont lancés dans cette première expérience d'Amap aux Olivades.

Leur ferme produit des légumes et des fruits tout au long de l'année grâce à un climat particulièrement agréable : la mer, à quelques kilomètres, évite les risques de gel. Ils disposent de quatre hectares de légumes de plein champ, de quatre hectares de vergers diversifiés et de près de deux hectares de serres.

Depuis longtemps, la ferme est en bio. On y applique des méthodes de lutte intégrée et des auxiliaires pour lutter contre les parasites. Les engrais sont organiques. Le travail du sol respecte les équilibres biologiques et contribue à l'enrichissement de la terre et de l'environnement.

Un lien solidaire, un bénéfice réciproque

Le coup de génie dans l'AMAP est le lien très fort qui relie le producteur aux consommateurs. En s'engageant financièrement, en début d'année, à prendre un certain nombre de paniers, le consommateur assure une régularité dans les débouchés pour le producteur, qui peut ainsi gérer sa production au plus juste et éviter les invendus et les gaspillages. En retour, comme il n'y a plus de pertes ou presque, l'agriculteur peut vendre moins cher et le consommateur dispose de produits bio aux meilleurs prix. Le bénéfice est réciproque et c'est pour cela que ça marche si bien.

Le panier de base est calculé pour une famille de deux adultes et deux enfants, mais il est possible de se mettre à plusieurs sur le même panier si l'on est célibataire ou si l'on n'a pas deux enfants. Dans une *Lettre* diffusée régulièrement, le producteur indique son calendrier de production, rappelle les jours où l'on peut retirer son panier et donne des informations complémentaires : recettes, rendez-vous...

Pour Daniel et Denise, aujourd'hui, il y a trois distributions par semaine : deux se font sur leur ferme pour les personnes de l'agglomération de Toulon, la troisième est livrée à Aubagne. Lors des distributions, la quantité est indiquée pour chaque fruit et légume et les adhérents pèsent ce qu'ils doivent prendre en fonc-

tion de la quantité précisée. Cela représente des quantités imposantes : en pleine saison, pour emmener une livraison à Aubagne, Daniel et Denise doivent louer une grosse camionnette. Tout au long de l'année, les producteurs s'engagent à fournir au moins dix fruits et légumes différents par panier. Le prix du panier est proposé par le producteur. Il est calculé en fonction des coûts de production des salaires et des charges. C'est, en tout cas ainsi que le prix du panier est calculé aux Olivades où 100 % de la production est distribuée en AMAP.

La contrainte pour le consommateur, c'est de partager les risques du métier avec l'agriculteur : culture abondante ou défaillante, avance ou retard de production dû à la météo de l'année... Le consommateur non seulement réapprend à manger de saison, mais il est en lien avec la nature par les aléas de production.

Pour mieux se connaître, différentes rencontres sont organisées. Au début de la saison, à l'automne, un pique-nique a lieu à la ferme avec chacun des groupes, ce qui permet de faire connaissance avec les nouveaux arrivants. Lorsqu'il y a une grosse production en vue, des animations sont mises en place pour ramasser collectivement les excédents et les transformer (ateliers sauces et confitures). Il est toujours possible, pour les plus passionnés, de venir aider aux récoltes et même plus ; Denise et Daniel n'hésitent pas à lancer des appels à "coups de mains" lorsque c'est nécessaire.



Denise et Daniel Vuillon.

Retour à la terre

Au début, Daniel et Denise sont extrêmement actifs. Ils ont mis au point une méthode d'essaimage des Amap basée sur la transmission de l'expérience d'une agriculture en Amap. Ils ont contribué à mettre en place *Alliance Provence*, qui a commencé à aider la mise en place

d'AMAP dans toute la région, puis un peu partout en France. Le couple a vite été débordé par les demandes de présentation de leur initiative. Ils ont concrètement aidé à mettre en place une cinquantaine d'AMAP. Toujours très actifs localement et dans le réseau international « Urgenci », ils défendent le concept contre les tentatives de récupérations de diverses structures qui les remettraient dans des normes institutionnelles et des règles dont l'agriculture paysanne a beaucoup trop payé les frais.

L'administratif formel leur semble nuire à la convivialité. Ils sont pour l'autonomisation des initiatives et si certaines ne copient pas leur fonctionnement, ils n'y voient, eux, aucun inconvénient.

Convoitises

Localement, la situation de la ferme est explosive. La ville de Toulon continuant à s'agrandir, ils ont été rattrapés par les zones commerciales et, juste derrière leur ferme, se trouve un des plus grands parkings de l'agglomération, avec une zone commerciale hideuse qui souhaiterait encore s'agrandir. Mais cette dernière

est coincée d'un côté par une autoroute, de l'autre par une villa classée par les monuments historiques. Elle ne peut donc que viser les bonnes terres maraichères bio de Daniel et Denise Guillon.

Les élus sont venus les voir plusieurs fois pour leur assurer que s'ils vendaient, leur fortune était faite. Devant leur refus, la mairie de Toulon a prétexté un temps la nécessité de les exproprier pour pouvoir créer à leur place le terminus du futur tramway et une gare routière. L'AMAP s'est alors révélée une formidable caisse de résonance pour dénoncer les manœuvres diverses pour pousser les paysans dehors. Aujourd'hui, les projets semblent arrêtés (1) et Daniel en conclut qu'une AMAP n'est pas seulement une arme sociale pour le maintien de l'agriculture paysanne, mais peut être aussi un excellent outil contre la spéculation immobilière.

Michel Bernard ■

Daniel et Denise Vuillon, Les Olivades, 257, chemin de la Petite-Garenne, quartier Quiez, 83190 Ollioules, tél : 04 94 30 03 13.

(1) Pour rappel, la mairie de Toulon, après sept ans de gestion Front national, est repassée à gauche en 2001.

Autres AMAP locales

Alpes-Maritimes

- **Auribeau-sur-Siagne** : AMAP, Johanne Blanc, tél : 04 93 42 36 31.
- **Grasse** : Nature et saveurs dans l'assiette, Josiane Jorcin, tél : 04 93 09 03 26.
- **Le Cannet** : AMAP de l'Espace, Olivier Campana, tél : 04 92 19 01 81.
- *Amap mise en place par le personnel d'Alcatel, distribution uniquement au sein de l'entreprise.*
- **Le Cannet** : AMAP Les paniers de la Siagne, Anne Marie Eymery, tél : 04 92 18 18 28.
- **Mouans-Sartoux** : AMAP Les paniers de nos campagnes, Pascale Renot, tél : 04 93 60 19 02.
- **Nice** : AMAP Mondo Nice Gambetta, Gabrielle Boulay, tél : 08 70 74 43 63.
- **Nice** : AMAP des Collines - Nice ouest, Béatrice Piston, tél : 06 63 57 24 53.
- **Opio** : AMAP Opio, Philippe Le Bars, tél : 04 93 77 70 35.
- **Valbonne** : AMAP de la Ferme Saint-Jean, Anne-Marie Borrits, tél : 04 93 40 25 58.
- **Villeneuve-Loubet** : AMAP du Loup, Frédéric Stoll, tél : 04 93 22 82 75.

Var

- **Aups** : Amap d'Aups, Brindille Soubrane, tél : 04 94 84 22 78.
- **Cogolin** : Association des amapiens du Golfe, Georgette Kohler - 06 16 55 02 83.
- **Cogolin** : AMAP Cogolin, Joëlle Taillefer, tél : 06 03 10 76 40.
- **Draguignan** : AMAP en Dracénie, Michèle Perez, tél : 04 94 68 06 19 (voir article page 20).
- **Draguignan** : AMAP Draguignan, Elvire Segovia - 04 94 47 19 59.
- **Fayence** : AMAP pays de Fayence, Claire Aubert, tél : 04 94 76 29 63.
- **Figanières** : AMAP Figanières, Véronique Gérard, tél : 04 94 67 81 59.
- **Fréjus** : AMAP Fréjus, Marianne Hauteville, tél : 04 94 52 95 83.
- **Hyères** : AMAP Costa Hyères, Brigitte Bayrou, tél : 04 94 35 09 30.
- **Hyères** : AMAP Sauvebonne, Christelle Gros, tél : 04 94 35 71 40.
- **Hyères** : AMAP Isabelle, Isabelle Besse, tél : 06 03 10 01 83.
- **La Crau** : AMAP La Marseillaise, Bernard Ferran, tél : 04 94 20 09 19.
- **La Moutonne** : AMAP Le Jardin de Bernard, Alain Helft, tél : 04 94 46 42 91.
- **La Seyne-sur-Mer** : AMAP de Clairval, Nathalie Tonnelier, tél : 04 94 34 59 33.
- **Le Beausset** : AMAP Le Beausset, Patricia Bøllinger, tél : 04 94 90 59 39.
- **Les Arcs** : AMAP Les Arcs, Jean-Claude Roget, tél : 04 94 47 52 43.
- **Ollioules** : Les Paniers de la Farigoulette, Nadine Lee-a-hing, tél : 04 94 30 71 01.
- **Le Cannet-des-Maures** : AMAP Cannet-des-Maures, Geneviève Pessel, tél : 04 94 73 40 00.
- **Roquebrune** : AMAP, Aurélie Dumont, tél : 04 94 95 91 09.
- **Sainte-Maxime** : AMAP, Christian Mousset, tél : 04 94 49 12 52.
- **Saint-Maximin-Brignoles** : AMAP tite planète, Philippe Raignault, tél : 04 94 59 41 35.
- **Saint-Maximin-Barjols** : AMAP de la Sainte-Baume, François Bonnet, tél : 04 94 72 18 45.
- **Sollies-Pont** : AMAP Le Grand Jardin, Jean-Claude Bodino, tél : 04 94 13 00 07.
- **Trans-en-Provence** : AMAP, Alexis blanc, tél : 06 25 39 10 22.



Nature et progrès

Alors que l'agriculture biologique est désormais accessible au plus grand nombre, la fédération Nature et progrès propose une charte entre producteurs et consommateurs qui vise à avoir une véritable démarche écologique. Pour Nature et progrès l'agriculture biologique doit intégrer les questions d'environnement et les questions sociales.

■ Nature et progrès Var, Les Magnolias, 108, chemin de la Chartreuse, 83000 Toulon, tél : 04 94 42 54 38.

Agriculture biodynamique

L'agriculture biodynamique est une forme d'agriculture biologique qui y ajoute d'autres dimensions : technique, économique et sociale. L'agriculture biodynamique est une agriculture assurant la santé du sol et des plantes pour procurer une alimentation saine aux animaux et aux hommes. Elle se base sur une profonde compréhension des lois du "vivant" acquise par une vision qualitative-globale de la nature. Elle considère que la nature est actuellement tellement dégradée qu'elle n'est plus capable de se guérir elle-même et qu'il est nécessaire de redonner au sol sa vitalité féconde indispensable à la santé des plantes, des animaux et des hommes grâce à des procédés thérapeutiques.

■ Le Gattilier, La Commanderie, 06750 Valderoure, tél : 04 93 60 39 88. *Plantes médicinales, voir article page 32.*

■ Robette Marie-Christine et Lucien, Le Jardin des Myrtes, route de Vidauban, 83120 Sainte-Maxime, tél : 04 94 43 70 35. *Maraîchage et distribution par panier dans une Amap.*

■ Gros Yves et Michèle, domaine des Fouques, 1405, route des Borrels, 83400 Hyères, tél : 04 94 65 68 19. *Polyculture et viticulture. Ferme de démonstration du réseau bio.*

■ Plauchut Vincent, campagne Brovès, 83570 Carces, tél : 04 94 59 56 20. *Viticulture.*

Et également

Alpes-Maritimes

■ François Aulmont, La Ferme de Saint-Jean, 74, chemin Saint-Jean, 06130 Grasse. *Coordinateur des Amap du département.*

■ Alan Carter, Saint-Jean, route d'Utelle, Cidex 47, 06420 La Tour-sur-Tinée, tél : 04 93 59 06 08 ou 06 10 42 05 25. *Producteur de semences bio, fournisseur de Kokopelli, animateur du Civam bio.*

■ Civam Apicole, 826, chemin des Collines, 06570 Saint-Paul, tél : 04 93 22 56 91.

■ Civam Agribio, quartier de la Madeleine, 169, chemin de Bonson, 06830 Gilette, tél : 04 92 08 07 95.

Syndicats de l'agriculture biologique

Dans la plupart des départements, il existe des structures syndicales professionnelles pour la défense des intérêts de l'agriculture biologique. Ces syndicats peuvent vous communiquer la liste à jour des producteurs bio de leur département.

■ Agribio Var, 11, rue Pierre-Clément, 83300 Draguignan, tél : 04 94 50 54 74.

■ Agribio Alpes-Maritimes, quartier de la Madeleine, 169, chemin de Bonson, 06830 Gilette, tél : 06 07 23 29 61.

Confédération paysanne

Le renouveau du syndicalisme passe sans doute par la pratique de ce syndicat novateur dans bien des domaines. Fortement implanté dans la société civile, ce syndicat agricole a su épouser le corporatisme pour s'intéresser à de nombreuses questions politiques : agriculture durable, rapports Nord-Sud, questions de développement, commerce équitable, agriculture biologique, lutte contre les OGM ou la malbouffe, la décroissance, etc. Prône le maintien des petites exploitations, une agriculture moins intensive, le développement de l'agriculture biologique, etc.

■ Jean-Marie Rinasse, 246, chemin de l'Adrech, 06530 Saint-Cézaire-sur-Siagne, tél : 04 93 60 28 98.

Var

■ Alliance Provence paysans écologistes consommateurs, 17, rue Daniel-Melchior, 83000 Toulon, tél : 04 94 98 80 00.

■ ADEAR Var, Association pour le développement de l'emploi agricole et rural, place des Trois-Moulins, 83170 Brignoles, tél : 04 94 59 92 89, Amélie Pelletier. *Assure diverses formations : gestion d'une exploitation agricole, conduite d'engins agricoles, connaissance de la loi solidarité et renouvellement urbain, etc. Aide à la mise en place d'Amap.*

■ GFA Corcoribo, Nathalie Marchal, 670, chemin du Col-de-Serre, 83400 Hyères, tél : 04 94 33 34 89.

Bio et végétarisme

Alpes-Maritimes

■ Le Speakeasy, 7, rue Lamartine, 06000 Nice, tél : 04 93 85 59 50. *Restaurant bio-végétalien non-fumeur où se donnent des cours de langues d'où le nom.*

■ Cantine bio, Hôtel Hi, 3, avenue des Fleurs, 06000 Nice, tél : 04 97 07 26 26. *Restaurant bio dans un hôtel de luxe contemporain.*

■ Bio et Cie, 12, rue Alberti, 06000 Nice, tél : 04 93 01 94 70. *Restaurant biologique.*

■ Lou Pebre d'Aé, 63, avenue de la Libération, 06130 Grasse, tél : 04 93 70 25 43. *Café proposant une cuisine du monde avec des produits bios et des boissons bios. Menu végétarien possible.*

■ La Zucca Magica, 4, quai Papacino, 06300 Nice, tél : 04 93 56 25 27. *Restaurant végétarien sur le port. En italien, cela signifie "la courge magique".*

■ Azur et joie, c/o J.-J. Monier, 18, allée Henri-Matisse, 06530 Peymeinade, tél : 06 08 62 56 14. *Association de végétariens.*

■ Le Blé enchanté, 349, chemin des Roures, 06530 Le Tignet, tél : 06 87 33 51 11. *Crêpes et cidre bio.*

■ Madame Nature, Atoll Beach, 167, promenade des Flots-Bleus, 06700 Saint-Laurent-du-Var, tél : 04 92 27 15 45. *Restaurant bio, choix végétarien et végétalien, en bord de mer... mais aussi face à l'aéroport de Nice.*

Var

■ Véganimaux 83, Alice Rallier, tél : 06 61 85 94 02. *Association végétarienne.*

■ La Vie d'antan, 2, rue des Sarrasins, 83120 Sainte-Maxime, tél : 04 94 96 16 25. *Magasin et traiteur bio.*

■ Le Relais bio, 4, chemin de Raton, route de Pré-de-Pâques, 83170 Brignoles, tél : 04 98 05 00 65. *Restaurant bio-végétarien non-fumeur à côté d'un magasin Biocoop.*

■ Ilôt saveurs, 13, rue Hoche, 83310 Cogolin, tél : 04 94 54 78 63. *Restaurant bio, produits locaux autant que possible.*

Marchés bio

■ Cannel-Rocheville, quartier l'Aubarède, mercredi matin.

■ Saint-Laurent-du-Var, entrée Cap 3000, mardi et vendredi matin.

■ Fréjus plage, place de la Poste, samedi matin.

■ Toulon, place du Puy-de-Dôme, le vendredi matin.

■ Hyères, place Vicomtesse-de-Noaille, mardi, jeudi, samedi matin.

Autres magasins bio

Alpes-Maritimes

■ La maison des plantes, 20, rue Gubernatis, 06000 Nice, tél : 04 93 62 19 54. *Plantes aromatiques, hygiène, cosmétiques.*

■ Aubépine, 19, rue de Lépante, 06000 Nice, tél : 04 93 62 21 75.

■ Sud éco jardins, 21, chemin Victorine, 06130 Grasse, tél : 04 92 60 94 80.

■ Satoriz, 2791, chemin Saint-Bernard, 06220 Vallauris, tél : 04 97 21 31 18.

■ Je sais d'où, 2, avenue Albert-1er, 06230 Villefranche-sur-Mer, tél : 04 93 53 19 81.

■ Champ soleil, 2, chemin Sembola, 06340 La Trinité, tél : 04 93 54 02 98.

■ Les Jardins de la vallée Siagne, 2530, route Pégomas, 06370 Mouans-Sartoux, tél : 04 92 28 09 39.

■ Les Jardins du regain, chemin de Saurin, 06370 Mouans-Sartoux, tél : 06 88 46 82 25.

■ Amplitude bio, 3, rue Léopold-Bucquet, 06400 Canes, tél : 04 92 59 11 54.

■ Le Fourmil d'Angèle, chemin Dit-Mas, 06640 Saint-Jeanet, tél : 04 93 24 83 43.

■ La ferme bio, moulin de Saint-Blaise, 06670 Saint-Blaise, tél : 04 93 08 76 34.

■ La ferme de Montmeuille, chemin des Marguerites, 06800 Cagnes-sur-Mer, tél : 04 93 22 69 60.

Biocoops

Les Biocoops sont des coopératives de produits biologiques ayant adopté une charte prévoyant le respect non seulement de la qualité des aliments, mais également le respect des producteurs et des consommateurs.

■ Biocoop Azur, 59, boulevard Delfino, 06300 Nice, tél : 04 93 56 69 42.

■ Biocoop, 17, rue Bricka, 06162 Juan-les-Pins, tél : 04 93 63 64 73.

■ Solis bio, 21, rue Louis-Aurélien, 98000 Monaco, tél : 0 377 97 98 11 11.

■ Le Relais bio, 4, chemin de Raton, RN7, 83170 Brignoles, tél : 04 98 05 00 65.

■ Sertoibio, 102, avenue Clémenceau, 83310 Cogolin, tél : 04 94 54 12 97.

■ Soleil bio, 7 boulevard Jean-Jaurès, 83300 Draguignan, tél : 04 94 68 42 93.

■ Horizon bio, 70, rue Robert-Schuman, 83130 La Garde, tél : 04 94 14 35 33.

■ Côté bio, technopôle VM, La Capellane, quartier Pierdantant, 83190 Ollioules, tél : 04 94 87 40 53.

■ La Ferme bio, quartier de la Plaine Fréjus, 83370 Saint-Aygulf, tél : 04 94 51 25 15.

■ Cobionat, montée des Moulins, Le Verger, 83690 Salernes, tél : 04 94 70 68 46.

Var

■ Natur'halles, place du Marché, 83300 Draguignan, tél : 04 94 68 80 16.

■ Bio market, Les Vitrites du soleil, RN98, 83310 Port-Grimaud, tél : 04 94 56 48 03.

■ Boulangerie des Maures, quartier Taurelle, RN7, 83340 Le Cannet-des-Maures, tél : 04 94 73 46 42.

■ Domaine de Rinaou, quartier Rinaou, 83340 Le Cannet-des-Maures, tél : 04 94 47 95 30.

■ Plénitude, route départementale 562, 83440 Callian, tél : 04 94 70 82 97.

■ Comptoir du bio, quartier Terrassonnes, 83440 Tourrettes, tél : 04 94 84 16 54.

■ Tout bio, 8, avenue du 15^e-Corps, 83470 Saint-Maximin, tél : 04 94 59 95 53.

■ Activ'bio, 7, rue Gay-Lussac, 83500 La Seyne-sur-Mer, tél : 04 94 30 77 21.

■ L'Aliment naturel, 41, cours Louis-Blanc, 83500 La Seyne-sur-Mer, tél : 04 94 94 27 93.

■ L'Arbre de vie, 3, rue Evenos, 83500 La Seyne-sur-Mer, tél : 04 94 06 41 41.

■ Coop Reviscoulado, route Bozon, quai Saint-Pons, 83600 Fréjus, tél : 04 94 53 27 95.

■ Aire bio Var, 1074, avenue de Lattre-de-Tassigny, N54, galerie "La Ligure", 83600 Fréjus, tél : 04 94 95 69 19.

■ La Passerelle, 38, rue Saint-Jacques, 83680 La Garde-Freinet, tél : 04 94 43 17 42.

La ferme du Collet, un lieu d'expérimentation vers la décroissance

Dans l'arrière-pays niçois, la ferme du Collet multiplie les alternatives en vue d'une plus grande autonomie. Une expérience qui cherche à accueillir d'autres familles pour améliorer les synergies.

A la fin des années 80, Bertrand et Katia se rencontrent et vivent ensemble à Paris, lors de leurs études, lui en économie, elle en architecture. Au bout de cinq ans, ils souhaitent quitter la ville et partent à la recherche d'un écovillage, notamment pour assurer à leurs enfants l'éducation la plus écologique possible. Ils font un tour des lieux existants et découvrent le hameau de Boussac, dans le Lot-et-Garonne, où vivent huit familles et de nombreux enfants (1). Ils s'y installent un moment, le temps de constater que la dynamique collective est en baisse, les familles présentes n'ayant plus tellement d'activités ensemble, même si pour les enfants, c'est l'idéal. Ils trouvent également que le paysage n'est pas assez sauvage. Ils continuent à visiter des lieux. Lors d'une visite à Eau vivante (2), ils rencontrent Françoise et Diégo, également en recherche. Françoise, Parisienne d'origine, a fait des études de russe, Diégo, Espagnol, né en banlieue, a vécu en communauté dès l'âge de 17 ans. Il est autodidacte et s'est formé avec des agriculteurs, des pépiniéristes, des charpentiers et des boulangers.

A eux quatre, ils envisagent de créer un lieu. Des amis leur signale une ferme en vente à La Penne, un village perché sur un plateau, au-dessus de la vallée du Var, à 750 m d'altitude. La ferme est présentée lors d'une réunion du réseau des écovillages pour voir si d'autres personnes sont intéressées pour y faire une installation collective. Il y a 24 hectares, moitié en forêts, moitié en prairies, et plusieurs bâtiments. Ils proposent d'y installer un lieu d'expérimentation d'autonomie maximale autour de l'écologie pratique, la

simplicité de vie, l'agriculture synergétique, la permaculture. Le lieu est ouvert en priorité à des familles avec enfants pour permettre à ceux-ci de vivre sur place une expérience forte en groupe.

Comme les discussions n'avancent pas au sein de ceux et celles qui rêvent de rejoindre un écovillage, les deux couples engagent eux-mêmes des discussions avec la SAFER (3) pour se porter acquéreurs de la ferme. C'est assez long, parce qu'ils ne sont pas agriculteurs et donc non prioritaires. Les expériences présentées dans le réseau des écovillages montrent que les choses ne sont pas toujours claires sur le plan de la propriété et que c'est souvent une cause de conflit et d'échec. Après avoir bien débattu, ils créent une société civile immobilière (SCI) pour faciliter une cession du lieu. Le prix de vente étant de 120 000 €, ils espèrent au départ trouver six familles qui prennent chacune pour 20 000 € de parts. Devant le manque de candidats, ils font des emprunts dans leurs familles respectives et réunissent les fonds. En janvier 2001, ils deviennent propriétaires des lieux. Ils espèrent toujours voir l'installation d'autres familles à qui ils revendraient alors une partie de leurs parts de SCI pour que les différentes familles aient toujours le même nombre de parts (4).

La ferme comporte une ancienne maison d'habitation, une bergerie, une étable, des granges. Après avoir bien observé les lieux, les familles décident de rénover en appartement l'une la bergerie, l'autre l'étable. L'ancienne maison d'habitation est pour l'instant laissée libre, avec seulement un dortoir pour les personnes de passage. Les travaux minimums sont

engagés dès le printemps et l'installation sur place a lieu à l'automne 2001.

Les bâtiments étant à peu près habitables, l'urgence est alors de commencer à produire sa nourriture. Cela ne se fait pas sans mal. La source qui alimente les maisons se tarit en été. Le groupe met alors en place un forage avec un bassin de rétention simple avec seulement une couche d'argile pour assurer l'étanchéité. Ils commencent à faire un grand potager sur 1000 m², un peu à l'écart des maisons, mais il est ravagé par les animaux (sangliers, criquets...). Ils sont obligés de mettre en place un système de clôture pour se protéger des plus grosses bêtes.

De même, n'étant pas assez nombreux pour mener le projet pensé au départ, ils sont obligés de limiter l'exploitation des terres, de nombreux champs étant laissés en prairie pour les chevaux. C'est là une réserve foncière pour faciliter l'arrivée d'autres projets.

Un lieu ouvert

Ils décident que le lieu doit être ouvert, avec un rôle pédagogique, mais qu'il ne faut pas tomber dans la marchandisation (gîtes, stages...) ce qui serait contraire à leur volonté de mode de vie

(1) Hameau de Boussac, voir *Silence* n°291-292, p.55.

(2) *Eau vivante* était à l'époque dans le Gers, maintenant en Lot-et-Garonne, tél : 05 53 95 44 56.

(3) La SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) est un organisme d'état qui contrôle les ventes de terre pour donner la priorité aux agriculteurs.

(4) Concrètement, une troisième famille qui voudrait s'installer devrait acheter 30 000 € de parts qu'elle récupérerait en partie à l'installation de la suivante.



DR

Journée portes ouvertes.

simple. Il est alors préféré l'organisation de journées portes ouvertes avec présentation des alternatives mises en œuvre sur le site et l'accueil de visiteurs sous forme d'entraide, avec un fonctionnement proche de celui des Wwoof (5). Ils sont très vite débordés par un "tourisme d'éco-villages" avec des curieux qui viennent sans aucune intention de s'installer ou d'autres en manque affectif. Pour une annonce de chantier, sur une moyenne de trente réponses, il y en a environ 28 de personnes seules ! Des limites ont été mises à ce genre de visiteurs : ceux qui veulent rester plus d'une journée doivent mettre la main à la pâte.

Des expériences alternatives

Des expériences alternatives sont menées dans plusieurs domaines. Les deux familles ne choisissent pas toujours les mêmes solutions pour un même pro-

blème, ce qui est source d'enrichissement pour eux et les visiteurs.

Au niveau de la rénovation des bâtiments, tout est fait pour privilégier un habitat sain et économe, rénové à partir de matériaux de récupération ou produits localement (6). Une approche facilitée par la formation d'architecte de Katia. Dans les maisons, on trouve ainsi une isolation à base de fibres naturelles, des poutres rondes provenant des pins de leur forêt (débardage avec les chevaux), du torchis, une épuration d'eau par filtres plantés, de l'eau chaude solaire, des cuisers solaires... Ils ne disposent pratiquement pas d'électricité et ont supprimé pas mal d'outils électriques, la machine à laver a été adaptée pour fonctionner avec une personne qui pédale.

Au niveau de la nourriture, Bertrand et Katia, après des années de végétarisme, ont opté depuis peu pour le crudivorisme, ce qui libère énormément de temps au niveau de la préparation des repas, mais également au niveau du potager où ils ont

priviliégié des plantes pérennes. Cela semble une très bonne manière de bénéficier de l'énergie des plantes. Françoise et Diégo ont, eux, après dix ans de végétarisme, choisi maintenant une alimentation riche en plantes sauvages à dominante végétarienne. De fait, chaque famille a son potager, mais de nombreux échanges sont faits pour comparer les résultats obtenus par chacun. En revanche, les activités de plein champ sont plus collectives. Pratiquement aucun outil à pétrole n'est utilisé. Deux chevaux de trait permettent de faire les gros travaux. De nombreux travaux sont effectués soit en reprenant des techniques anciennes (comme les palans pour hisser les charges dans le bâtiment) soit en expérimentant des techniques nouvelles dont ils prennent

(5) Wwoof (World workers on organic farms): système d'entraide dans les fermes biologiques où les stagiaires font un mi-temps en échange du logement et de la nourriture.

(6) Le local inclut des relations avec les Alpes italiennes toutes proches.

connaissance par les différents réseaux de la mouvance alternative. Un verger pré-existant d'une cinquantaine de pommiers, poiriers et cerisiers, est géré collectivement. D'autres fruitiers ont été plantés par eux : pommiers, pêchers, cerisiers, amandiers, poiriers, azéroliers, amélanchiers, oliviers, jujubiers, grenadiers, pistachiers, plaqueminières... (7). Ils greffent aussi des arbres fruitiers directement sur des portes greffes sauvages (aubépines, poiriers sauvages, merisiers...). Leau, les chemins et les gros chantiers sont également gérés collectivement. Dans la maison principale, une pièce a été isolée pour devenir "pièce fraîche", ce qui permet de stocker fruits et légumes sans avoir recours à un frigo. Quelques panneaux de photovoltaïques assurent un minimum d'électricité.

Au niveau de l'éducation des enfants, chaque famille a un garçon et une fille. Les deux garçons ont 11 ans, les deux filles 9 ans. Ils ont opté depuis deux ans pour un enseignement à distance avec le CNED (8). Celui-ci corrige toutes les trois semaines un grand devoir qui porte sur les différentes matières, de niveau 6e pour les garçons, CMI pour les deux filles. Les parents assurent en alternance environ trois heures de cours par jour. L'enseignement est parfois confié à des personnes de passage. Beaucoup de livres sont empruntés à la bibliothèque. Les enfants suivent ainsi le minimum exigé

par le CNED. Bertrand et Katia ont, eux, complété par de longs voyages : ils sont partis notamment dans des écovillages à l'étranger : six mois à Auroville, en Inde (9), l'année suivante six mois à Crystal Waters en Australie (10).

Si ces deux voyages ont été des moments intenses d'exploration d'autres modes de vie, ils ont posé des problèmes pour le fonctionnement collectif du lieu en provoquant une coupure trop longue à la ferme du Collet. Ils ont décidé d'arrêter et, dorénavant, Bertrand et Katia passent leurs hivers sur place.

Ils testent différentes techniques avec un objectif : que la solution alternative donne de meilleurs résultats pour l'utilisateur (soit en qualité, soit en effort), afin que cela puisse inspirer ceux qui découvrent ces techniques alternatives. Il faut également que cette technique soit reproductible par le plus grand nombre et donc qu'elle ne soit pas trop complexe à mettre en œuvre.

De l'argent quand même

La recherche d'autonomie n'est pas l'autarcie et, outre une activité collective centrée surtout sur l'agriculture, chacun mène d'autres activités. Ils précisent que le fait qu'ils n'aient pas fait d'emprunt bancaire pour démarrer ou pour acheter des outils coûteux leur permet d'avoir une grande souplesse financière et donc une grande liberté d'esprit.

Bertrand, qui a fait des études d'économie, est très actif au sein des réseaux d'écovillages où il essaie d'aider à la création de nouveaux lieux, en particulier en expliquant l'intérêt de mettre les questions financières au clair avant de démarrer. Il mène également une réflexion avec d'autres pour mettre en place une structure qui permettrait de faciliter l'achat collectif de terrains permettant l'installation de gens socialement différents. Il a travaillé à l'extérieur à *Vie et Action* (11) pour améliorer les connaissances en permaculture ou culture permanente. Il a également suivi une formation en charpente pour assurer les gros chantiers de rénovation. Il a récemment suivi une formation dans le domaine de la spiruline et a mis en place sur place un bassin de production, d'abord pour leur consommation personnelle, et progressivement pour la vente (12). Il mène dans d'autres bassins des expérimentations diverses, la spiruline pouvant se nourrir notamment de



purins animaux, de purins de plantes ou d'urine, cela pourrait être un excellent moyen de recyclage. Pour assurer une production optimale, il convient de maintenir l'eau du bassin à la bonne température, d'où aussi des expérimentations pour bénéficier de l'énergie solaire.

Jusqu'en 2004, Katia a exercé comme architecte en libéral, accompagnant localement surtout des projets d'autoconstruction ou de rénovation en habitat sain. Deux ou trois chaque année. Elle a arrêté au niveau professionnel, se contentant de donner des conseils dans le milieu associatif local.

Ils ont tous deux donné des conférences dans des lieux alternatifs sur leurs expériences dans les écovillages visités ici ou à l'étranger.

A terme, des formations et la vente de spiruline devraient leur permettre de couvrir leurs faibles besoins financiers.

Du côté de Françoise et Diégo, ce dernier s'est lancé dans la production de pain biologique qu'il vend par différents réseaux associatifs locaux (13) : un tiers

(7) Les plants ont été achetés en biodynamie auprès des pépinières Burry, 11500 Brénac, tél : 04 68 20 94 16.

(8) Le CNED (Centre national d'enseignement à distance) est un service de l'Éducation nationale permettant d'assurer un suivi scolaire aux enfants qui ne peuvent aller à l'école : itinérants, malades, en site isolé...

(9) Auroville, voir article dans *Silence* n°332, p.43.

(10) Crystal Waters se trouve à une centaine de kilomètres au nord de Brisbane, dans le Queensland, en Australie. Cet écovillage s'étend sur 260 hectares dans un climat subtropical et a développé la permaculture – ou culture permanente – qui privilégie les plantes pérennes. Sa structure juridique est une coopérative née en 1981. Y vivent environ 130 adultes et une soixantaine d'enfants.

(11) *Vie et action*, le Roc fleuri, 380, route de Coursegoules, 06620 Gréolières, tél : 04 93 59 98 99.

(12) La spiruline est une algue microscopique, très riche en protéines, qui peut constituer un complément alimentaire intéressant pour les végétariens et les végétaliens. Elle peut aussi être cultivée dans les pays du Sud comme source de protéines. Le bassin de 24 m² installé ici permet une production maximale de 200 g par jour.

(13) Notamment par celui des *Diables bleus* à Nice (voir page 22) qu'il fournit en envoyant le pain par le train de la ligne Nice-Digne, une gare se trouvant à 11 km de la ferme, par l'association *Je sais d'où* à Nice (tél : 04 93 53 19 81) ; ou encore par la MCE, *Mouansoise de commerce équitable*, à Mouans-Sartoux (tél : 04 93 75 14 05).



Tisser au niveau local

Autour d'eux, des agriculteurs descendent chaque jour pour vendre sur les marchés de Nice. Ils se lèvent à 5 h du matin, reviennent en début d'après-midi et partent aux champs... pour des journées de travail de l'ordre de 15 h. Face à cela, les deux familles suivent un mode de vie complètement en décalage qui provoque une grande méfiance dans la commune. Même les agriculteurs bios sont éloignés d'eux, enfermés dans une course à la production. La montagne se tourne de plus en plus vers le tourisme venant de la côte, avec de nombreux retraités qui achètent des maisons où ils ne viennent que l'été. Le côté humain n'est donc pas des plus agréables.

Au départ, les enfants ont été scolarisés dans la commune pendant trois ans et Françoise a essayé de s'investir dans les structures de parents d'élèves. Si la mairie annonce officiellement son intérêt pour l'implantation de familles avec enfants, les néo-ruraux installés ici sont très marginalisés. Le pain se vend bien, mais peu localement. Quant aux visiteurs, ils ne viennent pas non plus du voisinage.

Depuis 2005, Françoise et Diego sont actifs dans "Grain de sel", une association citoyenne sur la communauté de communes. Cela leur a permis de rencontrer d'autres personnes locales plus intéressantes, mais les distances sont un frein. Les réunions se font au chef-lieu de canton, Puget-Théniers, dans la vallée du Var, à 11 km... mais avec un dénivelé impressionnant. Sur les routes de montagne, il est difficile de se déplacer autrement qu'en voiture et il y a vite une heure de route pour aller voir quelqu'un. C'est l'un des aspects négatifs de la ferme : en altitude, elle est loin des axes de passage, loin de la côte, loin du reste de la France. Heureusement, le soleil et les paysages sont là pour tenir chaud au cœur.

La ferme du Collet est donc aujourd'hui un lieu particulièrement riche en expérimentations aussi bien techniques que sociales, qui attire beaucoup de personnes en recherche d'installation, même si peu franchissent ensuite le pas. Symbole de la réussite du lieu : des enfants épanouis, en pleine forme, de nombreux stagiaires... et des demandes pour des installations de célibataires qui font que les deux premières familles s'interrogent actuellement sur cette possibilité.

MB ■

Ferme du Collet, 06260 La Penne,
tél : 04 93 03 27 81 ou 04 93 05 84 50.

dans un rayon de 20 km, les deux autres tiers sur la côte. Le pain s'avère un excellent mode de contact avec l'extérieur. En dehors des fournées hebdomadaires (entre 150 et 200 kilos selon les commandes), Diego gère la traction animale. Il produit lui-même l'ensemble des céréales dont il a besoin pour la fabrication du pain : blé, seigle et, en projet, petit épeautre et kamut. Il compte aussi démarrer une pépinière de plantes utiles et méconnues.

Françoise se charge de l'accueil des visiteurs, de la communication extérieure. Elle gère la question des stagiaires sur les lieux et étudie l'idée de faire de l'accueil actif sans tomber dans le tourisme. Elle a mis en place des cours de danse et de musique.

Dans les prochains chantiers collectifs, il est envisagé de mettre en place une salle commune dans l'ancienne maison pour favoriser l'accueil et l'arrivée de nouveaux projets en lien avec la recherche d'autonomie. Cette ancienne maison est pour le moment mal isolée et désagréable

à vivre en hiver. Son aménagement pourrait permettre à une autre famille de s'installer, de même que l'aménagement d'une grange voisine encore disponible.

Une des difficultés est le manque de temps : au fur et à mesure que se mettent en place les différentes activités (pains, agriculture, potager, spiruline...), il devient difficile de s'occuper de ces chantiers collectifs. Mais cela permet une réflexion : comme ils cherchent à privilégier les solutions les plus écologiques possibles, ils découvrent qu'il faut du temps. L'écologie, c'est souvent long ! Il y a toujours des compromis, mais ce qui est important c'est que les choix soient conscients.

Et également :

Réseau français des écovillages du Soleil,
Pascal Poussange, 5, rue Henry-de-Cessoie,
06100 Nice. *Promouvoir, coordonner et réaliser des écovillages de fraternité locale.*

Quand la Coopérative Cravirola invente les Terres Communes

La Coopérative Cravirola est un collectif autogéré de dix personnes. Installée tout près de la frontière italienne, elle envisage de changer de lieu. Face à la question de la propriété foncière, elle expérimente une nouvelle forme de propriété collective : les Terres Communes.

Tout commence au milieu des années 80 quand Axel et Britta, un couple de jeunes issu du milieu alternatif berlinois, achète un petit hameau en ruines collé à la frontière italienne à 1200 mètres d'altitude, dans la haute Vallée de la Roya.

Les débuts sont rudes. Ces deux néoruraux s'installent dans une ruine sans électricité, ni eau courante ou chauffage, sans accès de route et, sans la moindre expérience agricole, ils commencent à fabriquer des fromages. Convaincus que cette aventure qui frôle l'inconscient doit être collective, ils cherchent en vain des associés. D'année en année, ils résistent à la tentation de tout lâcher.

Dix ans après leur installation, Axel et Britta commencent enfin à voir le bout du tunnel. La ruine est devenu une ferme fromagère où on élève des vaches, des chèvres et des brebis. La vente de fromages sur des marchés de la Côte d'Azur finance de nouveaux bâtiments, le confort de vie s'améliore et ils trouvent enfin du temps pour faire autre chose que les travaux de première nécessité.

Une coopérative agricole, culturelle et engagée

C'est à partir de cette époque qu'une troisième personne, Katia, s'installe de façon permanente. Cravirola devient une ferme collective. Les premiers chantiers de jeunes sont organisés en partenariat avec l'association *Service Civil International*, qui apportent le renfort tant attendu pour la construction du lieu. Le groupe grossit peu à peu et l'association *Dynamo, la montagne en mouvement* est créée pour mener des actions d'éducation populaire, proposer des événements culturels et continuer à organiser des chantiers.



Travail en hauteur.

Petit à petit le visage de la Ferme Cravirola change. Tout est imaginé et fait par les habitants et les jeunes qui participent aux chantiers. Une nouvelle fromagerie voit le jour, la plus grande de tout le département. La maison d'habitation, elle aussi, s'agrandit. Elle est chauffée par des panneaux solaires et un ingénieux poêle à bois. Une turbine permet de transformer l'eau de la rivière en électricité.

Cravirola se pare aussi de peintures, mosaïques et sculptures. Une salle est construite pour faire du théâtre, de la danse, des stages d'art plastique. Dans un amphithéâtre de plein air, où la scène surplombe un petit vallon, les gens de la côte viennent participer deux années de suite au festival *Bouse & Blues*, organisé par celles et ceux qui ont désormais décidé de s'appeler *Coopérative Cravirola*.

Si l'activité agricole reste la base économique du projet, l'art, la musique, la fête, sont des ingrédients indispensables de la vie ; Cravirola se vit avant tout comme un groupe engagé.

Fin 2006, une dizaine de personnes partagent leur vie sur la ferme. Le travail se fait en autogestion, sans hiérarchie. Les revenus vont dans une caisse commune qui couvre tous les besoins. Des « semaines découverte » sont organisées pour transmettre cette expérience à ceux et celles qui sont à la recherche d'un autre mode de vie. La coopérative participe à des réseaux d'échange comme REPAS ou RELIER (1). Il y a quelques années, avec d'autres paysans du département, ils participent à la mise en place de la section Alpes-Maritimes de la Confédération Paysanne. Cravirola était présent au Forum social européen, au rassemblement du Larzac ou lors d'un des procès des faucheurs volontaires avec un stand de fromages et de sandwiches au chèvre chaud.

Au fil des ans la Coopérative Cravirola est devenu un groupe solide. Mais l'esprit aventurier est resté avec un penchant pour les projets ambitieux. Aujourd'hui, après vingt ans de marche en avant, le petit hameau dans les montagnes du Mercantour ne correspond plus aux nouvelles ambitions. En 2005, la décision est prise de se lancer tous ensemble dans une nouvelle aventure. Ils trouvent un domaine de 270 ha dans l'Hérault, en vente sur les causses du Minervois. La coopérative est en train de boucler le financement pour pouvoir l'acheter. Il s'agira toujours d'y faire de l'élevage, de fabriquer des fromages, d'organiser des événements culturels, mais avec le souci de s'agrandir dans les limites propres au fonctionnement en autogestion, de diversifier la production agricole tout en la rendant plus cohérente. Ce nouveau lieu doit aussi permettre de s'ouvrir



Un jardin tout en terrasses.

davantage sur l'extérieur, en accueillant un public plus large au sein d'un camping participatif. Ce lieu est prévu comme un lieu d'expérimentation sociale politiquement engagé, mais aussi un lieu d'échange et de partage, autour d'activités ludiques, artistiques, culturelles, environnementales.

La question du foncier

Que devient alors la ferme des Alpes-Maritimes ? La vendre, c'est prendre le risque d'y voir s'y installer un riche Monégasque pour qu'elle devienne une résidence secondaire. Pendant la recherche d'un nouveau lieu, Cravirola a pris conscience de ce qu'est devenu le marché du foncier agricole. Des terres de plus en plus inaccessibles aux personnes qui cherchent à s'installer, victimes d'une spéculation immobilière outrancière.

La coopérative s'est alors lancée un autre défi : financer l'achat du nouveau lieu sans vendre la ferme à La Brigue, et transmettre celle-ci à un groupe qui

cherche à s'installer avec un projet agricole et engagé. Deuxième objectif : faire en sorte que la propriété de la Ferme Cravirola, jusque là au nom d'Axel, devienne durablement collective et que cela soit aussi le cas pour le domaine dans l'Hérault.

Les recherches sur les structures de propriété collective existantes, menées entre autre avec l'aide de l'association *Terre de Liens* (2), ont vite abouti à un constat : la forme la plus habituelle, la SCI, serait complètement inadaptée à ce projet. En effet, celle-ci pose souvent problème en cas du départ d'un des sociétaires. Elle ne règle en rien la question de la transmission et de l'héritage. Mais surtout, elle ne permet pas de faire appel aux « sympathisants » sans que ceux-ci deviennent responsables envers les banques de l'emprunt qui sera souscrit pour financer l'achat du nouveau lieu. Cette dernière incompatibilité, qui aurait été la même pour tout autre forme de société de personnes, a amené à réfléchir une nouvelle structure de propriété collective sous forme d'une société de capital.

Terres Communes

Des mois d'études du code du commerce et de la littérature spécialisée ont abouti au choix de la « Société par actions simplifiée » (SAS). Cette forme juridique relativement nouvelle a été inventée pour proposer aux entreprises une alternative aux SA et SARL, plus strictement réglementées et lourdes à gérer. Cadeau aux marchés mondialisés donc, qui peut néanmoins se détourner à des fins plus libertaires que libérales.

Ainsi est née la SAS *Terres Communes*. Cette société deviendra propriétaire de la ferme des Alpes-Maritimes et du Domaine du Bois dans l'Hérault, mais aussi du Suc en Ardèche, un lieu où vit et travaille un groupe lui aussi à la recherche d'une forme de propriété irréversiblement collective.

La loi accorde aux SAS une grande liberté dans la rédaction de leurs statuts. Dans ceux de *Terres Communes* sont dissociés le capital apporté et le pouvoir, qui sera partagé entre deux types d'actionnaires : un premier collège composé des collectifs usagers des lieux et auquel reviendra 48 % des voix à l'assemblée de la société malgré un faible apport au capital; un deuxième collège, dans lequel se retrouvent tous les autres actionnaires, qui se partageront les 52 % de voix restants en respectant le principe coopératif d'une personne égal une voix.

Dans ce deuxième groupe se trouveront les anciens propriétaires de la Ferme Cravirola et du Suc, qui auront reçu des actions à hauteur de leurs apports. Ils auront désormais le même pouvoir que les nombreux amis et sympathisants des trois projets, qui eux deviendront actionnaires de Terres Communes à partir d'un apport de 500 € (3).

Rien n'obligera la SAS ou ses actionnaires à racheter les parts d'un sociétaire qui voudrait quitter Terres Communes. Celui-ci devra présenter un acheteur potentiel et le faire accepter par l'assemblée des actionnaires.

Toutes les décisions importantes de la société, par exemple la résiliation d'un bail entre Terres Communes et un des collectifs usagers, seront prises par une majorité renforcée de 75 % des voix. Des décisions difficiles à prendre donc, qui nécessiteront de discuter et de convaincre un grand nombre d'autres actionnaires.

De cette manière, Terres Communes aura un fonctionnement profondément démocratique et respectera les intérêts des groupes habitant les lieux.

En contrepartie de la jouissance des lieux, les collectifs usagers s'engagent au respect de principes élaborés en commun : le maintien d'un usage agricole des terres, un mode de production proche des



Chantier-théâtre.

valeurs de l'agriculture paysanne, la recherche pour chaque projet d'une autonomie économique, la solidarité entre groupes, l'ouverture et l'engagement vers l'extérieur.

Terres Communes peut accueillir d'autres collectifs qui veulent sortir de la propriété individuelle et qui partagent les mêmes valeurs. A ceux qui envisagent de s'en inspirer, elle propose son aide pour monter leur propre structure (4).

Aymeric Mercier ■

Coopérative Cravirola, 06430 La Brigue, tél : 04 93 04 70 65, cravirola@club-internet.fr

(1) REPAS, Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, Association le MAT, Le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80 ; RELIER, Réseau d'expérimentations et de liaisons des initiatives en espace rural, 10, rue Archinard, 26400 Crest, tél : 04 75 25 44 90.

(2) Terre de liens, 10, rue Archinard, 26400 Crest, tél : 04 75 59 69 35.

(3) Les souscriptions sont dès à présent ouvertes !

(4) Enfin, à ceux qui cherchent des informations plus détaillées, celles et ceux aussi qui veulent agir concrètement contre la spéculation foncière et soutenir Terres Communes, rendez-vous sur les sites internet : www.terrescommunes.fr ou www.cravirola.com.

Guy Rottier, un anarchitecte

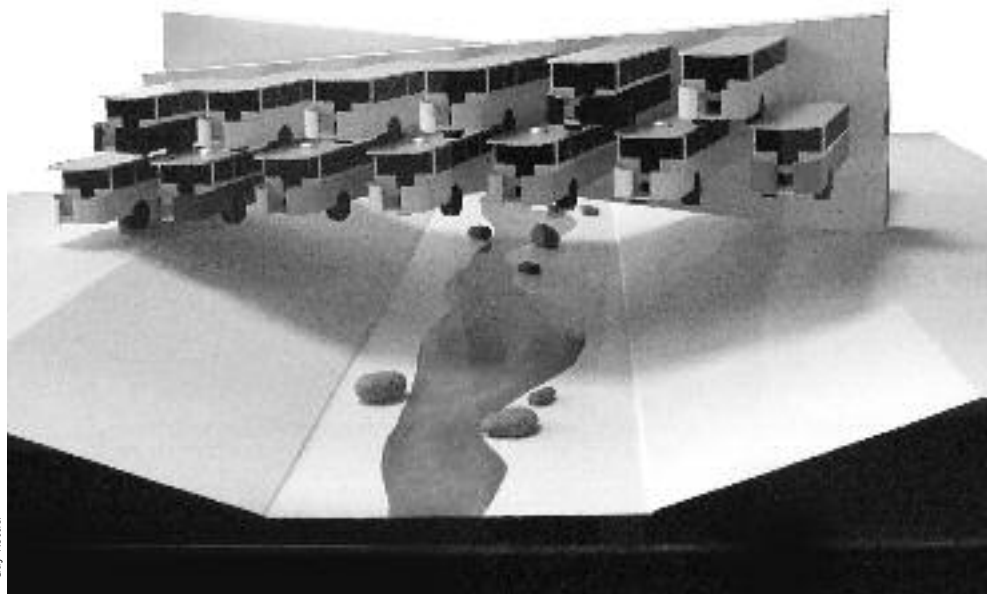
Né à Sumatra (Indonésie) en 1922, il fait des études d'ingénieur à La Haye (Pays-Bas) pendant la Seconde Guerre mondiale, puis les Beaux-Arts à Paris, à la Libération. En 1949, il entre dans l'équipe de l'urbaniste et architecte Le Corbusier, lequel lance alors la construction de l'Unité d'habitation à Marseille, la première "barre", une révolution dans l'architecture de l'époque. Cette collaboration permet à Guy Rottier de rencontrer dans ses premières années d'architecte des novateurs, notamment Jean Prouvé (1). De 1950 à 1957, il est dans un bureau d'architectes à Paris. Il construit une première maison à Rueil-Malmaison. En 1958, il s'installe à Nice et se met à son compte. Il réalise deux villas toujours visibles aujourd'hui sur la moyenne Corniche, au-dessus de la ville, une troisième à Villeneuve-Loubet pour l'ancien menuisier de Le Corbusier, Charles Barberis. Avec ce dernier, ils se lancent dans un projet de cabanons en bois de série. Charles Barberis meurt prématurément et le projet échoue.

En 1965, Guy Rottier rejoint le GIAP, Groupement international d'architecture prospective, créé à l'initiative de Michel Ragon (2). Il y fréquente toute l'avant-garde de l'architecture, fait plein de rencontres, y lie de nombreuses amitiés. Il adhère également au Comptes, Coopération méditerranéenne pour l'énergie solaire. C'est l'une des premières structures internationales à faire la promotion de cette énergie. Il y fréquentera notamment Reiser (3). Il propose dès 1972, un projet de ville solaire éclairée par des "lumiducs".

Quand la politique s'en mêle...

En 1968, on lui commande un hôtel dans l'arrière-pays, au pied d'une falaise aride. Il fait alors un projet semi-enterré, avec toiture végétale dans la continuité de la falaise, en utilisant les mêmes couleurs que la terre locale. Le permis est refusé par les Bâtiments de France, sous prétexte que cela ne convient pas au village, qui est un site classé. L'architecte écrit alors une lettre présentant le projet à une cen-

Vite lassé des lignes droites, Guy Rottier, architecte, se lance dans l'architecture prospective en élaborant les plans de cités utopiques. Précurseur, il imagine très tôt des cités solaires, d'autres réalisées à partir de matériaux de récupération... Portrait d'un vieux monsieur aux yeux qui pétillent.



Projet d'immeuble réalisé avec récupération de bus.

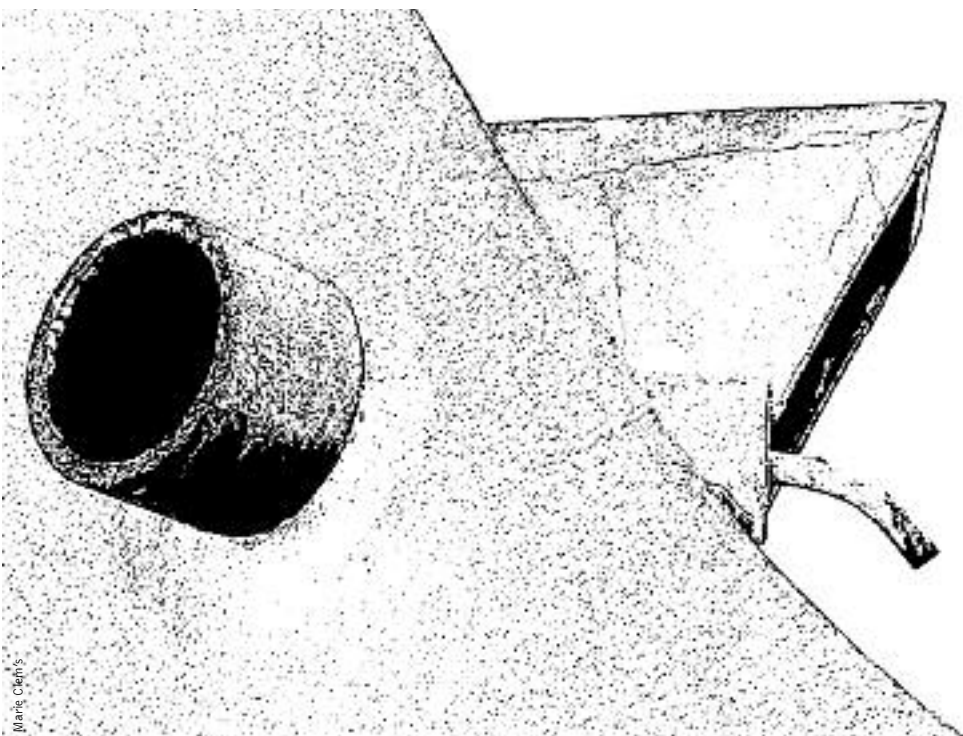
taine de personnalités : 90 lui apportent leur soutien, dont le ministre de la reconstruction, Claudius Petit (dont dépend à l'époque l'architecture), des artistes comme Vasarely, César, Chanéac ou Arman. Il demande à présenter son projet à Paris devant les Monuments historiques. Il est reçu par 40 experts et son projet est soutenu à l'unanimité.

Fort de tous ces soutiens, il redépose une demande de permis de construire. Nouveau refus : la commune manquerait d'eau. Le maire du village fait les travaux nécessaires et installe une réserve supplémentaire. Troisième refus : l'accès n'est pas possible à cause du passage devant une chapelle classée. La commune ouvre un nouvel accès. Quatrième refus : pas assez d'électricité. La commune obtient

(1) Jean Prouvé (1901-1984) est l'un des premiers à avoir introduit l'utilisation du métal dans le design des habitations. Il développe la standardisation industrielle et, dans ce cadre, rejoint l'appel de l'Abbé Pierre dans les années 50 pour proposer des logements construits en série pour les plus pauvres. Guy Rottier s'essayera avec lui à la construction d'une école entièrement métallique... qui s'avèrera mauvaise sur le plan thermique.

(2) Michel Ragon, 82 ans aujourd'hui, est une personnalité dans trois domaines : il a été un historien important de l'architecture et de l'art contemporain ; il est aussi un remarquable historien du mouvement anarchiste, dont il est proche ; enfin, il poursuit aujourd'hui avec succès une carrière de romancier.

(3) Reiser, célèbre dessinateur de *Charlie-Hebdo*, va, dans les années 70, enchanter les écologistes par sa "chronique de l'énergie solaire" qui paraît dans *La Gueule ouverte* : il y présente, avec un imaginaire débordant, toutes les possibilités qu'offre cette énergie renouvelable, décentralisée et gratuite. Guy Rottier le rencontre une première fois à Damas. Ils vont réaliser une exposition ensemble à Rabat. Reiser est mort en 1983.



Détails de la maison de Villeneuve-Loubet construite par Guy Rottier dans les années 60.

un renforcement de la ligne électrique. Cinquième refus... le commanditaire abandonne le projet (4). Guy Rottier a compris que pour avoir des gros marchés sur la Côte-d'Azur, il faut faire partie de certains réseaux. Ce n'est pas son cas.

Travail prospectif

En 1970, il accepte un poste d'enseignant à Damas (Syrie) et ferme son bureau de Nice. Avec l'architecte syrien Youssef Abouhadid, il collabore à certaines réalisations, notamment un stade. Il commence à organiser des expositions sur les aspects théoriques de l'architecture. En 1978, il part enseigner au Maroc, à l'Ecole nationale, et intervient dans la construction de la commune de Touargas à Rabat, le quartier royal.

En 1988, il prend sa retraite et revient dans l'arrière-pays niçois. Il s'installe au Belvédère dans la vallée de la Vésubie, où il a hérité d'une petite maison familiale. Il continue alors ses recherches et développe de nombreux aspects prospectifs extrêmement imaginatifs. Il est surtout connu pour ces travaux-là et a fait l'objet d'une centaine d'expositions dans le monde. Il se considère alors plus comme artiste que comme architecte, ce qui lui vaut d'être invité à rejoindre l'Ecole de Nice, une école de peintres et de plasticiens (5). Il se lie d'amitié avec d'autres originaux de l'architecture au niveau local : Jacques Rougerie qui développe des cités sous-marines, Antti Lovag qui construit des maisons en forme de coupoles juxtapo-

sées, ou encore Thierry Valfort, un designer qui utilise des pièces métalliques provenant du démontage d'appareils militaires ou d'avions (6).

Les Conspiratifs

Consterné par le développement des résidences tout au long de la côte, avec un style architectural de plus en plus décadent et stéréotypé, Guy Rottier s'interroge sur la législation en vigueur : pourquoi celle-ci permet-elle aux Bâtiments de France d'interdire les projets les plus créatifs, alors qu'elle permet de saupoudrer les collines provençales d'une peste de villas désuètes ? A la suite d'une conférence de Guy Rottier au musée d'Art moderne et d'Art contemporain de Nice, le 18 janvier 1996, plusieurs personnes lancent le 12 mars de la même année, *Les Conspiratifs*, un groupe qui revendique le droit de libre expression en architecture.

Pour cela, le groupe demande précisément l'abolition de l'article 4, paragraphe 4, de la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain) ainsi rédigé : "déterminer des règles concernant l'aspect extérieur des constructions, leurs dimensions et l'aménagement de leurs abords afin de contribuer à la qualité architecturale et à l'insertion harmonieuse des constructions dans le milieu environnant". Ils estiment que ce texte anéantit de fait toute volonté de faire quelque chose d'original, et par là même stérilise toute démarche novatrice en architecture, donc tout progrès pour le futur. L'architecture étant à la fois art et

technique, la loi se doit de définir les techniques et leurs limites, mais ne doit pas réglementer l'art. Ils espèrent ainsi dénoncer non seulement la standardisation dans la construction, mais aussi l'utilitarisme et la marchandisation à outrance. Et de citer Antoine de Saint-Exupéry : "Il ne faut pas soumettre celui qui crée aux souhaits de la multitude, car c'est la création qui doit devenir le souhait de la multitude".

Commence alors un long travail de contacts dans les milieux artistiques et professionnels. Plus de 300 personnes sont ainsi avisées. Si les artistes signent l'appel relativement facilement, il en est tout autrement dans le milieu des architectes. Beaucoup ont peur des conséquences possibles pour leur carrière. Ils



(4) La maquette est aujourd'hui visible au FRAC-Centre d'Orléans, le seul FRAC (Fonds régional d'art contemporain) à avoir développé une collection autour de l'architecture prospective.

(5) L'Ecole de Nice regroupe des artistes autour des critères suivants : faire ou avoir fait une partie significative de son travail à Nice ou dans sa région ; se tenir distant de tout académisme, de toute convention ; s'inscrire dans une problématique contemporaine ; être initiateur et non suiveur d'un mouvement. Dans les années 50, on y trouve par exemple Niki de Saint-Phalle, Arman, Raysse et Klein (nouveau réalisme), dans les années 60, George Brecht, Filliou, Erebo, Alocco, Serge III et Ben (mouvement Fluxus), dans les années 70, Viallat, Charvolen, Chacallis, Isnard, Maccaferri, Miguel. Depuis la fin des années 80, l'Ecole de Nice se renouvelle moins... laissant place à d'autres collectifs d'artistes.

(6) Les quatre ont fait l'objet d'une exposition intitulée "Vivre autrement", au château de Tourettes-sur-Loup (Alpes-Maritimes), en février 2006. Le catalogue de l'exposition vaut le détour. Il est en vente (10 €) aux Editions Giletta, 5, rue Michel-Ange, 06000 Nice.

craignent un conflit avec l'Ordre des architectes, cette structure de contrôle interne de la profession qui, comme dans le domaine médical, est un frein considérable aux envies de chacun. Expositions, colloques sont organisés sous la bannière des Conspiratifs.

Mais qui est adhérent de ce groupe ? Guy Rottier nous répond malicieusement : toute personne qui vient assister à au moins une réunion. En effet, on peut considérer que quiconque franchit les portes de la réunion a déjà entamé une conspiration contre l'ordre établi.

Le futur, c'est déjà demain

En feuilletant les plans des maisons envisagées par Guy Rottier dès les années 60, on y trouve un projet de cités solaires qui peut encore aujourd'hui faire rêver les amateurs d'écovillages : il avait alors calculé qu'environ 40 % des volumes d'une ville n'ont pas besoin de lumière naturelle (théâtre, cinéma, parking, caves, rangements...) et avait donc fait un classement des volumes en fonction des besoins en soleil, mettant les lieux à vivre sur la périphérie, les lieux sombres au centre, le tout en favorisant l'entrée de la lumière solaire au sein de la structure. Il avait envisagé la création de robinets à lumière, ce que l'on commence aujourd'hui à réaliser sous le nom de lumiduc.



Balanoire pour pigeons : construite dans son jardin avec des cannes à pêche, les oiseaux l'adorent.



Maison enterrée sous les déchets.

On y trouve un immeuble entièrement réalisé avec la récupération de vieux bus de la RATP, une idée presque reprise dans certains manuels d'autoconstruction où il est conseillé de récupérer les vitres de ces bus pour faire les fenêtres de votre maison.

On y trouve des maisons enterrées qui commencent à être en vogue aujourd'hui car elles présentent un bilan thermique et hydrométrique excellent. Guy Rottier en a d'ailleurs réalisé une à Vence, pour l'artiste Arman, décédé en 2005.

Il avait envisagé dès 1968 des maisons en carton, que l'on garde un été et qui finissent ensuite au recyclage. Cela se fait aujourd'hui. Il avait envisagé des maisons avec un centre en dur et des pièces périphériques pliantes : certains mobile-home d'aujourd'hui sont conçus sur le même principe.

Certains projets ne verront jamais le jour, probablement comme cette maison installée dans un hélicoptère (et dont le coût de fonctionnement serait faramineux !). Mais la maison dont les murs peuvent changer de couleur selon vos envies n'est plus loin de la réalité... Imaginée en 1974, cette maison caméléon

pouvait changer de couleur en fonction de l'orientation de petits capteurs solaires.

D'autres idées se réaliseront sans doute encore demain. Guy Rottier a été un jour présenté comme "anarchitecte" dans un article de *l'Humanité*. L'image est restée, même s'il préfère lui-même l'image du libertaire qui a un côté plus positif que l'anarchiste. Il lutte aujourd'hui contre une réglementation qui pousse à l'usage du béton monotone alors que l'on devrait ne pas avoir peur d'innover pour embellir son lieu de vie, quitte à économiser ensuite sur sa façon de vivre. Trop de monde fait aujourd'hui le choix inverse. A 84 ans, le jeune Guy Rottier poursuit une réflexion sereine, à prendre en compte par ceux qui veulent être plus léger sur la planète.

MB ■

Les Conspiratifs, chez Guy Rottier, chemin Laban, 06450 Belvédère, tél : 04 93 03 51 82.

Ouvert et durable, un habitat sain pour tous

Marie Clémis

Anne Joly a fait des études d'architecte à Paris. Elle y étudie l'apparition des mégapoles qui se développent très rapidement dans les pays du Sud. Elle commence alors à s'interroger sur ce phénomène d'attraction pour la ville, qui se prolonge par la multiplication des bidonvilles, et s'interroge sur la possibilité de proposer une autre forme de développement décentralisé qui permettrait aux ruraux de rester sur leur terre tout en développant des activités complémentaires aux activités traditionnelles. Elle essaie alors de penser à un mode de développement plus autonome qui repose sur un habitat plus économe, utilisant les ressources locales et les énergies renouvelables.

Il s'agit pour elle d'aborder en amont les problèmes qui bloquent aujourd'hui les villes.

Dans le rif marocain

Lors d'un voyage au Maroc, elle découvre le Rif, une région, au nord-ouest du pays, dont l'économie repose sur la culture du cannabis. Hors cette culture, liée à la drogue et sous contrôle des autorités, il ne semble pas y avoir d'autres activités possibles en milieu rural. Elle choisit de faire son travail de fin d'études dans un douar (village) de par sa situation géographique et de par son histoire, très isolé, Douar Azila, à 1600 m d'altitude, sur le versant nord du djib Tidighin qui culmine à 2448 m. Elle est accueillie par une famille, et étudie les dépendances vivrières et énergétiques du village. Elle

Anne Joly, architecte, s'est installée dans le Sud de la France pour développer un habitat sain et naturel ouvert à tous. Après quelques pérégrinations...

intègre dans son étude deux problèmes locaux supplémentaires : l'accumulation des déchets et la déforestation. Elle s'immerge dans la vie de tous les jours pour découvrir les savoir-faire locaux, les liens encore vivants entre les habitants et leur environnement.

Elle retrace ainsi l'histoire récente : le manque de richesse fait que le village s'est tourné de plus en plus vers ce qui est le plus rémunérateur : la culture du cannabis. Cette monoculture entraîne un épuisement des sols, une baisse des rendements et donc, finalement, une perte de revenus pour les habitants. Pour compenser cela, c'est la fuite en avant avec le défrichage de la forêt, à la fois pour gagner des sols et pour se chauffer. Constatant les inégalités entre hommes et femmes, elle s'intéresse à ce que peut apporter l'énergie solaire : chauffage de l'eau et des locaux d'où économie de bois, reforestation possible, diminution du travail pour les femmes, amélioration du confort. A partir des connaissances sur les plantes, elle envisage une diversification des usages du cannabis pour des usages alimentaires, thérapeutiques, pour fabriquer des cordes, des tissus, du papier, du carburant et surtout l'utiliser pour la construction... c'est le bon côté du

chanvre. Il s'agit ainsi de dégager de nouveaux revenus qui permettront ensuite de diminuer les surfaces de culture de cannabis au profit d'autres cultures vivrières (céréales, pommes de terre et autres légumes) nécessaires pour l'autonomie alimentaire.

Pour démarrer son projet, elle se plonge dans l'histoire de la culture du cannabis, autorisée dans cinq communes en remerciement d'une aide lors d'une guerre à la fin du 19^e siècle. Elle s'interroge sur la manière d'amener une réflexion sur le sujet, citant J. Népoté, un secrétaire d'Interpol se demandant très justement "comment réagiraient les vignerons de France, d'Italie ou de Californie, si, brutalement, des troupes venaient couper sur place les pieds de vigne, sous prétexte que les produits qui en sont tirés sont nuisibles à la santé de l'homme ?".

Elle en arrive à proposer à la commune une démarche sur plusieurs sites : près des écoles et d'un centre de santé existant, mettre en place un centre expérimental de médecines des plantes et construire un hammam solaire. Dans chacun des cinq quartiers de la commune, création d'ateliers du cannabis pour y développer au maximum les différentes possibilités de la

Habitat sain

plante : tige, graine, fleur et racine. Outre les usages que l'on peut trouver dans le village, cela peut être aussi une perspective d'ouverture par l'échange avec d'autres communes. Un des ateliers porterait plus spécifiquement sur les possibilités d'utiliser le chanvre dans la construction, un autre pour la création de vêtements, un troisième pour le papier, un quatrième pour la création de plastique végétal, de peintures et vernis non toxiques, un autre pour la fabrication de lubrifiants et détergents biodégradables, de cosmétiques naturel. L'ensemble alimenterait le village et le surplus serait proposé sous forme d'une boutique du chanvre. Enfin, en amont, elle propose de mettre en place un centre de l'habitat autonome qui fonctionnerait comme un centre de formation populaire sur les matériaux et les énergies renouvelables. Ce centre serait la première étape pour construire ensuite les autres bâtiments.

Elle travaille alors concrètement sur ce centre en y intégrant le recyclage des eaux usées, la lutte contre la pollution, le non-recours au bois (pour éviter la désertification)... Ce centre accueillerait des chercheurs, des stagiaires, des visiteurs, en résidence qui, en échange de l'hébergement et de la nourriture, auraient pour rôle de faire progresser les connaissances au sein de la commune et de faire avancer le projet. Les plans du centre terminés, avec l'aval des habitants de la commune, Anne Joly reviendra en France pour chercher, en vain, des financements. La présence du cannabis comme drogue fait peur.

Installation dans le Var

Avec son compagnon, elle fait une parenthèse et part pendant trois ans en Turquie, de 1997 à 2000. De retour en

Qu'est-ce qu'un matériau sain ?

L'association *Ouvert et durable* considère qu'un matériau est sain lorsqu'il est inoffensif pour la santé des êtres vivants et le milieu naturel, depuis sa fabrication jusqu'à sa disparition, en passant par sa mise en œuvre ; biodégradable, il doit être perspirant (laisser passer la vapeur d'eau), sa fabrication ne doit pas être énergivore (ne pas consommer beaucoup d'énergie) et rester la moins polluante possible. La terre (surtout crue), les végétaux (bois et plantes fibreuses), la pierre (chaux, sables...) sont des matériaux sains.



Essai de torchis.

France, elle reprend l'idée développée au Maroc et cherche à créer d'abord ici un centre expérimental où les connaissances s'échangent et se mettent en application directement. La démarche d'autonomisation développée dans le douar est applicable partout. Elle visite plusieurs lieux déjà existants comme *Cantercel* (1), *Terre vivante* (2), rend visite à Michel Rossel (3), à la recherche de partenariat (4). Elle décide de reprendre l'idée d'une diversification à partir des multiples applications du chanvre, sujet qu'elle connaît bien maintenant, se perfectionne encore en suivant un stage à *Canosmose* (5), puis cherche un lieu pour s'installer.

Elle envisage ce centre comme un chantier ouvert à tous, tourné vers le développement durable. Pour cela, en 2001, elle crée l'association *Ouvert et durable*.

Elle a le souvenir de ses vacances d'enfance chez son arrière-grand-mère à Colignac, dans le centre du Var. C'est là qu'elle va chercher à s'installer. Elle loue une première maison et se lance dans des recherches pour trouver un terrain adéquat. Epluchant le cadastre, elle trouve une parcelle qui porte le nom de "basses canebières" sur la commune de Correns. Un nom qui rappelle que le cannabis a longtemps été cultivé dans le sud de la France, notamment pour alimenter les ports en voiles et cordages de chanvre. Elle achète alors les lieux grâce à un prêt de *la Nef* (6). Pour des raisons familiales, le terrain ne peut être encore le lieu d'implantation du centre. Elle a trouvé deux agriculteurs prêts à se lancer dans la culture du chanvre sur des terrains en jachères.

Elle va avoir une première mission pour la commune voisine de Correns, "première commune bio de France" (7),

où le maire lui demande de mettre en place un cahier des charges pour la restauration saine des bâtiments municipaux et voir comment inciter les habitants de la commune à adopter également une démarche en direction de l'habitat sain.

Elle travaille aussi pendant un temps avec un centre social autogéré de Brignoles sur un projet de reconquête des berges de la rivière Caramy. Le projet ne se réalisera pas à la suite d'un changement de majorité politique aux élections municipales de 2001, de la gauche vers la droite.

Elle commence, au sein de l'association, à organiser des stages de formation : démonstration et usages des matériaux, organisation de journées d'information et d'échanges, interventions dans des tables-rondes, expositions de matériaux sains, mise en place d'un petit centre de documentation et, évidemment, conseil à des personnes qui veulent autoconstruire en habitat sain. Pour ne pas pénaliser les plus démunis, elle a fait des demandes de subventions, ce qui lui permet d'offrir des journées de stage à 15 €. Elle propose des ateliers ludiques en milieu scolaire... Progressivement, dans les textes de l'association, le mot "développement durable" laisse la place à "décroissance durable", définition qui cadre mieux avec les objectifs de l'association.



Essai d'enduits de terre.

(1) Atelier d'architecture Cantercel, BP 01, 34700 La Vacquerie-Saint-Martin-de-Castries, tél : 04 67 44 64 39.

(2) Terre vivante, Domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.

(3) Michel Rossel, actif dans le milieu libertaire, a mis en place des maisons extrêmement économes, auto-construites à partir de matériaux de récupération. Il a également testé différentes manières d'aller vers l'autonomie énergétique.

(4) L'écocentre du Périgord serait ce qui se rapproche le plus de son idée initiale... mais il n'existait pas à l'époque.

(5) Canosmose, Association ADAM, le Village, 84110 Buisson, tél : 04 90 28 93 92.

(6) La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 0 811 90 11 90. Société financière alternative.

(7) voir article page 28.

L'association ayant trouvé son rythme de fonctionnement, avec une soixantaine d'adhérents début 2006, Anne Joly a pu devenir la première salariée de l'association, sous forme d'un contrat aidé. Le centre expérimental se développe chemin de correns, à Cotignac, avec un local et 600 m² de terrain, en attendant de pouvoir se développer en plus grand sur les Basses Canebières et/ou sur un autre terrain, toujours avec l'idée de revaloriser l'extraordinaire potentialité du chanvre

(8) voir article page suivante.

dans le bâtiment. L'association *Ouvert et durable* a pour but de devenir une coopérative qui produit des matériaux sains et naturels. A terme un réseau de centres expérimentaux devrait se mettre en place et échanger leurs expériences. L'association a adhéré au collectif de la Redonne (8) qui, bien qu'installé à une demi-heure de route, permet de tisser des liens avec de nombreuses autres associations dans différents domaines. *Ouvert et durable* a la charge, au sein de ce collectif, de coordonner les travaux d'aménagements de l'usine... de manière ouverte et durable.

Dans un contexte où l'habitat sain est en plein développement, l'association *Ouvert et durable* rappelle que ce concept n'a de sens que s'il est intégré dans une démarche plus globale de respect des autres et de l'environnement, ouverte à tous, avec une attention toute particulière pour l'entraide et le collectif.

MB ■

Anne Joly, Ouvert et durable, 4405, chemin de Correns, 83570 Cotignac, tél : 04 94 77 76 25, ouvert.et.durable@free.fr.

Maisons paysannes de France

maisons paysannes de France

Fondée en 1965, l'association Maisons paysannes de France a pour but de sauvegarder les

maisons paysannes traditionnelles, en favorisant leur entretien et leur restauration selon les techniques et les savoir-faire propres à chaque région ; de protéger le cadre naturel et humain des maisons paysannes et de leurs agglomérations ; de promouvoir une architecture contemporaine de qualité en harmonie avec les sites et utilisant des matériaux sains. Pour cela, elle cherche à mobiliser l'opinion en faveur de l'architecture paysanne et des paysages ruraux, patrimoine national que nous voulons transmettre aux générations futures.

■ Gilles Reinert, Les Balcons du Paradis, La Colle-Basse, Les Amignons, 06470 Péone, tél : 04 93 02 55 28.

■ Marie-Teresa Misbach-Fassone, route de l'Avelan, Les Mûriers, 83310 Grimaud, tél : 04 94 56 81 70.

Amélioration de l'habitat

L'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat dispose d'antennes dans chaque département. Cet organisme officiel intervient dans la rénovation ou la création de logements. Elle peut vous aider pour connaître les possibilités d'aides financières et est particulièrement ouverte concernant les techniques utilisées.

■ ANAH, Centre administratif, BP 3003, route de Grenoble, 06201 Nice cedex, tél : 04 93 72 72 70.

■ ANAH, 244, avenue de l'Infanterie de Marine, BP 501, 83041 Toulon cedex 9, tél : 04 94 46 82 51.



Et également :

Alpes-Maritimes

■ Six Distribution, Le Freeway, avenue de Campons, 06110 La Cannel, tél : 04 43 45 29 55. *Distributeur de matériaux de construction écologique : monomur, isolants, enduits.*

■ Jérôme Bernard, L'Amyris, 3, avenue Yves-Emmanuel-Baudoin, entrée D, 06130 Grasse, tél : 04 93 40 09 91. *Architecte spécialement intéressé par le bioclimatique, l'énergie solaire, les matériaux sains, la récupération et l'assainissement sain de l'eau.*

■ BTS Concept, 10, impasse Canta, 06300 Nice, tél : 04 93 26 08 67. *Électricité et rénovation tous corps d'état ; géobiologie.*

Animavegetalis



Animavégétalis est une association régionale de promotion de la bio-construction. Dans la mesure où nous passons une grande partie de notre temps dans notre habitation, il convient d'en faire un lieu le plus sain possible. Sans renoncer au confort, il existe maintenant de très nombreux matériaux et techniques que l'on peut mettre en œuvre. On peut y adjoindre une éolienne, une serre, des toilettes à compost, des capteurs solaires, récupérer les eaux de pluie, éviter les champs électromagnétiques néfastes... Au printemps 2006, l'association a encadré un chantier formation au Roubion, dans la vallée de la Tinée, avec la réalisation d'une maison en bois cordé destinée à devenir une maison d'accueil avec chambres d'hôtes.

■ Animavegetalis, 26, avenue Alfred-de-Vigny, 06100 Nice, tél : 04 93 51 90 23 ou 06 19 02 10 06.

■ New-Point-Products, 1967, route de Beausoleil, Mont-des-Mules, 06320 La Turbie. *Commercialise des capteurs solaires.*

■ Strasservil, 1114, route d'Antibes, 06410 Biot, tél : 04 93 65 08 52. *Chaux aérienne et hydraulique.*

■ Jean-Marie Haquette, 1138, chemin de la Valmoura, 06530 Saint-Cézaire, tél : 04 93 60 87 88. *Architecte et géobiologue.*

■ Phi, Dominique Pétry-Amiel, 400 bis, chemin Hugues-Bérenguier, 06610 La Garde, tél : 04 93 24 44 98. *Architecte sensible aux questions de recyclage. Travail à des maisons peu coûteuses pour les pays ayant subi une catastrophe naturelle.*

Var

■ Les Trois Matons, 337, route de la Farlède, 83130 La Garde, tél : 04 94 14 93 95. *Pigments naturels.*

■ Materia prima, 885, chemin de la Régie, 83330 Le Plan-du-Castellet, tél : 04 94 98 52 11. *Architectes, maîtres d'œuvre en écoconstruction, maison pierre, matériaux sains.*

■ Christian Ottin-Pecchio, boulevard Gigaro, 83420 La Croix-Valmer, tél : 04 94 55 14 55. *Architecte spécialiste en briques monomur et bardages en bois, constructions bioclimatiques avec recours au solaire pour l'eau chaude sanitaire.*

Habitat

■ Couleurs végétales, route de Barjols, 83471 Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, tél : 04 94 86 51 08. *Teintures naturelles sur tissus, foulard par décoctions naturelles.*

■ Atelier d'architecture bioclimatique, Alain Poussange, 26, rue Saint-Exupéry, 83520 Roquebrune-sur-Argens, tél : 04 94 44 05 54. *Atelier d'architecture pour habitat bioclimatique, HQE, matériaux naturels,*

énergie solaire. Membre du réseau Ecobâtir.

■ Liège-Mélior, route de Bellevue, 83600 Fréjus, tél : 04 94 53 22 25. *Isolants phoniques et thermiques en liège ou autres revêtements végétaux.*

■ Atelier ID-CO, 185, rue des Tanneurs, 83670 Barjols, tél : 04 94 77 12 86. *Electricien en écoconstruction, installation bio-compatible, ventilation double flux, puits canadien ou provençal, peinture décorative à base de cire d'abeille, chaux, pigments naturels, revêtements végétaux, installation photovoltaïque...*

■ Badigeons et peintures naturelles, Les collines de la Peyroua, 83690 Salernes, tél : 04 94 67 51 81. *Produits de finition en écoconstruction, aide à l'apprentissage.*

■ CPS Compact paille système, quartier Andovidane, 83780 Flayosc, tél : 04 94 84 62 06. *Matières premières végétales et bois pour murs composites.*

Casa del arte

Casa del Arte est un institut de formation aux peintures décoratives fondé par Didier Darbas, ancien artisan et enseignant au centre de formation du bâtiment d'Antibes.

Destinées aux professionnels comme aux particuliers, les formations permettent d'aborder les techniques de la chaux, les stucs, le tadelakt, les badigeons de chaux, la fresque, les patines, les décorations sur meuble, les enduits, les peintures et protections, les lasures...

■ Casa del arte, 18, boulevard des Deux-Vallons 06220 Vallauris, tél : 04 93 64 16 06.



L'Usine de la Redonne, carrefour d'alternatives

A proximité de Draguignan, une ancienne usine est en train de se transformer en un lieu alternatif avec de multiples projets culturels, agricoles, sociaux, pédagogiques...

“Lorsque l'on fait un rêve seul, il reste souvent un rêve. Lorsqu'on le fait à plusieurs, cela devient une petite réalité”

John Lennon

Cette phrase figure en bonne place sur le site internet de l'usine de la Redonne, un projet qui a vu le jour en 2001, à Flayosc, à l'ouest de Draguignan. Au départ, il y a une vieille usine, construite dans l'entre-deux-guerres pour être une savonnerie, réquisitionnée par l'armée allemande pour y planquer un prototype d'avion, puis laissée longuement à l'abandon. Laurent Perez en hérite avec deux hectares de terrains maraîchers, dont une partie est louée à un agriculteur traditionnel âgé. Constatant le manque chronique de salle dont souffre le milieu culturel, il lance un appel à projet pour ce lieu, qu'il décide de prêter en échange des travaux d'entretien.

Très vite, les idées foisonnent. Un premier groupe de musique s'y installe et, dans l'urgence, réhabilite une partie de l'usine en studio d'enregistrement. Comme il y a quelques terrains libres autour, pourquoi ne pas monter un projet de jardin, et pourquoi ne pas utiliser ce jardin comme support pédagogique pour l'école du village ? Les lieux étant traversés par une source et un canal, pourquoi ne pas explorer aussi le thème de l'eau ? Et pourquoi ne pas donner un caractère social à ces jardins ? Et comment articuler agriculture et culture, comment réha-

biliter le bâtiment ? Les réunions se multiplient jusqu'à l'adoption d'une charte qui doit "favoriser une dynamique transrelationnelle".

Des jardins solidaires

Les terrains disponibles, pour une part en friche mais anciennement cultivés, comptent un grand nombre d'arbres fruitiers (noyers, noisetiers, cerisiers, prêles, ajoncs, figuiers...). Ils sont plats, d'accès facile, l'eau n'est pas rare grâce au canal. Un projet de jardins solidaires voit le jour, avec le but d'ouvrir le lieu aux associations concernées par les problèmes d'intégration et de précarité au sein de la ville de Draguignan, qui commence à quelques centaines de mètres. Réservé aux personnes aux revenus modestes, le projet prévoit un côté production, mais aussi un côté pédagogique (apprendre à faire du compost, initiation à l'agriculture biologique, connaissance des plantes, effet thérapeutique...). Il n'y a pas de souci de rentabilité ; au contraire, la priorité est donnée au lien entre l'homme et la nature. Le jardin doit aussi servir à éveiller les sentiments, la curiosité, l'initiative et la prise de conscience vis-à-vis du temps ; il peut être un support pédagogique pour de multiples sujets : sciences naturelles, mais aussi mathématiques, arts plastiques, géographie, histoire... Un premier essai démarre en 2003 avec l'école du Flayosc. Si les enfants sont enchantés, l'administration l'est moins, notamment parce qu'il faut que les enfants empruntent une petite route jugée dangereuse. L'expérience dure une année scolaire. L'école ne donne pas suite. Les jardins retournent alors à la friche.

Réhabilitation de la bâtisse

Le premier groupe musical qui s'est installé dans une partie du bâtiment l'a réhabilité sans se soucier d'autre chose que son propre confort... ce qui se traduit par de dangereuses fibres de laines de verre qui voltigent librement. D'autres groupes ont occupé les lieux pour simplement y stocker du matériel.

L'association *Ouvert et durable* (1) a adhéré au collectif et se propose de coordonner la réhabilitation de manière la plus écologique possible et en essayant de valoriser au mieux le lieu en fonction du long terme, de ce que l'on veut voir croître sur le site. Au-delà du respect des normes de sécurité pour rendre le lieu ouvert au public et d'une recherche de sobriété, des débats sont toujours en cours pour déterminer comment réaliser réaménagement et décoration. Des idées ont été retenues : respecter la mémoire ouvrière et paysanne du lieu, valoriser l'usage de la terre, puisque l'on se trouve dans une région très recherchée notamment par les potiers, respecter au maximum l'ouverture actuelle des lieux (une seule pièce sur les deux tiers de l'étage, trois pièces en bas) (2)... Une partie des locaux doit servir de centre collectif pour des activités conviviales, repas, spectacles en commun, agora...

Les associations présentes n'ayant pas toute le même souci écologique, cela ne va pas sans tension entre certains, plus laxistes, et d'autres, considérés comme des intégristes écolos. Pour le moment, des ateliers ont eu lieu pour apprendre les techniques de construction liées à la terre ; des échanges sont organisés pour définir la fonction des différentes parties du bâtiment.

(1) Voir article précédent.

(2) Le bâtiment propose deux fois 300 m² et dispose également en sous-sol de l'emplacement de 16 cuves de 4 m² chacune, pour le moment sans usage.



Un projet artistique

Ce qui lie l'ensemble des associations présentes, au-delà du bâti et des jardins, c'est l'art. Jardins et bâti devant favoriser les possibles, stimuler l'imaginaire et les projets, favoriser la mutualisation et la rencontre des pratiques, et ceci avec un fonctionnement le plus citoyen possible. Un appel lancé dans les environs a suscité des demandes venant de plus d'une vingtaine de communes. De nombreux groupes culturels se sont déclarés intéressés. Très vite l'usine sert de lieu de stockage, d'entrepôt, de lieu de fêtes, une salle de danse et de théâtre est mise en place, des soirées sont organisées, un bar fonctionne, géré collectivement... Même si les travaux ne sont pas encore lancés, le lieu est déjà bien vivant.

Une AMAP

Mais ce qui a démarré le plus vite, c'est un projet d'AMAP (3). L'AMAPD (D comme Dracénie, de la région de Draguignan) présente la particularité de travailler avec une dizaine de producteurs d'un coup, ce qui permet de multiplier les types de production (fruits, légumes, œufs, fromages, pain, viande, etc.). Très vite, plus de 200 familles s'inscrivent dans le processus, ce qui fédère l'essentiel des personnes qui passent sur le site.



Un gros potentiel

En attendant d'avoir un lieu ouvert au public et de pouvoir accueillir des résidences d'artistes – deux des souhaits des animateurs –, les associations se sont déjà installées sur place.

AOC 83, association d'origine culturelle, propose des ateliers hebdomadaires de percussions collectives. Fondées sur les traditions afro-caribéennes, les musiques proposées s'ouvrent également à des compositions originales et des adaptations contemporaines. L'association compte une cinquantaine d'adhérents.

Le *Théâtre du lézard*, créé en 1995, a pour spécialité de jouer avec des produits de récupération. Il présente des créations qui ne sont pas tirées du répertoire du théâtre classique. Cela va de *J'ai envie de tuer quelqu'un* de Gotlib (1996), au *Barzinc* de Jean-Michel Ribes, ou à *Mignonne, allons voir si la rose* de Cavanna (1998), en passant par une reprise des émissions de Daniel Mermet, *Les gens normaux ne savent pas que tout est possible* (1999) et les cahiers du Secours populaire : *2000, le dire pour agir* (2000). L'introduction de la danse s'est faite progressivement au cours des années et les textes sont devenus de plus en plus engagés.

MDLC, *Ministère de la culture*, existe depuis dix ans et est à l'origine de plus de soixante-dix expressions d'arts plastiques. L'association a également produit des concerts, des spectacles de danse, des pièces de théâtre, des spectacles de contes, et des activités de pratique culturelle comme l'aïkido, le qi-cong ou le tai-chi-chuan. Elle anime plusieurs ateliers sur la région.

Rencontres avec le tiers-monde propose une bibliothèque d'ouvrages de base sur la solidarité internationale, gère une base de données consultable en ligne, fait des

animations en milieu scolaire, met en relation des associations ayant des projets de développement ici et là-bas.

L'association *Emergence* anime des séances de biodanza, un style de danse avec un côté relationnel important, en lien avec une recherche de développement personnel.

Droits de cité est une association pour la promotion de la démocratie dans la gestion du politique ; elle assure des débats sur la citoyenneté, mais participe aussi à des actions contre les exclusions.

Joue passe et redonne est une structure créée spécialement en lien avec l'ouverture du lieu, afin de permettre aux personnes individuelles, qui ne font partie d'aucun autre groupe, de disposer d'un lieu où développer de nouvelles activités. Cette association travaille sur la convivialité du lieu et cherche à favoriser l'apparition de nouvelles initiatives. L'adhésion y est symbolique (1€), mais elle permet d'entrer dans le lieu qui, officiellement, ne peut être ouvert au public pour des raisons de sécurité. Tachka, qui anime cette association, y fait par exemple un atelier autour du thème du papier et multiplie les manières d'en fabriquer à partir des différents végétaux présents sur le terrain ou ailleurs. Dans un souci de convivialité, elle espère arriver un jour à mettre en place des tables d'hôtes régulières pour favoriser les échanges entre tous, tables d'hôtes qui seraient alimentées par les jardins solidaires et par l'AMAPD.

MB ■

L'usine de la Redonne, route du Flayosquet,
83780 Flayosc, tél : 04 94 67 31 03,
<http://redonne.free.fr>

(3) AMAP, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne, voir aussi page 4.

Les Diables bleus,

L'occupation d'une caserne à Nice a permis de créer une formidable synergie alternative dans le milieu culturel. Après leur expulsion, les Diables bleus essaient aujourd'hui de reconstituer la dynamique d'un moment dans de nouveaux lieux.

En 1999, des collectifs d'artistes se rencontrent autour du projet d'occupation d'une caserne de chasseurs alpins – surnommés localement les *Diables bleus* – abandonnée l'année précédente par l'armée, vendue à l'université et vouée à la démolition. Elle se situe à Saint-Roch, un quartier populaire de Nice. Ces collectifs se fréquentent depuis le début des années 90 et ont déjà organisé, de 1991 à 1994, un carnaval indépendant. Certains ont déjà participé à d'autres squats durant les années précédentes. On y trouve notamment *Nux Vomica*, un groupe de musique qui anime le squat *La Lanterne*, à l'ouest de Nice, *Zou maï* ("avance encore" en niçois), un groupe culturel occitaniste. Il n'y a pas d'affinités particulières au départ, mais une opportunité de lieu.

Le squat est préparé minutieusement pendant six mois, une charte définissant le fonctionnement du lieu est élaborée et, lorsque tout est prêt, l'occupation est annoncée publiquement... Elle commence toutefois 48 h avant la date rendue publique pour que tout le monde soit déjà installé quand les forces de l'ordre arriveront. Le public présent au même moment permettra de bloquer une éviction rapide.

Jusqu'à mille personnes !

Le site occupé, de 800 m², est en relativement bon état. Il dispose d'un vaste parking qui sera transformée en jardin. Un puits est creusé pratiquement à la main pour rejoindre la nappe phréatique toute proche et pouvoir arroser. Le bâtiment étant sur deux étages, il a été décidé que le bas serait collectif et que le haut (douze salles) serait partagé en lieux privés pour les différents groupes. Les caves deviennent des studios de répétition. Le collectif assure la gestion des lieux, l'animation d'une salle de spectacle avec un bar, la programmation d'événements communs ou non, puis de plus en plus, l'organisation d'événements de rue pour être visible et revendiquer la possibilité de rester sur place.

L'université qui vient de racheter les lieux n'a pas encore de projet précis et accepte, en mars 2000, de signer une convention d'occupation précaire, c'est-à-

dire révoquant sans préavis.

L'opportunité d'avoir un lieu de ce genre disponible attire immédiatement de nombreuses associations et il faut rapidement peaufiner le règlement. Une cinquantaine de personnes, membres de différentes associations, sont officiellement "résidentes". La moyenne d'âge est faible : beaucoup ont moins de trente ans. Un repas collectif à prix libre, organisé chaque mardi, réunit régulièrement plus de 200 personnes, dont beaucoup de jeunes du quartier. Les fêtes attirent jusqu'à 1000 personnes. Les concerts ne sont pas officiellement publics, mais il suffit de payer une adhésion au collectif (10 € par an) pour qu'ensuite l'entrée soit gratuite.

Une scène alternative

La renommée du lieu traverse la frontière italienne toute proche et de nombreux groupes artistiques transalpins

viennent se produire sur cette scène ouverte. Des contacts suivis sont pris avec des groupes de l'Italie. De même, côté français, les groupes viennent depuis l'autre bout du pays. Les terrains permettent de monter des chapiteaux, et des cirques se produisent sur place à l'occasion. Les artistes sont logés, nourris et un peu rémunérés. Les *Diables bleus* négocient des emplois aidés pour assurer le suivi de l'animation.

Chaque lundi soir, une assemblée générale se tient au rez-de-chaussée entre les résidents. Les votes se font à l'unanimité. Il s'y discute des possibilités d'accepter de nouveaux résidents et du partage des douze salles de l'étage. Les demandes sont nombreuses car le loyer est dérisoire (25 € par an !). Selon le règlement, les résidents ne peuvent prétendre être là que s'ils y développent un projet. Au moins une fois par an, chacun doit donc présenter son travail artistique.



les travaux continuent



Certains, qui ne s'investissent pas dans le collectif ou qui ne font que loger sur place sans activité artistique, sont priés de laisser leur place. Les styles artistiques sont variés. On trouve des plasticiens, des musiciens, des groupes de théâtre, de danse...

Des groupes politiques demandent à s'installer sur les lieux. Un groupe anarchiste, accepté initialement, est finalement prié de partir parce qu'il ne participe pas au collectif ! Un comble ! *L'association pour la démocratie à Nice* et *Grrr* sont les deux seuls groupes politiques présents. Le premier essaie de rendre publics les mauvais fonctionnements de la mairie, proche de l'extrême-droite. Le deuxième groupe mène une réflexion critique sur l'industrialisation.

Le collectif des *Diablos bleus* essaie de créer des ponts entre les pratiques artistiques. Il tisse des liens avec l'école des Beaux-Arts, avec la *Friche de la Belle-de-Mai* à Marseille (1). Il met en place des rendez-vous annuels : "Octobre bleu" à l'automne, "Prairial" au printemps. L'occasion d'inviter des artistes d'un peu partout.

En face d'eux, se trouve un autre bâtiment de la caserne inoccupé. Toujours en 2000, une nouvelle convention avec l'université permet d'y installer un collectif de troupes plus professionnelles : *La Brèche*. De nombreux événements communs sont organisés.

Tout semble aller pour le mieux, puisque le ministre de la Culture de l'époque vient visiter le lieu et y présente un projet de reconnaissance pour les friches artistiques... La région commence à subventionner, la DRAC (Direction régionale des affaires culturelles) fournit des aides ponctuelles pour certains spectacles... Mais le retour de la droite au gouvernement en 2002 va changer les choses.

Bataille contre l'expulsion

Après quelques années de fonctionnement, les *Diablos bleus* sont devenus le carrefour alternatif de la ville, et, de fait, on y croise des représentants de nombreux groupes politiques, anarchistes, écologistes, d'extrême-gauche... Le lieu a le soutien du Parti communiste, encore majoritaire dans ce canton populaire.

Quand la droite repasse au pouvoir au niveau national, la droite locale se sent en état d'attaquer ce qui est, selon ses mots, "un cancer dans la ville".

L'université délègue ses pouvoirs à la mairie pour mener le chantier de son extension. Elle ne renouvelle pas le bail précaire consenti aux associations en mars 2004. La mairie engage une procédure d'expulsion des lieux, sous prétexte d'y installer un chantier pour le futur

tramway et des correspondances de bus. Les artistes se retrouvent alors dans la situation d'un squat classique. Le groupe de *La Brèche* va très vite quitter son bâtiment, certains artistes se réfugiant aux *Diablos bleus*.

Le collectif multiplie alors les contacts avec les institutions pour essayer de trouver une solution qui permettrait de faire perdurer le lieu. Des tables-rondes sont organisées avec les représentants de la culture (région, DRAC, ville...). La mairie comprend assez rapidement qu'elle va devoir utiliser une vieille technique : diviser pour régner. Elle propose alors à certains groupes résidents aux *Diablos bleus* de s'installer dans des salles municipales. Certains acceptent : ils bénéficient alors d'un meilleur confort et de la gratuité des charges. Bizarrement, ce ne sont pas les moins politiques qui se laissent charmer. Un des groupes initiateurs de l'occupation en 1999 va même partir dans les locaux municipaux.

Le collectif est affaibli par ces départs, mais il persiste à vouloir sauver les lieux. Un incendie suspect d'une partie du bâtiment laisse craindre un passage en force de la mairie. Pendant deux ans, toutes les étapes de l'expulsion vont se dérouler

(1) Friche de la Belle-de-Mai, 41, rue Jobin, 13003 Marseille, tél : 04 95 04 95 83. Voir présentation dans le n°305/306, p.38 et 39.

avec procédures judiciaires, huissiers de justice... et, le 1^{er} décembre 2004, le quartier est bouclé par plus de 300 policiers et deux escadrons du GIPN. Alors que des procédures judiciaires sont encore en cours et qu'un jugement est attendu pour le 3 décembre, les bulldozers entrent immédiatement en action et le soir même, tout est déjà démoli. L'évacuation se fait sans trop de dégâts matériels pour les artistes, l'essentiel ayant été évacué à temps ; mais les dégâts moraux sont immenses.

Reconstruction

Pendant les deux ans qu'ont duré les procédures d'expulsion, des débats ont animé le collectif. Si certains ont voulu croire jusqu'au bout à la possibilité d'une négociation et au maintien dans les lieux, deux autres scénarios se sont mis en place parallèlement : certains membres ont étudié la possibilité d'ouvrir d'autres squats dans la ville, d'autres ont proposé de profiter de la mobilisation autour des *Diabes bleus* pour collecter des fonds et racheter une friche industrielle. Concrètement, ce scénario pouvait aboutir, et des négociations avec les institutions avaient montré qu'en collectant 150 000 €, il était possible de compléter les fonds par des subventions et un emprunt bancaire afin d'acheter des locaux à hauteur d'un million d'euros. La DRAC était plutôt favorable au projet mais le maire refuse de signer le protocole d'accord rédigé avec les responsables de ses services et le préfet fait intervenir les forces de l'ordre.

Après l'expulsion, un campement s'est installé sur le site. Il restait un troisième bâtiment sur le terrain, ancienne caserne du GIGN, qui avait servi à l'accueil des sans-papiers. Une tentative d'occupation tourne court. Au bout d'un mois – en plein hiver – le camping s'effiloche, le collectif disparaît... ou presque. Deux petites flammes brillent encore au plus sombre de l'hiver.

Plusieurs plasticiens qui avaient repéré les lieux ont alors ouvert un nouveau squat dans le centre de Nice (2). D'autres associations vont réunir des fonds et acheter, le 7 décembre 2005, des locaux forcément beaucoup plus petits (76 m²) au rez-de-chaussée d'un immeuble, route de Turin, en bordure du champ de ruine de la caserne. Pour cela, les associations ont emprunté à leurs adhérents et les remboursent, petit à petit, grâce aux bénéfices du bar, aux subventions et à une participation prise sur les paniers de légumes distribués par l'une des associations. Le local, acheté en indivision,



Le squat avant démolition.

continue à fonctionner de manière collective, avec des décisions à l'unanimité. C'est ce dernier collectif qui conservera le nom des *Diabes bleus* et qui essaie maintenant de se redévelopper "dans ses murs". On y retrouve une vingtaine des anciens résidents, autour de trois structures principales :

- *Monta cala vai* ("Monte, descends, avance !" en rappel à la ville toute en montée et descente), un regroupement déjà en place aux *Diabes bleus* pour des achats collectifs de fruits et légumes bio, de pain, de fromages à des producteurs locaux (3),
- *Vira soleta* ("Elle tourne", expression de Galilée), structure qui fait la promotion du film de différentes manières : projection décentralisée dans les quartiers, les villages, tournage de courts métrages, etc. Elle fait également la promotion des danses occitanes et piémontaises. Emmanuel, salarié, a une formation en audiovisuel et a commencé par produire un film sur les *baletis*, ateliers de danse typique de la région.
- *Les Chemins du faire*, membre du collectif, sont animés par une metteuse en scène issue du groupe *Grrr*, présent sur la caserne et qui monte chaque année, avec six ou sept comédiens, une pièce de théâtre dont le fil conducteur est une vision critique de l'industrialisation.

Certains des animateurs ou salariés de ces structures sont par ailleurs membres d'autres collectifs aujourd'hui dispersés dans la ville. Un bar permet d'assurer quelques entrées financières, une salle de danse est louée ponctuellement à des troupes de danse ou de théâtre. Les plasticiens ont dû se disperser par manque de place, les musiciens par manque d'isolation phonique. Toutefois, ce n'est pas for-

cément définitif : on envisage de négocier l'achat d'une autre partie de l'immeuble pour pouvoir s'étendre.

Une des difficultés pour reconstituer la dynamique antérieure a été le temps de battement : il a fallu neuf mois pour trouver les locaux actuels et, pendant ce temps, les résidents de l'ancienne caserne ont dû trouver des solutions. La reconstruction d'un lieu collectif ne se refait maintenant que très progressivement. D'autant plus que certains ont trouvé ailleurs des solutions qui les satisfont.

L'agriculture comme lien culturel

Monta cala vai, le groupement d'achats, reste la plus grosse structure où se retrouvent les anciens des premiers *Diabes bleus* : près d'une centaine de personnes acquièrent toujours des paniers de fruits et légumes par ce biais. Le pain y vient de la ferme des Collets (4), les fruits et légumes de deux principaux producteurs situés un peu trop en altitude pour pouvoir fournir toute l'année. D'où un nouveau projet : avoir ses propres jardins dans Nice pour faire la jonction en hiver. Le climat est suffisamment doux en bord de mer pour faire du maraîchage toute l'année. Djilou, salarié de l'association, a suivi une formation de maraîcher. Une parcelle de 800 m², située dans un vallon inconstructible, a été mise en œuvre durant l'été 2006. Les premières récoltes sont prévues pour le tout début 2007.

Les producteurs qui fournissent *Monta cala vai* ont impulsé des réseaux de distribution dans deux autres quartiers, soit au total environ 250 paniers qui sont livrés chaque semaine. Par le biais de ce réseau "agriculteur" circulent beaucoup d'informations "culturelles", se mettent en place des mutualisations de moyens, s'organisent des soirées communes...

Le réseau est donc toujours là, mais le traumatisme est profond. Les *Diabes bleus* se présentaient comme une usine à projet, ils sont devenus plus modestes par manque d'espace. Toutefois rien n'est écrit et tout est toujours possible : ils savent que s'ils arrivent à s'agrandir, d'autres groupes viendront ou reviendront. La fête continue.

MB ■

Les Diabes bleus, *Monta cala vai*, 29, route de Turin, 06300 Nice, tél : 06 13 78 79 65.

(2) Le Pigeonnier, 4, rue Colonna-d'Istria, 06300 Nice, tél : 06 70 93 63 21. voir page 27.

(3) Le fonctionnement est proche de celui d'une AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne) mais fonctionne avec plusieurs fournisseurs.

(4) Ferme des Collets, voir page 8.

Le Hublot

Le Hublot est un centre de création multimédia, implanté dans le quartier populaire Saint-Roch à Nice. Outre un accès gratuit à internet, il propose des ateliers multimédia, des formations professionnelles et des accompagnements de projets. L'association envisage la mise en place d'une télévision locale, *Télé glou-glou* et a mis en place un important annuaire des activités associatives et artistiques locales.

■ Le Hublot, 16, rue de Roquebillière, 06000 Nice, tél : 04 93 31 33 72.

Festival des Collines

Organisé depuis 1999 par l'association *Contact sud musique*, le festival des Collines propose chaque année dans un lieu différent, en pleine nature, une série de concerts. L'organisation est assurée par 150 bénévoles avec un souci de protection de l'environnement du site où sont montées les scènes. Le festival est ouvert à des prises de paroles sur des thèmes proches des milieux alternatifs (pacifisme, environne-

Café-culture

Depuis sa création en 1999, le Café-culture a pour vocation de favoriser la communication et les échanges entre les différentes cultures représentées à Toulon, de permettre l'expression de chacun et sa participation consciente à la vie de la cité dans le but d'un vivre ensemble raisonné. Il est animé par l'association Cultures et communication, créée en 1982. Le Café-culture propose des débats ouverts à tous sur des sujets de la vie quotidienne : santé, difficultés de voisinage, mais aussi café-écologique, café-histoire, café-philo, etc. Il met à la disposition de chacun différents journaux, locaux et nationaux, des revues et des magazines, des livres, pour enrichir son information et sa culture.



Le Café-culture prête ses locaux à différentes autres associations œuvrant dans la cité, qui, avec des manières de faire différentes, partagent le même objectif et peuvent s'impliquer dans un travail coopératif de recherche et d'expression.

On y trouve de nombreux ateliers sur la décroissance (troisième jeudi du mois), atelier philosophique, ateliers d'écriture, conférences diverses... Un Sel, système d'échange local, s'y réunit.

■ Café-culture, 24, rue Paul-Lendrin, 83000 Toulon, tél : 04 94 62 44 52.



Festiv'alliés

Festiv'alliés est une fédération qui s'est mise en place pour favoriser la coopération entre des festivals musicaux organisés par des associations. Y sont adhérents le festival des Collines, les Nuits blanches du Vieux Cannet, le festival de Néoules, Be's art festival, Jazz à

rignoles, Kality street festival et le festival du Gapeau.

Les Nuits blanches du Cannet propose depuis 1998 un festival dans les vieilles pierres de la commune, la nourriture proposée est orientale (thé à la menthe, confiserie arabe), les bénéfices des concerts sont reversés à l'association *Enfants du monde*.

Le festival de Néoules se déroule en juillet à Châteauloin. Festival de musiques du monde, il s'accompagne des *Arts sous chênes*, des stands de créateurs, d'artisans qui fonctionnent au sens premier du commerce équitable, en proposant des objets uniques, en vente directe, pour toutes les bourses.

Jazz à brignoles existe depuis 1988. Il propose, début août, trois soirées de jazz... et dispose maintenant de son "off" avec une dizaine de concerts complémentaires.

Kality street festival se tient à La Garde. Organisé depuis 2000 par l'association 83° parallèle, il est complété pendant l'année par des journées *Jongl'en zik* (jonglages et musique) et des concerts de reggae.

■ Festiv'alliés, mairie, 83136 Néoules.

■ Les Nuits blanches du Cannet, mairie, 83340 Le Cannet-des-Maures, tél : 04 94 50 35 20.

■ Le festival des Néoules, mairie, 83136 Néoules.

■ Jazz à Brignoles, 20, place des Comtes-de-Provence, 83170 Brignoles, tél : 04 94 59 22 36.

■ Kality street festival, 83e parallèle, 401, chemin des Plantades, 83130 La Garde.

■ Festival du Gapeau, Fissure prod, 401, chemin des Plantades, 83130 La Garde, tél : 04 94 03 73 05.

■ Enfants du monde-Côte d'Azur, c/o Robert Pierron, 104, Le Trigan, 06610 La Gaude, tél : 04 93 24 43 69.



ment...). Pendant les cinq premières éditions, tout se passait bien avec les autorités. En 2005, les gendarmes qui assuraient jusque-là la circulation, commencent à déployer les grands moyens officiellement pour lutter contre la présence présumée de dealers. Des frictions apparaissent. En 2006, l'édition est militairement cernée. Le jeudi 10 août, un système de surveillance étonnant est mis en place avec un hélicoptère, deux motos tout-terrain, des chiens anti-drogues, dispositifs renforcés par des douaniers. Officiellement, il s'agit d'une recherche de stupéfiants et d'une lutte contre le camping sauvage pour la prévention des incendies. Les organisateurs s'étonnent alors du déroulement d'une rave à quelques kilomètres de là, qui ne fait l'objet d'aucune surveillance des autorités. Des barrages sur les routes sont mis en place avec fouilles de tous les véhicules et fouilles au corps. Des musiciens se sont vu saisir des instruments de musiques assimilés à des armes ! Certaines personnes n'ont pu joindre le festival,

et la dernière soirée a dû être purement et simplement annulée. Les organisateurs ont enregistré une baisse du nombre des entrées de 70%. Les gendarmes auraient saisi quelques grammes de hashish et de cocaïne. Depuis, avec le soutien de nombreuses associations et artistes, ils ont organisé des concerts de soutien dans la région pour remonter un déficit financier énorme.

■ Festival des Collines, CSM, quartier Saint-Roch, 83131 Montferrat, www.delacolline.org.

Signes

L'association Signes organise des spectacles vivants dans la vallée de la Roya, surtout du théâtre, mais aussi des ateliers et stages pour enfants, adolescents et adultes, compagnie amateur, interventions dans les écoles et collèges... Particularité, elle cherche à favoriser la rencontre des sourds et des "entendants" avec des spectacles bilingues (français oral et langue des signes française) : une occasion de découvrir une gestuelle originale et une langue méconnue ! Elle organise une manifestation singulière : le festival Souroupa, en octobre, des spectacles tout public et des animations pour enfants, avec des comédiens sourds ou pas, pour des spectateurs sourds ou pas.

■ Signes, 33, rue Président-Doumergue, 06540 Saorge, tél : 04 93 04 56 84.



Sin

L'association *Sin* agit sur plusieurs terrains avec la volonté de tisser des liens entre des artistes et des acteurs culturels cherchant à rompre avec la vision fataliste du « conflit des civilisations ». Les médias ne cessent de propager cette idée. La globalisation économique, la « guerre contre le terrorisme », les replis communautaires qu'elles engendrent, influencent les dynamiques populaires. Les particularités culturelles de chaque population sont souvent menacées par l'actuel « désordre mondial ». Ce sont pourtant ces particularités qui font que nous pouvons reconnaître un individu, un peuple, comme unique et qui font de sa persécution ou de sa disparition quelque chose d'insupportable à chacun. Ces particularités qui sont aussi le terreau essentiel à toute création humaine capable de libérer la parole et le geste. L'association *Sin*, en collaboration avec l'association France-Palestine Solidarité, a organisé le 3 juin 2006, une journée « bienvenue la Palestine » avec des artistes palestiniens et un débat pour clore la journée.

■ *Sin*, 253, boulevard du Mont-Boron, 06300 Nice, tél : 06 17 14 87 05.

Cours de revendication

L'association d'éducation populaire Loisirs éducation culture, à Grasse, s'est retrouvée en avril 2006, au sein d'une polémique médiatique, à la suite d'articles dans les médias locaux dénonçant la présence de « cours de revendication ». En réalité, il s'agissait d'un atelier d'expression artistique où il avait été demandé aux enfants de réaliser un personnage tenant une pancarte, de coller sa photo sur le personnage et d'écrire un slogan de son choix, pour ensuite mettre tous les personnages ensemble comme pour une manifestation. Les slogans des enfants vont de « plus jamais la guerre » à « je veux être une princesse » en passant par « non au racisme » et « on veut plus de frites ».

■ Loisirs éducation culture, 38, boulevard Emmanuel-Rouquier, 06130 Grasse, tél : 04 93 70 67 64.

Kairé

Kairé est une association culturelle pour tous qui propose des ateliers d'écriture, des ateliers de création théâtrale, des ateliers d'arts plastiques et « la vadrouille », une activité qui consiste à organiser des sorties et visites en lien avec les milieux culturels et associatifs. Kairé travaille en collaboration avec de nombreuses associations à caractère social.

■ Kairé, 14, rue Chalucet, 83000 Toulon, tél : 04 94 92 77 24.

Divine quincaillerie

Divine Quincaillerie est une compagnie de théâtre de rue. Elle déploie son camion tréteau partout où elle a la rue comme fond de scène... Le théâtre de rue permet la rencontre des pratiques artistiques, il autorise les passerelles entre les genres. Cette rencontre permet la création d'univers qui vont au delà du cadre de la représentation. La proximité entre acteurs et public, le désordre, la truculence touchent ainsi le plus grand nombre.

■ Divine Quincaillerie, 8, rue Richelmi, 06300 Nice, tél : 04 93 56 47 99 ou 06 61 70 86 82.



Divine Quincaillerie

Espéranto

La langue internationale de l'espéranto a été inventée il y a plus d'un siècle par le docteur Zamenhof. Parce qu'elle est construite sans exception et qu'à chaque son correspond une seule écriture, la langue internationale peut devenir demain une langue universelle complémentaire des langues régionales. Elle peut s'apprendre beaucoup plus vite que l'espagnol, la langue actuellement en plus fort développement et bien sûr bien plus vite que l'anglais et ses très nombreuses exceptions que les Etats-Unis essaient d'imposer comme langue commerciale.

■ Espéranto-Nice langue internationale, 308, avenue Sainte-Marguerite, 06200 Nice, tél : 04 93 37 98 73.
 ■ Espéranto-Kavlan, 164, chemin de Saquier, 06200 Nice.
 ■ Espéranto -Toulon, Frejaville Janine, 201, avenue Docteur-Fontan, 83200 Toulon, tél : 04 94 24 40 22.
 ■ Esperanto, Jean-Claude Roget, 15, boulevard Gambetta, 83460 Les Arcs, tél : 04 94 47 52 43.

Alcantara

Alcantara est une compagnie de théâtre professionnelle qui compte aujourd'hui deux administrateurs, dix comédiens, artistes et animateurs, deux chargées de communication et une trentaine d'adhérents. Habitée par le désir de faire partager la littérature (roman, théâtre, poésie...) à un public souvent avide de connaissance, Alcantara s'est illustrée par de grands moments de communion littéraire, l'animation d'ateliers et de stages ouverts à tous. La démarche artistique a une dimension sociale qui tend à valoriser la démocratisation de l'accès à la culture.

■ Alcantara, Carol Nakari, 18, boulevard Jean-Jaurès, 06000 Nice, tél : 04 93 80 20 43.

Les Fanfarons

Les Fanfarons sont des musiciens professionnels et amateurs qui se sont regroupés pour faire de la musique, échanger et produire un répertoire suffisant afin de participer à des événements festifs de rue. Créée en 2003 à la friche des Diables bleus, cette fanfare de rue a déjà participé à de nombreux festivals à Nice et dans sa région.

■ Les Fanfarons, 16, rue Roquebillière, 06300 Nice, tél : 04 93 31 33 72.

Rêve-lune

La compagnie Rêve-lune est une association qui s'est donné pour but de développer et promouvoir les pratiques d'expression musicale, corporelle et théâtrale sous forme d'ateliers, de stages, de spectacles, auprès de tous les publics, des plus jeunes (bébés) aux adultes. Au côté d'acteurs, on y trouve des enseignants, des animateurs sociaux, des musiciens...

■ Rêve-lune, 9, rue Diderot, 83500 La Seyne-sur-Mer, tél : 04 94 30 07 21.

Orphéon théâtre intérieur

Orphéon théâtre intérieur, compagnie en résidence à Cuers depuis 1998, joue hors des théâtres et mène une recherche sur la place du texte dans l'espace public : « la ville est notre terrain de jeu ».

L'atelier du geste

Mettant en œuvre la notion de métissage, cette compagnie théâtrale est ouverte aux comédiens porteurs du désir de partager avec des acteurs singuliers, handicapés, trisomiques ou non, leur passion de la recherche et de la pratique théâtrales. Elle espère que cet appel au métissage dépasse le stade des incantations et ne demeure pas désespérément marginal.

■ L'atelier du geste, Le Miramar, bât. B, 39 bis, boulevard Stalingrad, 06300 Nice, tél : 04 89 98 62 53.



La Sardine

Ancienne des Diables bleus, Véronique Crivellaro dite la Sardine, vit entourée d'une multitude de petits objets récupérés au gré de ses balades ; c'est là qu'elle puise l'inspiration et la matière pour mettre en volume ou sur le papier ses idées les plus farfelues. Elle est aussi la créatrice du Mouvement des Sardines libres qui édite un fanzine bimestriel. Elle participe à des mises en scène collectives pour le théâtre.

■ Véronique Crivellaro, rue du Chanoine-Théodore, Gaiume, 06390 Berre-les-Alpes.

La démarche artistique de la compagnie se caractérise par une recherche de nouvelles formes de relation entre acteurs et spectateurs (accueil de petits groupes, parcours, implication du spectateur considéré comme protagoniste) et par l'utilisation du texte contemporain dans l'espace public. Ses spectacles, présentés "hors les murs" ou dans des lieux détournés de leur fonction, mêlent intime et collectif, réalité et fiction.

■ Orphéon théâtre intérieur, bibliothèque de théâtre Armand-Gatti, 25, rue Panisson, 83390 Cuers, tél : 04 94 28 50 30.

Alors Léo

Le 14 juillet 1993, Léo Ferré est mort. Afin de faire connaître son répertoire, ses idées et de poursuivre son œuvre, une association s'est mise en place pour organiser un festival en l'honneur du chanteur libertaire. Cela se

passa à Peille, un village où Léo Ferré est venu enfant puis adulte. L'association anime un festival l'été et essaie de trouver les moyens de créer un auditorium où l'on pourrait écouter les documents multimédias concernant Léo Ferré.

■ Alors Léo, c/o Jacky Marcotte, 7, place Carnot, 06440 Peille.



Le Pigeonnier

Le Pigeonnier est un squat artistique né en novembre 2004 au moment où l'expulsion du squat des Diables bleus semblait déjà irrévocable. Le bâtiment de six étages, abandonné depuis une vingtaine d'années, dans le vieux Nice, a été ouvert au printemps 2006 avec au premier étage une galerie d'art contemporain et dans les étages des ateliers d'artistes. Six artistes y vivent en permanence (dont Alain Biette, Davis Dautreix, Katia Beltran, Ropiet...).

■ Le Pigeonnier, 4, rue Colonna-d'Istria, 06300 Nice, tél : 06 70 93 63 21.

Nux vomica

L'un des groupes fondateurs des Diables bleus. Musique traditionnelle niçoise et envolée satirique. On y retrouve actuellement Louis Pastorelli, Djé Fantino, Vincent Calassi, Manuel Cacérés, Maurice Maubert et Sébastien Adnot.

■ Nux Vomica, 15, avenue Millon-de-Vérayon, 06300 Nice, tél : 04 92 04 06 46.

Et également

Alpes-Maritimes

- Artistes représentants associés, Jean-Jacques Minazio, 9, rue Prince-Maurice, 06000 Nice. *compagnie théâtrale faisant le lien entre planches de BD et planches de théâtre.*
- Le Village, compagnie Balin-Balan, 51, rue Clément-Roassal, 06000 Nice, tél : 04 93 82 42 21. *création de théâtre en niçois, prêt d'un petit théâtre à d'autres groupes.*
- Cie Incontro, 39, boulevard F.-Grosso, 06000 Nice, tél : 06 09 09 34 03. *Compagnie de mimes, de danse et d'expression corporelle.*
- Epigramme, 9, avenue Notre-Dame, 06000 Nice, tél : 04 93 80 89 55. *Compagnie professionnelle, créée en 1996, axée plus particulièrement sur la création de pièces d'auteurs contemporains et sur l'enseignement du théâtre (ateliers, cours, stages...).*
- Cie La voix du silence, 20, boulevard Tzarévitch, 06000 Nice. *Compagnie théâtrale qui, en relation avec des associations, permet de jouer à des handicapés.*
- L'Arpette, 43, avenue Cyrnos, 06100 Nice, tél : 06 84 50 65 18. *Compagnie de clowns existant depuis 1997. Spectacles et formations.*
- Cannel Toiles, médiathèque, 20, boulevard Carnot, 06110 Le Cannet, tél : 04 93 45 43 86. *Cinéma Art et essai.*
- Système Castafiore, ancienne usine Chiris, avenue de Provence, 06130 Grasse, tél : 04 93 36 80 60. *Compagnie de danse contemporaine engagée dans l'interdisciplinarité en lien avec les arts de la rue.*
- Cie La Citadelle, 30, avenue Raquel-Meller, 06230 Villefranche-sur-Mer, tél : 06 08 03 82 52. *Création contemporaine, matches d'improvisation, formation théâtrale pour enfants et adultes.*
- Théâtre de la Semouse, rue du Château, 2, montée Auguste-Kerl, 06300 Nice, tél : 04 93 92 85 00. *Association d'éducation populaire, avec plus de 3000 membres, elle participe à différentes actions sociales, avec comme point de base le respect de la personne.*
- Artefact c/o Céline Amato, 15, rue du Château, 06300 Nice, tél : 06 15 90 89 25. *Groupe de hip-hop participant aux forums sociaux locaux.*
- L'Entre-pont, Halle Spada, 22 bis, avenue Denis-Séméria, 06300 Nice. *Friche industrielle de 1100 m² avec trois compagnies de théâtre venues aussi des Diables bleus, ayant négocié avec la mairie un bail précaire. On y retrouve Divine Quincaillerie, Diva et Grain de sable.*

■ Le Labo, 32, avenue Saint-Sylvestre, 06100 Nice. *Association d'artistes autour de l'art contemporain. Ont notamment organisé une intéressante exposition sur le thème "Low tech" à l'automne 2005.*



- Les Rats clandestins, 16, rue Beaumont, 06300 Nice, tél : 06 18 48 12 30. *Compagnie de danse contemporaine intervenant dans la rue, animée par Sandra Rivière et Hervé Koubi depuis 1997.*
- 06 Ghetto Crew, association Diva, 16, rue de la Roquebillière, 06300 Nice, tél : 046 66 42 43 63. *Groupe de rap né de la mouvance des Diables bleus.*
- Le Cri du cœur, 25, rue Fontaine-de-la-Ville, 06300 Nice, tél : 06 62 71 50 50. *Quatuor polyphonique qui mélange le chant, l'humour et le théâtre.*
- MJC Studio, 23, avenue Docteur-Picaud, 06400 Cannes, tél : 04 93 06 29 90. *Cinéma Art et essai.*
- Arketal, 4, impasse de la Chaumière, BP 17, 06401 Cannes cedex, tél : 04 93 68 92 00. *Compagnie de marionnettes qui développe des spectacles autour de la figure de Pinocchio.*
- Le Relais de la Poste, Stéphanie Germain, Le Village, 06470 Villeneuve-d'Entraunes. *Animation d'un bar associatif pour relancer la vie communautaire du village.*
- Les Bullivores, David Babin, 280, route du Pont-de-Pierre, route des Chuuyas, 06480 La Colle-sur-Loup. *Pour amateurs de BD et d'images en général.*
- L'Art Tisse, 11, rue du Pontis, 06560 Valbonne, tél : 04 93 42 04 56 ou 06 82 09 88 21. *Artothèque associative qui loue des œuvres d'art aux particuliers, collectivités ou entreprises et fait aussi la promotion d'une soixantaine d'artistes locaux.*
- Les Visiteurs du soir, salle des fêtes, Village, 06560 Valbonne, tél : 04 93 65 24 95. *Cinéma Art et essai.*

■ Gabriel Fabre, chemin du Paradis, 06800 Cagnes-sur-Mer. *Photographe et plasticien pratique notamment le land-art ici et ailleurs.*



Var

- Monts rieurs, place de la Mairie, anciennes maternelles, 83136, Meounes-les-Montrieux, tél : 04 94 33 95 15. *Arts de la rue et improvisation.*
- La boîte à images, place du 8-Mai-1945, 83170 Brignoles, tél : 04 94 69 01 71. *Cinéma Art et essai.*
- Tarifs à la carte, 5 bis, rue Pasteur, 83190 Ollioules, tél : 04 94 63 34 17. *Compagnies arts de la rue.*
- Tambourinaires en compagnie, Outre-mesure, quartier Pichabert 1, 83340 Flassans-sur-Issole, tél : 04 94 69 72 15. *Groupe de musique à base de tambourins.*
- Compagnie du bout des doigts, 2, hameau de la Foux, 83390 Puget-Ville, tél : 04 94 33 51 90. *Compagnie arts de la rue et gestes. Depuis 1997, sept spectacles créés.*
- Foyer rural, quartier du Puits, 83440 Montauroux, tél : 04 94 50 40 30. *Cinéma Art et essai.*
- Foyer rural, quartier Ferrage, 83440 Fayence, tél : 04 94 84 14 86. *Accueille une compagnie de cirque.*
- Cimo & To, château Fort Gibron, BP 24, 83570 Correns, tél : 04 94 59 56 49. *Association gérant un château où se retrouvent différents groupes musicaux, le festival des joutes musicales, des résidences de musiciens, une chorale...*
- Editions Paroles, 83630 Artignosc-sur-Verdon, tél : 04 94 80 76 58. *Maison d'édition qui développe des ouvrages bilingues, généralement français et occitan.*
- Jabirue, quartier des Ferrages, 83690 Salernes, tél : 06 18 86 39 59. *Compagnie de théâtre de rue et d'animations avec des échasses.*
- Le Lido, rue Amiral-Baux, 83700 Saint-Raphaël, tél : 04 42 38 45 97. *Cinéma Art et essai.*

Correns, premier village bio de France

Avec plus de 90% de sa surface cultivée en bio, Correns s'est proclamé "première commune bio de France". Avant de devenir la première commune écolo ?

Tout a commencé quand Michel Latz, maire de Correns, dans le nord du Var, lui-même agriculteur bio, s'est aperçu que sa commune était sans doute une de celles qui, en France, possèdent le plus grand pourcentage de terres cultivées en agriculture biologique. Dans cette commune de vignobles — 800 habitants —, ils sont en effet quatre viticulteurs à produire du vin bio. Il décide alors de miser là-dessus pour faire de la communication autour de sa commune.

Ce choix en a entraîné d'autres. En organisant chaque troisième week-end d'août depuis 1999, *la fête du bio et du naturel*, on a incité d'autres producteurs de la commune à profiter de l'effet d'entraînement pour passer également en bio. Deux autres fermes ont ainsi fait le choix de la bio, l'une productrice d'œufs et d'huile d'olive, l'autre de volailles et de maraîchage, un apiculteur s'est installé dans la partie sauvage de la commune. Pour valoriser les jachères agricoles, plusieurs projets d'utilisation des plantes sauvages sont à l'étude : plantes médicinales ou aromatiques (1). Un projet de distillerie locale est en cours de montage financier.

De la bio à l'habitat sain

De l'agriculture biologique à l'habitat sain, il n'y a qu'un pas. Le bâtiment de la mairie a été l'objet d'une rénovation complète, selon des critères de haute qualité environnementale : utilisation du chanvre, peinture biologique, pose de capteurs solaires pour l'eau chaude. Un plan local d'urbanisme a été mis en place pour favoriser la densification des constructions autour du centre du village et éviter le mitage, très développé dans le département. Particulièrement vorace en espace, il ne peut se concevoir sans une utilisation importante de la voiture. Densifier

les centres de village permet de limiter l'espace occupé, de favoriser les modes de déplacements doux, à commencer par la marche à pied. Cela limite également les coûts liés aux raccordements électriques, à l'eau courante et au traitement des eaux usées.

La mairie offre désormais quatre heures d'ingénieur-conseil à tous ceux qui déposent un permis de construire afin d'être conseillés dans le choix des matériaux, sur les futures consommations d'énergie, sur l'intérêt de choisir des produits de construction locaux... Une maison solaire et écologique a ainsi vu le jour récemment.

La mairie étudie actuellement un projet de chauffage collectif au bois pour la mairie, l'école et éventuellement d'autres bâtiments proches.

Protéger l'environnement

Correns est au bord de l'Argens, petit fleuve qui rejoint la Méditerranée à une cinquantaine de kilomètres en aval. En amont se trouvent les gorges de Bagarèdes et le vallon Sourn, spectaculaires et sauvages. En accord avec la fédération d'escalade, un plan d'aménagement a été fait pour que les parcours d'escalade ne soient mis en place que sur la rive gauche, où passe la route, laissant la rive droite totalement sauvage.

En liaison avec la fédération de pêche, l'Argens a été classé comme réserve de pêche dans tout le centre de la commune et le visiteur peut y voir des centaines de truites qui se prélassent au soleil entre les deux ponts de la commune.

(1) Un premier projet Courants d'herbes, créé en 2003 par Maud Plancheneau et Annie Reimen, a malheureusement tourné court, du fait d'obstacles économiques.

La mairie pris des mesures également pour limiter le tourisme à 3000 unités de camping par an, afin de protéger le milieu environnant. Un milieu remarquable : les gorges présentent en effet une végétation tempérée au milieu d'une zone méditerranéenne, ce qui est une exception climatique locale.

La foire bio est un moment privilégié pour faire connaissance avec la commune dans une ambiance bon enfant. Les rues sont alors piétonnes, avec des promenades à pieds ou en calèches, dans et autour du village. Reste la question de l'accès au village ce jour-là : des centaines de voitures sont stationnées aux entrées de la commune. Aucune solution n'a pour le moment été trouvée... malgré l'excellent thème de l'année 2006 : "diminuer notre empreinte écologique".

Démarche pragmatique

Michel Latz, le maire, a bien conscience que cette démarche écolo tous azimuts peut en agacer certains, notamment dans les communes voisines. C'est pourquoi il essaie, autant que faire se peut, de ne pas se couper de son voisinage, ce qui explique sans doute la tenue à l'automne, toujours à Correns, d'un salon de la chasse et de la bio ! Il revendique une démarche pragmatique : un pas après l'autre, pour aller dans la bonne direction.

MB ■

Foire bio de Correns, Maîtres vigneron, mairie, 83570 Correns, tél : 04 94 37 21 95.

Michel Latz, Domaine des Aspras, 83570 Correns, tél : 04 94 59 59 70



Michel Latz, à l'entrée de la commune.

Politique

Grain de sel

L'association Grain de sel se veut un regard citoyen sur les questions d'environnement et de politique locale. Après avoir lutté contre l'abattage des arbres à Puget-Théniers, elle poursuit son travail d'information contre les "magouilles" locales.

■ Le Grain de sel, 9, rue Lucien-Vilorel, 06260 Puget-Théniers, tél : 04 93 05 07 45, Nathalie Grilli ou 04 93 05 06 06, Geneviève Cerac.

Les Verts

Nés en 1984, les Verts sont nés d'un regroupement des mouvements écologistes régionaux de l'époque. Ils se sont structurés en parti politique et mènent une stratégie de prise de pouvoir comme moyen de faire passer les idées écologistes.

Alpes-Maritimes

- Les Verts pays niçois, 38, rue d'Abbay, 06000 Nice, tél : 04 93 56 25 80.
- Les Verts Vallauris, 1, avenue Georges-Clemenceau, 06220 Vallauris, tél : 04 93 64 92 30.
- Les Verts Vallée de la Siagne, Didier Chérel, 204, chemin des Deux-Vallons, 06370 Mouans-Sartoux, tél : 04 92 28 16 34.
- Les Verts pays de Grasse, Espace citoyen René-Dumont, avenue Louis-Cauvin, Le Plan-de-Grasse, 06130 Grasse, tél : 04 93 40 46 16 ou 04 93 09 13 59.
- Les citrons Verts de Menton, Hervé Pascault, 505, sentier de la Colline, 06500 Sainte-Agnès, tél : 04 93 57 35 43.

■ Les Verts du Var, 35, montée des Palmiers, 83190 Ollioules, tél : 04 94 63 25 42.

■ Les Verts Draguignan, 424, chemin Sainte-Cécile, 83300 Draguignan.

■ Les Verts ouest-varois, Les Quatre-atanes, impasse de la Loube, 83470 Saint-min-la-Sainte-Baume.

■ Les Verts La Seyne, Claire Dini, 40, avenue Marcel-Dassault, 83500 La Seyne-sur-Mer, tél : 04 94 06 47 38.

Les Alternatifs

Les Alternatifs se situent politiquement entre les Rouges et les Verts, cherchant à promouvoir une société autogestionnaire, écologiste, sociale et féministe. Dans les Alpes-Maritimes, ils publient régulièrement *Rouge et Vert*.

- Les alternatifs, BP 2016, 06101 Nice cedex 2.
- Les alternatifs, Christophe Terras, villa Gladys, 256, chemin des Folletières, 83300 Draguignan.

Mouvement écologiste indépendant

Né d'une scission des Verts, le MEI poursuit une démarche d'indépendance de l'écologie vis-à-vis des partis politiques de gauche et de droite, tous également productivistes. Il espère aboutir à une majorité culturelle remettant en cause l'actuel clivage gauche-droite.

- MEI, Michel François, 213, route de Saint-Antoine-de-Ginestrière, 06200 Nice, tél : 04 93 44 05 69.
- MEI, Michel Pizzole, Les Magnolias, chemin de la Chartreuse, 83000 Toulon, tél : 04 94 42 54 38.

Epi

L'association Epi est une association qui développe des activités culturelles dans l'esprit du mouvement pour l'insurrection des consciences, mouvement né en 2002 de la tentative de Pierre Rabhi de se présenter aux élections. Le principe est que, chacun à son niveau, doit commencer à changer son propre comportement et que cela influe sur ceux qui l'entourent. Epi propose des stages notamment autour de l'alimentation, au cours des randonnées et organise chaque été un camping macrobiotique. Une autre manière de changer le monde.

■ Association Epi, Bruno Doumaïelle, 8, place Méjane, Sophia Antipolis, 06560 Valbonne, tél : 04 93 00 04 36 ou 04 9178 28 28.

Ras l'Front

Ras l'Front est un réseau de lutte antifasciste, regroupant une centaine de groupes en France et publiant un mensuel. Présents sur tous les terrains où se développe l'idéologie des droites extrêmes, ces comités, réseaux ou simples équipes militantes ont choisi de lutter en toute indépendance et sans concession aucune. Comprendre pour expliquer, convaincre et mieux passer à la contre-offensive, tous ensemble.

■ Ras l'Front Toulon, Stéphan Codaccioni, pavillon des Ecoles, quartier Berthe, 83500 La Seyne-sur-Mer.

Et également :

■ Manifeste de Nice, Nicolas Rivier, 54, rue Gioffredo, 06000 Nice. *Manifeste contre l'extrême-droite.*

■ La Valette fait front, 3, rue Farnous, 83160 La Valette-du-Var.

■ La Crau fait front, Claude Mahmoud, 7, boulevard de la République, 83260 La Crau.

■ Le Muy fait front, M. Chaîne, 550, boulevard de Beauregard, 83490 Le Muy.



ATTAC

Bien que traversant une grave crise interne, ATTAC reste l'un des lieux de débat politique incontournable, notamment pour ses prises de position contre la marchandisation du monde et dans sa lutte contre le libéralisme.

■ Attac Alpes-Maritimes, 381, corniche des Pugets, 06700 Saint-Laurent-du-Var, tél : 04 93 54 06 57 (Nice), 04 93 33 38 32 (Antibes), 04 92 92 04 40 (Cannes-Grasse), 04 93 40 25 58 (Sophia-Antipolis) ou 04 93 14 42 03 (Saint-Laurent-du-Var, Cagnes-sur-Mer).

■ Attac Var, bourse du travail, avenue Amiral-Collet, 83000 Toulon, tél : 04 94 95 48 43 (Maures-Estérel), 04 94 04 74 70 (Nord Ouest), 06 62 65 63 35 (Toulon) ou 04 94 99 10 79 (Est).

Syndicats Sud

Les syndicats Sud, Solidaires unitaires et démocratiques, sont nés d'une scission avec la CFDT à la suite de la politique de compromis sans fin de cette dernière.

■ Sud Education, 10 montée Vireneq, 06102 Nice cedex 2, tél : 06 82 36 97 24.

■ Sud PTT, Aéroport, 06200 Nice, tél : 04 93 83 62 50.

■ Sud-Education, 1 rue Muscatelli, 83000 Toulon, tél : 04 94 21 81 89.

■ Sud-PTT, immeuble 4 L2, 175, rue Marc-et-Yvonne-Baron, 83000 Toulon, tél : 04 94 46 48 30.

Anarcho-syndicalisme

La Confédération nationale du travail est un syndicat clairement anticapitaliste, pour une organisation du travail coopérative et démocratique, ouverte sur les luttes anti-racistes, écologistes, féministes, aux côtés des sans-papiers, des sans-logis, sans limite de frontières.

■ Union régionale CNT, 37, rue du Poilu, 06230 Villefranche-sur-Mer, tél : 06 30 46 34 59.

Institut de social-écologie

L'objet de cette association est de faire connaître le projet de société intitulé "social-écologie" par le retour aux valeurs fondamentales, la défense de la créature vivante humaine, animale, végétale et d'aboutir à des réformes sociales notamment en faveur des plus défavorisés. Mouvement qui s'appuie sur les théories de Jacques Duboin et du distributisme.

■ Institut de social-écologie, G. G. Bourson, 3, rue Racine, 83000 Toulon.

La Libre pensée

La Libre pensée est un très ancien mouvement pour la laïcité, la démocratie et le social. Il est né en 1847. Il continue à protester lorsque des élus ou des représentants de l'Etat privilégient une relation avec l'Eglise.

■ Fédération varoise de la Libre pensée, BP 821, 83051 Toulon cedex.

Et également

Alpes-Maritimes

- Rassemblement des écologistes, 57, avenue du Loup, 06270 Villeneuve-Loubet.
- ADN, Association pour la démocratie à Nice, 1, rue de la Croix, 06300 Nice, tél : 04 93 51 28 32 ou 06 03 51 28 32.
- Amis de la démocratie, 17, rue Cassini, 06300 Nice, tél : 06 85 37 35 98. *Depuis 1997, et l'élection de Jacques Peyrat à la mairie, anime chaque mois un café de la démocratie, dans l'esprit des forums sociaux.*

■ Ligue des droits de l'homme, maison des associations, 12 ter, place Garibaldi, 06300 Nice, fax : 04 93 62 69 95.

■ L'Europe des consciences, BP 113, 06602 Antibes cedex, tél : 04 93 74 98 12.

Var

- Groupe Nada, c/o ACL, BP 5137, 83093 Toulon cedex. *Groupe affilié à la fédération anarchiste.*
- Ligue des droits de l'homme, boîte postale 5170, 83094 Toulon cedex, tél : 04 94 36 22 50.

Les Amis de la Terre

Les Amis de la Terre sont une des grandes fédérations écologistes au monde. En France, ils mènent des campagnes de sensibilisation sur les grandes questions écologiques, souvent sous forme de lobbying auprès des élus, des institutions, des industriels... Fonctionnant de manière très horizontale, chaque groupe est libre de relayer les campagnes de son choix.

■ Amis de la Terre, L'Oustalet, 5, chemin de Grima, 06240 Beausoleil.

■ Amis de la Terre, Lotissement Barqui, 06360 Eze.
■ Amis de la Terre, Jacqueline Herbreteau, BP 522, 83409 Hyères cedex, tél : 04 94 65 05 27.

Un maire écolo depuis plus de trente ans

André Aschieri, né en 1937 sur la commune, a débuté son parcours politique en 1965 parce qu'il refusait l'idée que Mouans-Sartoux, commune rurale à l'époque (10 000 habitants aujourd'hui), ne devienne la "cité-banlieue" de Cannes et de Grasse (agglomération de 350 000 habitants). D'abord premier adjoint, il devient maire dès 1974 et l'a toujours été depuis (1). Il a développé dans la commune des aménagements pour qu'elle demeure un véritable centre de vie, pour assurer la mixité sociale et pour une meilleure qualité environnementale.

Il commence dans les années 80 un long combat contre le projet d'autoroute A8bis qui va le faire connaître progressivement dans le département des Alpes-Maritimes, puis plus largement dans la région.

En 1992, il est élu conseiller régional après avoir permis que la seule liste commune Verts / Génération Ecologie de France soit constituée. Pour autant il demeure sans attache partisane et remplit son mandat pendant trois ans. Il démissionne ensuite, conformément à l'engagement qui lui avait été demandé par les Verts au moment des élections.

Perçu comme un homme de parole, il est élu en 1997 député de la 9e circons-

Engagé localement dans des combats locaux, André Aschieri a su mener une vie politique pragmatique, sachant convaincre son entourage de s'engager sur des voies plus écologiques. Au grand plaisir des habitants de la commune de Mouans-Sartoux.

cription. En 2004, il est de nouveau élu au conseil régional, sur une liste d'union de la gauche.

Une commune pilote dans de nombreux domaines

La commune de Mouans-Sartoux construit en 2001 le premier bâtiment Haute qualité environnementale de la région : un complexe culture médiathèque-cinéma. La commune s'est portée volontaire pour entrer dans le cadre d'un programme régional de maîtrise de la demande d'électricité. En 1986, une première école est chauffée grâce à une pompe à chaleur reliée à une source d'eau chaude. En 1989, un gymnase est construit avec un chauffage solaire et un complément gaz. En 2003, une station d'épuration a été construite avec récupération de la chaleur des surpresseurs d'air pour le chauffage des locaux techniques.

C'est encore la première commune des Alpes-Maritimes à réaliser un document conjoint PLU-Agenda 21 (plan local d'urbanisme et engagement pour un développement compatible avec la protection de l'environnement). C'est également la première commune du département à signer un partenariat "Ville amis des enfants" avec l'UNICEF, organisme de l'ONU en faveur des enfants.

La commune a engagé un partenariat avec la prévention routière dans le cadre de la campagne "Communes en route pour la vie". Elle a obtenu une Echarpe d'Or dans ce cadre pour sa politique globale de prévention. La commune a ainsi organisé l'opération "Marchons vers l'école" pour inciter les parents à ne pas



Inauguration de la réouverture de la ligne de chemin de fer Cannes-Mouans-Sartoux-Grasse.

prendre la voiture pour emmener les enfants en cours. Environ 60 % des enfants participent à cette opération.

Depuis plus de vingt ans maintenant, la mairie refuse l'implantation de grandes surfaces sur la commune, préférant prendre des mesures en faveur du commerce de proximité. Elle a construit 350 logements sociaux en plein centre pour favoriser la mixité sociale et favoriser la densification autour des petits commerces. Tous les bâtiments publics sont également concentrés dans un rayon de 500 m. Tout est ainsi fait pour favoriser les déplacements doux.

La commune a acheté progressivement 250 des 400 derniers hectares boisés, pour en faire la dernière réserve foncière forestière entre Cannes et Grasse. Trois écoles ont été construites avec l'ouverture sur cette forêt. Laquelle sert également de refuge ornithologique en lien avec la Ligue pour la protection des oiseaux.

En 2005, après 30 ans d'attente, la commune a obtenu la réouverture de la



Semaine de l'environnement.

(1) avec des scores flatteurs : 76 % en 1989, 100 % (et 67 % de participation) en 1995, 76,5 % en 2001.

ligne de chemins de fer Cannes-Mouans-Sartoux-Grasse et ceci comme alternative au doublement d'un tronçon autoroutier.

La commune a ouvert un site pour accueillir un chantier d'insertion basé sur l'agriculture biologique. Elle a inclus dans ses appels d'offres des demandes de garantie sur les conditions de fabrication des objets (pas de bois tropical, pas d'exploitation des enfants, produits du commerce équitable...)

André Aschieri a décidé de réagir à la privatisation prônée par les accords internationaux. La commune a ainsi décidé de conserver tous les services publics en régie communale : eau, assainissement, pompes funèbres, transports scolaires, restauration scolaire. Dans ce domaine, la commune exige une garantie sans OGM et les viandes servies sont d'origine biologique.

La santé autrement

Député de 1997 à 2002 au sein du groupe des Verts, André Aschieri va se spécialiser sur les questions relatives à la santé et à l'environnement. Il est à l'initiative de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale (devenue AFSSET) dont il est encore aujourd'hui le vice-président. Accumulant de nombreuses informations intéressantes, il publie pendant cette période trois ouvrages : "La France Toxique", "Alerte sur les portables" et "Silence, on intoxique". Régulièrement sollicité sur les questions liées à la téléphonie mobile, les dangers des portables et des antennes relais, il intervient également sur les dossiers des amalgames dentaires contenant du mercure, le dossier de l'amiante et celui des OGM. Il est intervenu également sur la question de la désin-

formation par les industriels et les politiques, en particulier sur le dossier des conséquences de Tchernobyl. Il plaide pour le principe de précaution et l'information des citoyens.

Hésitations politiques ?

Si André Aschieri n'adhère à aucun parti politique, il se définit comme un homme de gauche et un écologiste convaincu. A l'époque de la députation, il était apparenté au groupe Radicaux-Citoyens-Verts et aujourd'hui, au Conseil Régional, il a rejoint le groupe Socialistes-Radicaux-Citoyens. Il estime que son engagement au quotidien peut se passer d'un engagement politique plus formel.

MB ■

Santé

Lutte contre le Sida

- AC sida, Espace association, 45, promenade du Paillon, 06000 Nice, tél : 04 92 17 37 60.
- CRIPS, Centre régional d'information et de prévention du sida, 6, rue de la Suisse, 06000 Nice, tél : 04 92 14 41 20.
- Sida information prévention, résidence Les Caroubiers, bât. A, 2, route de la Turbie, 06320 Cap d'Ail, tél : 04 93 78 26 17.
- Coordination sida solidarités et partages, 22, rue Borniol, 06400 Cannes.
- Ecoute urgence sida, 3, rue Fonvielle, 06600 Antibes, tél : 04 93 34 35 02.
- Aides, maison de la solidarité, boulevard Joseph-Bernard-de-Trans, 83300 Draguignan, tél : 04 94 50 83 84.
- Alis, Association pour la lutte et l'information contre le sida, lot. Sainte-Brigitte, 91, allée Dels-Férigoulo, 83600 Fréjus, tél : 04 94 52 90 96.

Victimes de l'amiante

Du fait de l'utilisation de l'amiante dans la construction des navires, les victimes sont nombreuses aujourd'hui parmi les salariés des anciens chantiers navals. Mais d'autres préoccupations voient le jour, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Un scandale en cours.

- sosamiante06.free.fr
- Ardeva, Association régionale de défense des victimes de l'amiante, Monique Nowak, 16, rue d'Antrechaus, 83000 Toulon, tél : 04 98 07 04 63.
- Comité varois de défense contre l'amiante, Mutualité du Var, quartier Darbousson, 83192 Ollioules cedex.

Et également

Alpes-Maritimes

- APIMP, Association pour l'institution d'une médecine plurielle, Robert Cannebotin, 10, rue de France, 06000 Nice. Association qui milite pour l'officialisation des médecines douces et une action complémentaire des différentes formes de médecines.
- CRICMG, Collectif de recherche et d'information sur le cancer et les maladies graves, c/o UDOPSS, 8, avenue Notre-Dame, 06000 Nice, tél : 04 93 92 57 17. Association qui informe le public sur la prévention face au cancer et autres maladies graves, présente les différents traitements et apporte une aide personnalisée à ceux et celles qui sont malades.
- Espace non-fumeurs, 1, place Jules-Lisnard, 06220 Vallauris. Défense des non-fumeurs et lutte contre le tabagisme.
- Synergie habitat santé, 30, rue Georges-Ville, BP 4325, 06300 Nice. Information et formation sur les relations entre l'habitat et la santé et sur les possibilités de l'habitat sain bio-énergétique.
- Nature et santé, 162, allée du Micocoulier, 06370 Mouans-Sartoux. Promotion des médecines alternatives.
- APMMA, Association pour la promotion de la médecine et du massage ayurvédique, 7, ruelle des Bruyères, Sophia-Antipolis, 06560 Valbonne.
- Société de coopération autonome médicale et technique, L'Ile Verte, 42, impasse des Micocouliers, route de Biot, 06560 Valbonne. Aide médicale aux personnes se trouvant en situation de précarité en leur apprenant des méthodes de prévention et de soins autonomes.
- Archodys, 2, rue des Casemates, 06600 Antibes. Promotion des médecines douces, édition et organisation de manifestations et d'expositions.
- Aprad, Association de production et de recherche en aromathérapie et phytothérapie, La Tour Carrée de Montaleigne, 323, chemin de la Tour-Carrée, 06700 Saint-Laurent-du-Var. Développement de l'usage des plantes médicinales, regroupement de producteurs.

Var

- Sophro-santé, 70, boulevard de Strasbourg, 83000 Toulon.
- La femme sage, 203, boulevard Grant, 83000 Toulon, tél : 04 94 91 88 72. Organise des ateliers de cuisine diététique bio-végétarienne ou bio-végétarienne.

- Véronique Trannoy-Gauthier, 7, place Cavet, 83110 Sanary, tél : 04 94 88 34 04. Danseuse professionnelle et chorégraphe, elle donne des cours de yoga (hatha-yoga, yoga traditionnel indien, yoganidra), de sophrologie et d'équitation.
- Association Vittoz-Provence, rés. Le Grand Hunier, bât 5, montée de Font-Vert-les-Lones, 83140 Six-Fours-les-Plages.
- Association pour la promotion de la médecine ayurvédique de tradition indienne, Pla Soave, Le Liberté, bât. C, 1, rue de l'Enclos, 83210 Sollies-Pont.
- ADMD, Association pour le droit de mourir dans la dignité, Les Jardins de Pagnol, bât K, 296, chemin des Collettes, 83300 Draguignan, tél : 04 94 68 69 55.
- Vivre, Sylvie Bordi, Les Pins parasols, bât D, n°45, 83310 Cogolin. Association pour le libre choix thérapeutique, pour la libre expression en faveur de médecines écologiques.
- Quatre Soleils, centre de vacances "Le Beau Vézé", 83320 Carqueiranne. Structure franco-italienne permettant de comparer les expériences socio-sanitaires, les modes de formation, en particulier dans le champ de la psychiatrie.
- L'Atelier du rêve, chemin Croix-de-Barry, 83330 Le Beausset. Approche du rêve et des états modifiés de conscience dans une perspective de développement personnel.
- Dominique Guyaux, La Noria, chemin des Ruches, 83390 Puget ville, tél : 04 94 33 52 87. Organise des stages d'initiation à l'alimentation instinctive raisonnée, des stages de respiration holotropique et même des stages en apiculture et greffe d'arbres.
- Forme et santé, 2199, avenue Pierre-Auguste-Renoir, 83500 La Seyne-sur-Mer. Aide à la santé pour chacun, en particulier lutte contre le tabac, l'alcool et autres toxicomanies.
- Art de vivre, 934, chemin de la Peirouard, 83510 Lorgues. Pratique et application de méthodes naturelles par la diététique, la nutrition, le recours aux plantes.
- Mosaïque, maison des associations "La Ruche", route de Rians, 83560 Ginasservis. Réseau communautaire d'échanges de savoirs sur la santé.

Des plantes sauvages pour vous soigner

En 1984, Christian Escriva et sa compagne Odile Sallantin s'installent dans la vallée de la Roya, dernière vallée à l'est des Alpes-Maritimes, dont le haut et le bas se trouvent en Italie. Dans cette vallée retirée, porte de la vallée des Merveilles, on trouve déjà à l'époque de nombreux néo-ruraux qui ont fait le retour à la terre depuis les années 70. Ils ont déjà travaillé en biodynamie (1) et connaissent bien les effets des plantes sauvages utilisées en phytothérapie (2). Ils font partie du syndicat *Simples* (3). Ils s'installent à trois heures de marche d'une route, dans un endroit parfaitement sauvage, n'assurant leurs transports qu'avec un âne, et vivent les deux premières années sous un tipi. Le plus proche voisin est à 1h30 de marche. Le contact avec la nature est très fort. Ils cueillent des plantes au mieux de leur forme et fournissent un laboratoire de Lausanne, en Suisse, qui cherche des plantes de très haute qualité.

En 1986, le nuage de Tchernobyl contamine la région. Odile et Christian sont inquiets pour la qualité des plantes. Si certaines, comme le thym, présentent des contaminations importantes, beaucoup ne sont heureusement pas très touchées. Un suivi sur plusieurs années montre une disparition rapide de la pollution, sauf pour quelques lieux, notamment des fossés, où les eaux de ruissellement ont concentré le césium radioactif.

Christian est, en plus, enseignant en physique et corrige des copies pour le CNED, Centre national d'enseignement à distance. Ces copies et les ventes de plantes rapportent le peu d'argent dont ils ont besoin. Ils développent aussi un peu de culture de plantes médicinales, mais 95 % des plantes vendues sont sauvages. Les plantes sont alors cueillies puis séchées dans un séchoir construit sur place, puis descendues dans la vallée à dos d'âne. Le syndicat *Simples* assure la formation pour savoir au mieux comment couper les plantes et en garder les vertus. Ils y rencontrent Pierre Lieutaghi, un ethno-botaniste de Forcalquier (4) qui leur transmet beaucoup de savoirs.

A la commanderie de Valderoure cohabitent l'association Hélichryse, qui s'occupe de formation en phyto-aromathérapie, et la société Le Gattilier qui commercialise des plantes médicinales et des huiles essentielles.

Transformations des plantes

Christian s'est formé sur le tas, par goût personnel, en lisant des livres, en suivant des stages... et en se promenant dans la nature. Pendant une dizaine d'années, il n'y a pas d'autres transformations que le séchage. Il commence alors à suivre des stages sur l'extraction alcoolique qui, pour les pharmaciens, donne les "teintures mères", terme réservé au milieu médical. Christian, lui, parle d'alcoolature : les plantes sont mises à macérer dans de l'alcool. Il développe ses connaissances en biodynamie. Comme les enfants grandissent, le couple choisit de s'installer plus bas dans la vallée, dans un village d'une centaine d'habitants. Christian commence à donner des stages, ce qui leur procure une bouffée d'oxygène sur le plan financier, mais également sur le plan humain, en rencontrant plein

d'autres personnes engagées dans des démarches alternatives. Pour organiser des stages, en 1992, ils créent l'association *Hélichryse*, du nom d'une plante utilisée en phytothérapie.

Au fil des années, il développe ces stages, jusqu'à en faire trois week-end sur quatre. Il agit d'abord localement, puis de plus en plus loin... jusqu'à Marrakech, au Maroc, aujourd'hui. Du fait de son emplacement entre les influences méditerranéenne, océanique et désertique, le Maroc est l'un des pays qui compte le plus de variétés de plantes et où les connaissances sont le plus développées.

Il devient ami avec Jean-Michel Florin, l'un des animateurs de la biodynamie en France, avec qui il co-organise de nombreux stages. Jean-Michel Florin deviendra le président de l'association *Hélichryse*.

En 1998, ils rencontrent Caroline Albert, qui fait alors de la cuisine diététique chez André Passebecq (5). Ils discutent de la manière dont ils pourraient élargir leur activité, se diversifier, développer d'autres aspects de la phytothérapie. Ils décident de s'associer et de promouvoir ensemble la gemmothérapie à partir des méthodes mises au point en Belgique par le docteur Pol Henry. La gemmothérapie utilise le même principe que les alcoolatures, mais uniquement avec les gemmes de la plante, les parties les plus jeunes, les bourgeons, qui contiennent des éléments spécifiques que l'on ne retrouve plus dans la partie adulte. Par rapport à ce qui se fait en pharmacie (les "extraits glycélinés"), la méthode apporte des améliorations : la glycérine industrielle est remplacée par du sirop d'agave bio, à l'alcool industriel est préféré un alcool biologique ou biodynamique.

(1) La biodynamie est une forme d'agriculture biologique particulièrement rigoureuse, née dans la mouvance anthroposophe, mouvance née au début du 20^e siècle de la pensée de Rudolf Steiner.

(2) Phytothérapie ou soins par les plantes.

(3) *Simples*, syndicat inter-massifs pour la production et l'économie des simples, Structure de soutien aux cueilleurs de plantes sauvages, avec une charte qui précise les conditions pour que les plantes soient bonnes, notamment la nécessité d'être en montagne, loin de la civilisation et des pollutions. *Simples*, Florence, 81470 Mouzens, tél : 05 63 75 76 03.

(4) Pierre Lieutaghi a notamment publié *Le livre des bonnes herbes et Petite ethnobotanique méditerranéenne* aux éditions Actes Sud.

(5) André Passebecq est l'un des fondateurs de Vie et action et de Cérédor, le centre de recherche et d'éducation orthobiologiques, installé à Gréolières. Ancien enseignant en naturopathie à Paris XIII, il poursuit aujourd'hui ses activités à Gréolières. *Vie et Action*, Cérédor, Le roc fleuri, 380, route de Coursegoules, 06620 Gréolières, tél : 04 93 59 98 99.



Christian Escriva lors d'un stage de connaissances des plantes.

Les bouteilles d'alcool sont amenées directement sur le lieu de croissance de la plante et les bourgeons coupés sont mis dans l'alcool sans aucune perte de temps. Ce n'est pas évident à mettre en place car le transport de l'alcool est très réglementé.

La Commanderie de Valderoure

Le groupe cherche un lieu plus vaste, où il pourrait s'installer et organiser des stages. Caroline a un ami, enseignant à la faculté de Toulon, dont la famille possède un domaine à Valderoure depuis près de cinq siècles. Ce domaine est une ancienne possession des Templiers, qui s'y étaient installés au 13^e siècle. Comme les autres sites des Templiers, il a fait l'objet de massacres avant de passer entre les mains de la noblesse et d'arriver dans cette famille. L'immense bâtiment dispose de 65 hectares de terrain, dont 25 sont cultivables (l'une des parcelles fait 16 hectares à elle

seule). La Commanderie est située sur un plateau à 1100 m d'altitude, lequel débouche quelques kilomètres plus loin sur la route Napoléon entre Castellane et Grasse.

La Commanderie appartient alors en indivision à l'universitaire et à sa sœur, qui souhaite vendre. A l'époque, le domaine est cultivé par un métayer qui laisse les bâtiments s'abîmer, dans l'espoir d'en voir la valeur baisser... en vue de l'acheter. De nombreuses terres sont à l'abandon. En 2002, le domaine devient une SCI. Caroline, Christian et Odile achètent alors 60 % des parts, le professeur en conservant 40 %. Une société civile d'exploitation agricole, "Le Gattilier," est constituée pour mettre en place la culture de certaines plantes et la vente par correspondance de produits transformés. Caroline en assure la gestion commerciale tandis que Christian et Odile travaillent plutôt à la cueillette et à la transformation. Les terres sont immédiatement mises en conversion pour la culture en biodynamie. Les pâturages qui n'ont jamais reçu d'engrais sont tout de suite considérés comme sains. Les quelques champs, surtout de pommes de terre, cultivés avec des engrais, sont mis en jachère pendant les deux premières années. Il faut quelque temps pour redécouvrir les lieux où poussent les plantes utiles et

quelques demandes sont faites à d'autres cueilleurs pour obtenir des plantes qui ne se trouvent pas localement (6). Actuellement, ils ont en culture plusieurs champs de médicinales (hysop officinale, lavande officinale, calendula officinale, pavot de Californie, angélique officinale, valériane officinale...). Ils continuent à ramasser en cueillette sauvage (thym vulgaire, achillée millefeuille, origan vulgaire, sarriette...) pour la vente des plantes sèches (infusions). Les plantes mises en culture servent à la fabrication d'huiles essentielles ou bien à la fabrication d'extractions alcooliques en biodynamie.

Une distillerie est en projet pour 2008. Pour le moment, une gamme importante d'huiles essentielles de qualité sélectionnée par Christian, suite à de nombreux contacts avec des producteurs bio en France et à l'étranger, est commercialisée dans le cadre du Gattilier.

L'équipe loge un temps dans un mobil home et plusieurs caravanes afin de restaurer le bâtiment. Celui-ci a l'avantage de ne contenir aucun matériau polluant, n'ayant pas été restauré depuis une quarantaine d'années. Inconvénient : il est en mauvais état et tout est à refaire. Il y a là 900 m² aménageables. Ils font de gros emprunts et commencent à restaurer le plus urgent. La toiture est isolée avec du chanvre, l'eau arrive directement d'une

(6) Les cueilleurs doivent respecter une charte (site propre, méthodes de cueillette, rapidité de mise du produit dans l'alcool...). Des cueilleurs sont notamment présents en Corse, l'île étant riche en plantes spécifiques. Globalement, une majorité des plantes sont encore cueillies sur place et poussent de manière sauvage, même si le pourcentage a baissé depuis la vallée de la Roya.

source présente sur le terrain. Il existait un système de drainage et d'irrigation datant des Templiers, mais la plupart des tracés se sont perdus et il faut les retrouver. L'un des prochains gros chantiers est l'installation d'une chaudière à bois automatisée et d'un chauffage central pour remplacer l'actuel chauffage électrique. La chaudière devrait, dans un deuxième temps, être couplée avec des capteurs solaires. Un lagunage a été mis en place pour le traitement des eaux usées, ainsi qu'une fosse septique en phytoépuration. Jean-Michel Florin est venu faire un travail spécifique sur le paysage et sur une approche biodynamique ainsi que Fred Saussuge, spécialiste en permaculture, essentiellement pour planter des plantes médicinales.

Au commencement, il y avait un projet d'incinérateur à 26 km de là, une distance qui aurait pu compromettre la qualité des plantes cueillies. Plusieurs réunions publiques, avec le soutien du CNIID (7), ont permis une mobilisation et Christian Estrosi, président du conseil général et ministre UMP, a fini par prendre position contre l'incinération et bloquer le projet. Il existe déjà plusieurs incinérateurs dans le département, près de Nice et de Villeneuve-Loubet, mais a priori suffisamment loin pour éviter une pollution sur le site.

Le site de Valderoure est aussi traversé par une ligne très haute tension qui, jusqu'à l'été 2006, était susceptible de doublement. La décision du conseil d'Etat d'interdire le passage d'une ligne THT dans les gorges du Verdon devrait conduire à une politique d'économie d'énergie au niveau du département et donc à l'absence du doublement. Reste que les demandes pour déplacer de quelques centaines de mètres les pylônes existant se sont heurtées à un refus de RTE (8), qui nie tout danger provenant des champs électromagnétiques.

Questions sur la clientèle

Alors qu'il anime un stage au Maroc, Christian Escriva rencontre inopinément Pierre Rabhi, qui a développé dans ce pays des activités avec des coopératives de femmes. Une discussion s'engage. Pierre Rabhi démontre alors à Christian qu'il est en train de former des spécialistes parmi les thérapeutes les plus riches du pays et que cela va faire grossir les écarts déjà importants de niveau de vie



Cueillette de plantes devant la Commanderie.

dans le pays (9). Cette réflexion provoque une suspension des cours donnés au Maroc pendant un an. Christian Escriva finira par accepter de reprendre les formations, sans avoir résolu la question sociale (10).

En France, la question est moins sensible. Les ventes se développent par la présence dans les salons écolos (*Marjolaine* à Paris, salons des médecines douces), par des magasins (comme *Les Nouveaux Robinson* en région parisienne), beaucoup par bouche à oreilles : la vente par correspondance est donc très importante. Leurs produits sont aussi commercialisés sur place. Yoann Pala, arrivé comme stagiaire il y a quelques années, est devenu salarié dans l'entreprise. Il se charge de la vente sur les marchés locaux et dans les salons bio. Qui achète ? Pas forcément les plus riches, mais plutôt des personnes ayant un haut niveau de formation et qui cherchent à se soigner de manière naturelle.

La Commanderie étant devenu le lieu de travail pour tous, chacun se construit sa propre habitation aux environs. Lors de notre passage, plusieurs lecteurs et lectrices de Silence participaient à un chantier collectif pour la construction de la maison en paille de Caroline. Le lieu accueille beaucoup de stagiaires soit pour la phytothérapie, soit pour la rénovation ou la construction. Beaucoup arrivent par Silence ou par le WWOOF (10) et les stagiaires sont nourris et logés en échange d'une participation au travail. Un bon moyen de se former à ces techniques sans disposer de trop gros apports financiers.

La commanderie de Valderoure connaît actuellement une renaissance et a le potentiel pour devenir un lieu riche en alternatives.

MB ■

Hélichryse, La Commanderie, 06750 Valderoure, tél : 04 93 60 39 88.

Le Gattilier, même adresse, tél : 04 93 60 39 63.

(7) CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.

(8) RTE, Réseau de transport électrique, détaché d'EDF pour la gestion publique du réseau électrique.

(9) Outre des pharmaciens et herboristes de Marrakech, le propre médecin du roi est venu assister à une conférence.

(10) A ceci s'ajoute une question religieuse : l'utilisation de l'alcool. Le Coran interdit d'en boire, mais les préceptes du Coran ne s'appliquent pas quand on est malade... d'où un débat théologique entre herboristes marocains.

(11) WWOOF, World workers on organic farms, est un réseau international qui met en relation des personnes souhaitant se former et des fermes bio. En France, ce réseau est peu développé du fait d'une législation du travail qui assimile encore ce type d'embauche à du travail au noir.



Maison de Caroline en construction.



La villa Eveil, une porte sur le monde

Dominant la rade de Toulon, la villa Eveil offre aux visiteurs la possibilité de manger bio et végétarien, mais également de venir se détendre en logeant sur place, de suivre des formations de développement personnel, voire de collaborer à un projet de solidarité internationale.

Sophie et Joseph Puljer sont originaires d'Alsace. Pendant des années, ils organisent des stages en France : elle, autour de la nourriture végétarienne, lui, autour des massages énergétiques. Pour faire ces stages, ils louent des lieux propices. Se pose alors la question de savoir pourquoi ne pas avoir son propre lieu d'accueil en élargissant leurs activités avec l'accueil d'autres approches et d'en faire ainsi un point de rencontres et d'enrichissement mutuel. Ils commencent à chercher et ce sont des amis habitant à Ollioule, la commune voisine, qui leur signalent une villa en vente à la Seyne-sur-Mer. A priori, cela ne correspondait pas à leurs recherches : ils voulaient quelque chose situé à la campagne, proche de la ville, pour permettre la venue de personnes pour un repas ou pour un stage de quelques heures. Là, la villa est en béton, en milieu urbain, mais elle présente d'autres avantages : elle est vaste, avec un grand nombre de pièces, elle dispose d'un terrain et d'une vue absolument fantastique sur la rade de Toulon (et sur le porte-avion Charles-de-Gaulle !). Elle est facilement accessible, la gare de la Seyne-sur-mer est à quelques minutes à pied ; la gare TGV de Toulon est joignable par une navette en bateau à travers la rade. Fin 1993, ils achètent la maison.

Au départ, ils y poursuivent leurs activités et louent les lieux à d'autres organisateurs de stages, essentiellement dans le domaine du développement personnel et de la santé.

Accueil bio et végétarien

Au début, un couple d'amis réalise un jardin bio sur le terrain, ce qui contribue à faciliter l'approvisionnement en nourriture de qualité. Les repas végétariens sont essentiellement bio, mais les Puljer se heurtent à une difficulté pour se fournir localement : lorsqu'ils commandent des

quantités pour dix à vingt personnes, certains de leurs fournisseurs ne peuvent assurer régulièrement. L'ensemble des céréales et des produits qui se conservent sont bio et maintenant achetés en gros ; certains produits frais ne le sont pas : la priorité est donnée au local pour la qualité de la nourriture servie. Progressivement, à la demande de personnes fidèles et proches du lieu, un système de revente de ces produits bio est mis en place avec une vingtaine d'abonnés ; c'est là une activité en développement. Les sous-sols ont été aménagés en chambre froide pour assurer la conservation des produits.

A la fin des années 90, après cinq-six ans de fonctionnement, quelques chambres d'hôte sont aménagées à la demande de nombreuses personnes de passage qui souhaitent seulement venir pour profiter du lieu, sans forcément suivre un stage. Ce côté accueil et repas assure de fait une nouvelle clientèle plus touristique.

Développement personnel et spiritualité

Joseph développe de plus en plus ses connaissances sur ce qu'il appelle "l'éveil à la vie consciente", s'intéresse au ressenti, à ce qui relie le règne animal et végétal, aux règles de la nature, aux moyens de communication de celle-ci. Il approfondit ses recherches, s'intéresse à l'énergie que peut dégager un arbre, par exemple. Il essaie de comprendre comment rendre visible ce pouvoir énergétique.

Cette recherche l'amène à se documenter sur les pratiques chamaniques, animistes, sur les médecines traditionnelles, sur la sorcellerie africaine... Après avoir rencontré le chef traditionnel d'un village camerounais, des échanges s'établissent et des voyages sont organisés pour échanger leurs savoirs.

Cela amène Joseph à mettre en place, avec un mélange de ces savoirs, une école

qu'il nomme *Ecole universelle de la sagesse*. Elle démarre sur place en 2002 et propose de relier nos connaissances spirituelles d'inspiration chrétienne à celles provenant de l'Afrique, avec cinq niveaux de formation. Ces niveaux portent les noms de "J'existe", "Je vis", "Je suis", "Je conçois", "J'agis". Chaque niveau est suivi par des groupes de 7 à 10 personnes. La première formation se terminera en 2008. Ces formations peuvent se compléter par un voyage au Cameroun, pour vivre dans le village où Joseph s'est formé. Là-bas, les stagiaires vivent chez l'habitant avec des temps d'enseignement, de prière, d'apprentissage des coutumes locales dans les domaines des soins, des connaissances des plantes, des rites liés à des événements comme les mariages, les deuils...



Joseph et le chef camerounais ont essayé de faire en sorte que des habitants de ce village africain puissent venir ici pour apprendre nos coutumes... mais le projet s'est heurté à la rigidité des autorités, qui n'ont jamais accepté de délivrer les visas nécessaires.

En décembre 2003, le chef du village, appelé sur place "initié" ou "sorcier", est décédé. Il a alors laissé comme vœu que Joseph soit le nouveau sorcier du village. Le fait qu'un blanc puisse être leur sorcier et chef n'a pas été accepté par tous, et cela posait des problèmes de présence sur place insurmontables. Après trois ans de formation, Joseph a passé la main à un habitant camerounais. La coopération se poursuit ainsi dans de meilleures conditions.

Questions autour du développement

Sophie raconte comment les bonnes intentions occidentales peuvent poser des problèmes dans un village africain. Ainsi, Joseph a suggéré de creuser un puits pour éviter aux femmes d'aller chercher de l'eau assez loin. Le puits construit, les femmes ont protesté : la marche pour aller cher-

cher l'eau était pour elles un moment privilégié, où elles pouvaient échanger librement, loin des oreilles des hommes. Elles ne peuvent plus parler ainsi autour du puits situé en plein village ! Autre problème : la gestion des déchets. Des Occidentaux ont offert des produits en plastique que les gens jettent après usage dans la rue, car ils ne savent pas que, contrairement aux épluchures, le plastique n'est pas biodégradable. Les villes camerounaises débordent maintenant de déchets en tous genres.

Toute une réflexion a été engagée sur l'électricité. Il est bien sûr possible d'installer des capteurs solaires photovoltaïques, mais à quoi destine-t-on cette électricité ? Faut-il installer des frigos individuels ou favoriser une chambre froide collective ? Les Camerounais veulent avoir la télévision, mais comment les convaincre d'en avoir une seule en un lieu collectif ? Faut-il assurer une installation d'eau courante ? Cela ne va-t-il pas être encore plus néfaste culturellement que le puits ? Faut-il que le village dispose d'un véhicule motorisé pour joindre plus facilement la ville ?

Les échanges dans le village camerounais amènent plus de questions que de réponses. Notamment, comment leur

faire comprendre que notre civilisation n'est pas toute rose et que l'attrait pour la ville n'est pas forcément positif ? Difficile pour un Camerounais de s'entendre dire qu'en France, les gens fuient la ville pour retourner à la campagne.

Actuellement, les villageois trouvent l'essentiel de leur nourriture par la cueillette dans la forêt et complètent par un peu de maraîchage ; cela ne représente que quelques heures de travail par semaine. Ils ne comprennent pas pourquoi les Blancs, qui ont tant de machines, sont obligés eux de travailler autant ! (Nous non plus, d'ailleurs !).

Des questions et quelques réponses

Aujourd'hui, la villa Eveil accueille d'abord des gens de passage à la recherche d'un lieu agréable de résidence ou de repas végétariens de qualité. Mais, derrière cette activité grand public, en discutant avec Sophie et Joseph Puljer, vous pourrez vous ouvrir à de multiples questionnements !

MB ■

Villa Eveil, Sophie et Joseph Puljer, 458, chemin Aimé-Genoud, 83500 La Seyne-sur-Mer, tél : 04 94 94 45 41.

Paix

Médiation dans les cités

L'association *Médiation Cité* a pour but de mettre à disposition des interprètes et médiateurs linguistiques et culturels ; d'engager des parrainages entre individus ou familles pour permettre une connaissance et un respect mutuel des différences ; de développer les formations adaptées aux illettrés et analphabètes pour les aider dans leurs démarches

quotidiennes ; d'aider les personnes défavorisées à accéder à leurs droits élémentaires : alimentation, formation, emploi, loisirs, logement ; d'assurer un accompagnement sanitaire et social des personnes dépendantes et/ou retraitées.

■ Médiation Cité, 18, rue droite, 06300 Nice, tél : 04 93 62 99 54.

Et également

Alpes Maritimes

■ Solution médiation, Valrose A, 27, avenue Caravadossi, 06000 Nice. *Promotion et pratique de la médiation.*

■ Comité pour la constitution du parlement mondial pour la sécurité et la paix, Hervé Giordan, 56, rue des Potiers, 06000 Nice.

■ IPIM, Institut pour la paix individuelle et mondiale, 887, chemin du Plan-Bouisson, 06140 Tourrettes-sur-Loup. *Rechercher la paix universelle par la pédagogie et l'entraide.*

■ Cercle philosophique et culturel paix et solidarité, 6, avenue Courbet, 06160 Juan-les-Pins.

■ Femmes pour la paix, 11, avenue Mont-Rabeau, 06200 Nice.

Var

■ Méditerranées médiation, 325, avenue Sadi-Carnot, 83130 La Garde, tél : 04 94 21 96 77.

■ Résistance internationale des femmes à la guerre, 532, chemin de la Chapelle Notre-Dame, 83200 Toulon.

■ Collectif des citoyens pour la paix en ex-Yugoslavie, SMAD, place Roger-Fréani, 83300 Draguignan, tél : 04 94 68 14 20.

■ Figures de paix, Jacqueline Franjou, Les Agyuiers, 83350 Ramatuelle. *Actions culturelles en faveur de la promotion des artistes qui militent pour la paix.*

Mouvement de la paix

Mouvement pacifiste très ancien, né dans la mouvance communiste et qui, aujourd'hui encore, ne voit pas le lien entre les pays qui construisent des centrales nucléaires et qui, quelques années plus tard, grâce à la matière fissile produite, se dotent de l'arme nucléaire.

■ Mouvement de la paix, maison des associations, salle 201, 9, rue Louis-Braille, 06400 Cannes, tél : 06 64 89 27 26.

■ Appel des Cent pour la paix, Louis Gardon, 39, boulevard de Cimiez, 06000 Nice, tél : 04 93 53 25 20.

■ Appel des Cent pour la paix, c/o René Borriglione, 6, rue Battisti, 06300 Nice, tél : 04 93 89 97 94.

■ Appel des Cent pour la paix, c/o Louis Pellegrin, 41, allée Jeanne-d'Arc, 06700 Saint-Laurent-du-Var, tél : 04 93 14 96 94.

■ Mouvement de la paix, Nicole Zylbert, 2208, chemin de Cuges, 83740 La Cadière, tél : 04 94 90 05 21.



■ Le Livre de la paix, résidence Etoilée, chemin de Beauvallon, 83400 Hyères.

■ Culture, amitié et paix, William Mourey, quartier du Villard, 83780 Flayosc. *Développer des relations au niveau national aussi bien qu'international avec des hommes et des femmes animés par le même désir d'amitié, de paix et de tolérance.*

Radioactivité dans la rade de Toulon

Cela peut paraître incroyable, mais l'armée dispose d'une dérogation permanente concernant le non-respect des lois sur les émissions de radioactivité. Dans la rade de Toulon, les arsenaux militaires procèdent à l'entretien notamment du porte-avion Charles-de-Gaulle et sans doute également de sous-marins à propulsion nucléaire ou transportant des engins nucléaires. Des mesures effectuées par des laboratoires indépendants dans la rade de Toulon ont montré une pollution radioactive et un collectif s'est mis en place pour demander le respect des lois, en particulier celle qui, au niveau européen, interdit tout rejet radioactif en mer.

■ Collectif contre les rejets radioactifs, 17, chemin des Aubépines, 83430 Saint-Mandrier-sur-Mer.



Choisir de s'ouvrir à la vie

L'association Choisir, née en 2001, a organisé de nombreuses réunions sur des questions touchant la santé et l'environnement. Elle se lance dans la pratique aujourd'hui.

Choisir propose actuellement une expérience de réhabilitation du sol, menée avec l'aide des services techniques de la commune de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) et la participation des enseignants et de leurs élèves. Elle consiste en l'utilisation de techniques récentes de préparation des sols, dont celle couramment mise en œuvre au Canada depuis 25 ans : le bois raméal fragmenté.

« Depuis un an, nous dit son président Bernard Hodebert, nous développons un projet qui est la création dans une école mouansoise d'un jardin éducatif biologique avec la mise en œuvre d'un compostage réalisé par les élèves. Les déchets verts proviennent des épluchures de la cantine scolaire et des déchets végétaux apportés de chez eux par les enfants. C'est une création intégrale (le terrain étant totalement inculte au départ) et originale, puisque l'idée de faire composter les élèves du primaire de l'enseignement public n'a pas encore été réalisée à notre connaissance dans la région. L'idée bien sûr, en dehors de la sensibilisation des jeunes au jardinage et au respect de la vie naturelle, c'est de leur apprendre à recycler les déchets verts, en évitant l'incinération et le brûlage. Et par leur intermédiaire de faire se questionner leurs parents. Précisons qu'aucun produit chimique ne sera utilisé dans ce jardin. La réalisation est en cours, avec une très bonne implication des enseignants et une forte motivation des élèves. Nous souhaitons, après la mise en route et le fonctionnement normal de ce projet, le proposer à d'autres écoles de la commune et des environs ».

Quelques suggestions mises en œuvre : si l'on veut un terreau de qualité on évitera de mettre trop d'agrumes (citron, oran-

ge...), du papier, car il y a des encres toxiques, des résidus protéinés : viandes, laitages, fromages qui attirent les mouches et dont l'ammoniaque produit fait fuir les vers. Mais on peut y ajouter du marc de café ou de thé, apprécié par les vers.

Le terreau utilisé pour le jardin est recueilli par tamisage de la partie inférieure du compost arrivé à maturité. La partie supérieure sera remise en compostage, avec d'autres apports de végétaux, pour terminer et poursuivre la décomposition. Ce terreau sera alors utilisé pour enrichir la terre des bacs pour les prochaines plantations.

La pluie est bénéfique pour le compost, mais il ne faut pas trop d'humidité, donc il faut doser son apport, et couvrir le composteur s'il pleut beaucoup. Il est préférable de l'installer dans un endroit un peu ombragé pour éviter un ensoleillement trop violent, dans le Midi en particulier, qui dessèche le compost et ralentit son fonctionnement.

Au départ, un apport de terre a été indispensable dans les cadres en bois disposés sur le terrain jouxtant l'école. Il est enrichi avec de la tourbe, du terreau extérieur, en attendant celui du compost pas encore prêt, et un peu de fumier, avant de faire des plantations.

Ce sont les élèves et leurs enseignants qui effectueront les semis et les plantations et viendront entretenir le jardin ; il y aura des salades, des légumes, des fleurs, des plantes aromatiques, des plantes grasses, des fruits.

Le jardin sera entretenu pendant l'été avec les enfants des Centres de loisirs et des bénévoles de l'association. Les élèves le retrouveront à la rentrée afin de continuer le rythme des observations et des récoltes.

Comme tous les ans, Choisir a son stand à la Fête de la forêt de Mouans-Sartoux et organise un jeu éducatif pour les enfants, basé sur le tri sélectif. Chaque enfant gagne un lot qui lui permet de rapporter un petit plant en pot (fleurs, herbes aromatiques, tomates, etc. préparés par l'association). Les adhérents présentent aussi des travaux réalisés par des élèves de l'école de l'Orée du bois, dont les classes ont participé au démarrage du « Jardin éducatif », avec compostage.

Un diaporama explique la démarche, et propose les comptes rendus des dernières conférences sur le nucléaire, les OGM, les vaccins, la maison autonome et bien sûr le compostage. C'est ainsi que le public a eu l'occasion d'écouter et débat-



tre avec des dissidents scientifiques comme Gilles-Eric Seralini, Jean-Pierre Berlan, des anti-nucléaires comme Michèle Rivasi et Jean-Pierre Morichaud et des écolos de terrain comme Patrick Baronnet.

À la vue du résultat obtenu avec ce projet peu onéreux de jardin éducatif avec compostage, Choisir envisage de le proposer à d'autres écoles du département. Cela demande simplement une bonne communication et un bon partenariat entre la commune et les directions d'école, et l'association Choisir se charge de faire le lien. En septembre 2005 l'expérience a démarré à l'école de l'Orée-du-Bois à Mouans-Sartoux, avec la participation de sept classes. Elle a enthousiasmé des enseignants du secteur et en septembre 2006, le projet a été reconduit avec neuf classes à l'Orée-du-Bois, la création d'un projet identique dans les deux autres écoles primaires de Mouans-Sartoux, le démarrage d'un autre projet à Pégomas, à l'école Jean-Rostand, et trois autres écoles postulent à Auribeau, Grasse et Mougins.

Georges Brémond ■

Célestin Freinet

Célestin Freinet, né à Gars (Alpes-Maritimes) fait ses études à Grasse puis à Nice. Devenu instituteur après la guerre, il visite des écoles libertaires en Allemagne et en revient avec l'idée qu'elles favorisent trop l'individualisme. En 1935, il crée son école à Vence où il va expérimenter une pédagogie originale pendant de nombreuses années. L'école existe toujours aujourd'hui. Il meurt en 1966. Il a cherché à définir une pédagogie de l'échange pour éviter que ne s'enveniment les conflits. Il met en avant une école laïque dont le fonctionnement doit se rapprocher de celui des coopératives. En 1948, il a lancé le mouvement *Institut coopératif de l'école moderne*. Ce mouvement est aujourd'hui bien présent dans les écoles publiques, mais aussi dans certaines écoles privées. La pédagogie Freinet est centrée sur l'enfant et sur ses motivations, elle propose le "tâtonnement expérimental" dans le respect des rythmes de chacun. Tout est fait

pour favoriser la coopération comme mode de relation. Outre les revues, l'enfant est incité à participer à des activités comme le théâtre, le dessin et depuis quelques années l'ordinateur, internet... Il existe des délégués départementaux du mouvement Freinet qui peuvent indiquer les classes où cette pédagogie est mise en œuvre.

- Ecole Freinet, 1133, chemin Célestin-Freinet, 06140 Vence, tél : 04 93 58 11 89.
- ICEM, Patrick Kaloust Aslanian, 8, rue des Poilus, 83470 Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, tél : 06 77 54 79 33.
- ICEM, Jean-Charles Huver, 541, avenue Evelyne-Bertrand, La Sansougnia, 06370 Mouans-Sartoux, tél : 04 92 28 00 40.

La Déferlante

La Déferlante est une association classée comme lieu de vie pour des jeunes en difficulté. Elle peut accueillir douze personnes maximum. Après six semaines à terre, les jeunes embarquent sur la goélette "Fetia Ura", un bateau de 33 m de long et ils vont naviguer en haute mer jusque dans l'Atlantique Nord et les côtes de l'Afrique. Le voyage dure trois mois avec une sensibilisation aux métiers de la mer et l'association aide ensuite les jeunes au départ vers un parcours personnel.

- La Déferlante, Villa Entremonts, route des Camps, 83200 Le Revest-les-Eaux, tél : 04 94 90 96 52.

Ferme des enfants

La ferme des enfants est une ferme pédagogique créée en 1995 et gérée par l'Anfan, Association nature et formation dans les Alpes niçoises. Elle accueille des écoles pendant le temps scolaire en classes vertes et des enfants des communes voisines en centre de loisirs hors temps scolaire.

- Ferme des enfants, 06450 Roquebillière, tél : 04 93 03 45 40.

Les Pouces verts



L'école Les Pouces verts a été créée en 1976. Elle est affiliée à l'association Montessori de France. Elle accueille actuellement une centaine d'enfants de 2 à 15 ans répartie en cinq cycles : 2-3 ans, 3-6 ans, 6-9 ans, 9-12 ans, 12-15 ans. L'équipe éducative est composée de 12 éducateurs et de plusieurs intervenants responsables des arts plas-

tiques, du théâtre, de l'atelier bois, de l'art culinaire, de la musique (instruments) de la danse... L'école est bilingue français-anglais. Les repas sont biologiques et végétariens. Ce choix correspond à un projet pédagogique qui permet de sensibiliser les enfants et les parents à une autre alimentation, qui est aussi présentée et expliquée aux jeunes par l'intervenante en art culinaire. Tous les enfants et les éducateurs déjeunent ensemble. Tous les repas sont préparés sur place. L'équipe comprend une responsable de l'administration et deux responsables du service technique.

- Les Pouces verts, 131, allée de Domaine, Pinchinade, 06370 Mouans-Sartoux, tél : 04 93 12 15 52.

Crèches parentales

Les crèches parentales, bien qu'étant financées la plupart du temps par les communes, sont gérées directement par les parents. Ceci implique de leur part un fort investissement avec souvent une permanence sur place dans la semaine. De ce fait, les crèches parentales s'adressaient à des personnes ayant du temps libre en semaine. L'arrivée de la semaine de 35 heures permet d'élargir l'éventail des professions représentées. Une crèche pour les enfants est une école d'autogestion et de coopération pour les parents.

Alpes-Maritimes

- La Chrysalide, villa Gentil, rue Prince-Albert-Camus, 06110 Le Cannet.
- La Farandole, maison du Pré, route du Stade, 06140 Tourrettes-sur-Loup.
- Colargol, M. et Mme Galéa, Les Hameaux du Soleil, Les Genêts 3, 753, route de la Colle, 06270 Villeneuve-Loubet.
- La Coccinelle, N. Fèvre, villa Romaine n°9, 319, route de Beausoleil, 06320 La Turbie.
- Il était une fois les pitchounets, école communale mixte, 06470 Beuil-les-Launes.
- Les Canailous, 244 route de Vence, 06510 Gattières, tél : 04 93 08 68 72.
- La maison des bambins, Laurence Forestier, 19, rue Clappera, 06540 Breil-sur-Roya.
- Les Canailous, l'Armandia, 21, traverse Barri, 06560 Valbonne, tél : 04 93 95 83 73.

Var

- Les Canailous, villa Acropol, 97, avenue Claire-Hermitte, 83110 Sanary-sur-Mer, tél : 04 94 88 35 31.
- Crèche halte garderie parentale, Notre-Dame Bon-Secours chemin Marins-Français 83136 Garéoult, tél : 04 94 04 03 76.
- Gros Câlin, 456, r. Cros-de-Boyer 83140 Six-Fours-les-Plages, tél : 04 94 07 71 51.
- Les Chérubins, 151 r Grand 83140 Six-Fours-les-Plages, tél : 04 94 07 61 36.
- Touchatouts, 13, rue Carriamette 83170 Brignoles, tél : 04 94 69 06 68
- Crèche parentale Saint-Jacques, villa la Folie, vieux chemin Ripelle, 83200 Toulon, tél : 04 94 23 62 27.
- L'île aux enfants, quartier Meissonniers 83260 La Crau, tél : 04 94 66 04 60.

- Les Joseph, 2642 chem Saint-Lazare 83400 Hyères, tél : 04 94 66 42 23.
- Crèche parentale, villa Les Cigognes, bd Tahiti 83420 La Croix-Valmer, tél : 04 94 79 79 17
- Les Risoulet, Pin Rolland, av Mer, 83430 Saint-Mandrier-sur-Mer, tél : 04 94 06 17 78.
- La Farandole, 1, av Général-Carmille 83500 La Seyne-sur-Mer, tél : 04 94 30 72 99.
- L'île aux enfants, 1443, av. Pierre-Auguste-Renoir 83500 La Seyne-sur-Mer, tél : 04 94 94 36 21.
- La Maison Arc en ciel, rte Nationale 98, 83520 Roquebrune-sur-Argens, tél : 04 94 96 87 65.
- La Galipette, 8, espace Bicentenaire, 83570 Cotignac, tél : 04 94 04 71 18.
- Crèche et halte garderie parentale, 6, r l'Aire 83580 Gassin, tél : 04 94 56 57 22.
- Les Coccinelles, 43, av Arènes 83700 Saint-Raphaël, tél : 04 94 53 69 65.



Et également

Alpes-Maritimes

- Jardin d'enfants Waldorf de Nice/Monaco, 291, chemin Saint-Roch, 06320 La Turbie, tél : 04 92 10 89 48. *Pédagogie Steiner-Waldorf, jusqu'à 7 ans.*
- Jardin d'enfants de Valbonne, 701, chemin de la Colle-du-Devinson, 06560 Valbonne, tél : 04 92 98 19 08. *Pédagogie Steiner-Waldorf, jusqu'à 7 ans.*
- Ecole La Fontaine, 11, avenue des Alpes, 06800 Cagnes-sur-Mer, tél : 04 93 20 69 76. *Ecole Montessori pour les enfants de 2 ans et demi à 11 ans.*

Var

- Ferme pédagogique, La Bastide Saint-Pierre, 83840 Bargeme, tél : 04 94 84 21 55. Carina et Berté Marcelin-Galerel. *Séjour pour enfants avec optique pédagogie Montessori, choix possible de nourriture par les parents, séjours de qualité.*



Ecco mondo, voici le monde

Ecco mondo est la première boutique de commerce équitable qui s'est ouverte dans le département du Var. Elle a été rejointe par de nombreuses initiatives qui collaborent aujourd'hui au sein du Covaceq.

Nathalie Banchet et Laure Grelet se sont associées pour ouvrir en mars 2005 la première boutique de commerce équitable du département du Var. Elles l'ont fait sous forme d'une SARL avec l'objectif de créer leurs emplois. Elles ont trouvé une boutique relativement bien située dans le centre piétonnier de Toulon, grâce au soutien de la propriétaire qui leur a consenti un loyer modeste. Cette ouverture s'est faite à un moment où la mouvance associative de Toulon reprenait son souffle, après sept ans de gestion municipale par le Front national. Le nom du magasin, *Ecco mondo*, signifie "voici le monde" en italien.

Dans le débat qui alimente aujourd'hui le milieu du commerce équitable, elles ont rejoint rapidement la fédération *Minga* (1) qui regroupe tout un ensemble de boutiques comme celle-ci et qui revendique que le commerce soit pensé équi-

table d'un bout à l'autre de la filière ; cela exclut, de fait, la distribution dans des grandes surfaces où le personnel est exploité, mais aussi le milieu caritatif avec des boutiques tenues par des bénévoles : la fédération *Minga* estime qu'il s'agit là d'une démarche déloyale vis-à-vis des emplois.

Ayant travaillé dans l'agencement de magasin, Nathalie Banchet a pu aménager le local de fort belle façon, avec un choix d'objets utiles ou de consommation, de préférence au simple artisanat. *Ecco Mondo* diffuse ainsi des produits provenant de filières de commerce équitable comme Azimuts ou Idéo pour les vêtements (2), des produits d'Andines pour ce qui vient de l'Amérique latine (3), Karawan pour des produits cosmétiques de Syrie (4). Le magasin diffuse aussi des produits plus militants comme l'huile de Palestine, ou des produits du commerce

équitable nord-nord comme la bière Beuk (5). On trouve des produits *Alter Eco* qui, bien que présents aussi dans les grands magasins, offrent une garantie sérieuse sur leur origine.

Avec le développement rapide de la filière du commerce équitable, c'est là le problème majeur aujourd'hui : comment s'assurer que les importateurs vérifient l'origine de leurs produits, les conditions de travail, l'environnement social, les



Marie Clem's

Nathalie Blanchet, d'Ecco Mondo.



Marie Clem's

Le stand Mobil-Equitable à la fête bio de Correns.

rémunérations ? De fait, on trouve le logo *Max Havelaar* sur certains produits arrivant par la plateforme *Solidar'monde*, commune à de nombreux groupes, mais les animatrices constatent que, dans le milieu sensibilisé au commerce équitable, ce logo commence à être une raison de rejet des produits, *Max Havelaar* étant associé au détournement du sens du commerce équitable par les grands magasins.

L'équilibre financier est encore fragile : il faut du temps pour se faire connaître et le magasin seul ne peut suffire. C'est

(1) *Minga*, 1, quai du Square, 93200 Saint-Denis, tél : 01 48 09 92 53.

(2) *Azimuts*, 54, rue Gambetta, 47400 Tonneins, tél : 05 53 64 30 39. *Idéo*, 21-23, rue des Grands-Champs, 75020 Paris, tél : 01 42 02 51 38.

(3) *Andines SCOP*, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 Lille-Saint-Denis, tél : 01 48 20 48 60.

(4) *Karawan*, 28, montée des Carmélites, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 09 54.

(5) *Beuk* est distribué par *Kan ar Bed*, 48, route de Paris, 29600 Morlaix, tél : 02 98 88 07 86.



Marie Clémis

pourquoi *Ecco Mondo* s'est investi dans la mise en place d'un collectif départemental avec qui sont organisées d'autres formes de promotion du commerce équitable.

Le collectif varois du commerce équitable

Le collectif varois de commerce équitable, *Covaceq*, a vu le jour dès l'ouverture du deuxième magasin dans le département. Il regroupe aujourd'hui un autre magasin de Toulon, *Ange-Nature*, qui mise plus sur l'art de la table, deux à Hyères, un à La Garde et le dernier à Six-Fours. En outre, le *Covaceq* comprend une boutique itinérante, *Mobil-équitable*, qui

intervient sur des marchés, dans des fêtes, des restaurants de comités d'entreprise... Le *Covaceq* fonctionne avec quatre pôles. Outre le lien entre les boutiques fixes ou itinérantes, il dispose d'un pôle "Scolaire" qui intervient pour la sensibilisation des enfants, non seulement par des dégustations de produits mais aussi par des interventions, notamment pendant les cours d'économie ; d'un pôle "Agenda 21"

(6) La mairie de Toulon, le conseil général ont adopté le café équitable. Des repas équitables ont été organisés à l'école d'hôtellerie de Toulon...

(7) Ritimo, Réseau d'information et de documentation tiers-monde, 8, rue Barbaroux, 13000 Marseille, tél : 04 91 47 69 17.

(8) AMAP, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, voir page 4.

chargé des relations avec les municipalités (6) ; d'un pôle "Communication" qui gère un certain nombre d'événements dans l'année, dont la quinzaine du commerce équitable à l'automne. Ce pôle propose des défilés de mode, des conférences, des animations... Il n'y a pas de centre de documentation sur le département et des discussions sont en cours pour mettre en place un collectif régional, en lien avec les groupes déjà fédérés autour de Marseille, le centre *Ritimo* notamment (7).

Questions en cours

Avec le temps, les questions concernant le commerce équitable se multiplient. Et, au sein du collectif, tout le monde n'apporte pas les mêmes réponses. Certains pensent que si *Max Havelaar* n'avait pas fait sa communication dans les grands magasins, les petites structures n'existeraient pas ; d'autres pensent au contraire que cette marque a perverti l'idée du commerce équitable et posent clairement la question des rapports nord-nord. Beaucoup de petits producteurs locaux ont du mal à vivre. Certains s'en sortent grâce à l'initiative des AMAP (8), mais les boutiques de commerce équitable pourraient être un débouché pour eux aussi. Si ceux qui adhèrent au réseau *Minga* envisagent de développer ce pôle, ce n'est pas le cas de tous. Autre question : *Artisans du monde* a annoncé son intention d'ouvrir un magasin à Toulon, avec des bénévoles, ce qui risque de faire une concurrence déloyale aux deux boutiques déjà présentes ; comment peut-on y faire face ?

Ecco Mondo est toujours en phase d'expérimentation et, devant les difficultés à avoir une bonne traçabilité des produits par les grossistes, l'équipe envisage, pour certains produits, de créer sa propre filière équitable. Un projet est à l'étude avec une coopérative de femmes au Maroc pour la distribution d'huile d'argan.

Voici le monde... dans toute sa complexité : réinventer le commerce reste un vaste champ d'exploration.

MB ■

■ Ecco Mondo, 27, rue des Boucheries, 83000 Toulon, tél : 04 94 21 62 68.

■ Covaceq, 98, avenue Victorine, 83000 Toulon, tél : 04 94 42 24 35.

■ Mobil équitable, Michel Delmas, tél : 04 94 75 07 37.

■ L'Éveil d'un monde, 101 bis, rue de la République, 83140 Six Fours, tél : 04 94 88 26 53

■ Harmonie entre les peuples du monde, 5, rue Rompi Cuou, 83230 Borne, tél : 04 94 00 40 10.



Autres points de vente du commerce équitable

Var

- Ange nature, 41, rue Jean-Jaurès, 83000 Toulon, tél : 04 94 71 75 04.
- Côté Nature, 165, avenue de la Ire DFL, 83220 Le Pradet, tél : 04 94 08 47 34.
- Au brin d'olivier, résidence du Port, 83240 Cavalaire, tél : 04 94 64 45 76.
- Allianc'Ethyk, Centre Europe, avenue A.-Thomas, 83400 Hyères.
- Naturama, 12, avenue de Gaulle, 83400 Hyères, tél : 04 94 23 79 81.
- Le Lutin, 7, rue du Vieux-Puits, 83130 La Garde, tél : 04 94 54 12 97.
- Epicerie naturelle, Le Mermoz, traverse du Marbrier, 83990 Saint-Tropez, tél : 04 98 05 00 65.
- Nymphéa, 8, boulevard Clemenceau, 83510 Lorgues, tél : 04 94 85 00 74.
- La Passerelle, 38, rue Saint-Jacques, 83680 La Garde-Freinet, tél : 04 94 43 17 42.
- Rencontres avec le tiers-monde, 11, avenue du 4-Septembre, 83300 Draguignan, tél : 04 94 67 31 03.
- Toulon webcafé, 33, rue des Boucheries, 83000 Toulon, tél : 04 94 22 95 16. *Voisin d'Ecco Mondo.*
- La Vie claire, 79, avenue d'Estienne-d'Orves, 83500 La Seyne-sur-mer, tél : 04 94 98 87 00.
- Les sept Biocoop du département commercialisent des produits du commerce équitable.

Alpes-Maritimes

- Mondo Natura, 53, rue Clément-Roassal, 06000 Nice, tél : 04 93 87 58 62.
- Artisans du Monde, 13, rue Amiral-de-Grasse, 06000 Nice, tél : 04 93 16 86 50.
- La Mouansartoise du commerce équitable, 7, rue du Docteur-Geoffroy, 06370 Mouans-Sartoux, tél : 04 93 75 14 05. *Héberge aussi la Confédération paysanne du département.*

Amnesty international

Depuis plus de trente ans, Amnesty international intervient en faveur du respect des droits de l'homme et défend les personnes arrêtées qui n'ont pas fait d'actes de violence et pour qui il y a violation du droit international. L'association milite également contre la peine de mort dans tous les cas. Chaque groupe local est amené à suivre un ou plusieurs dossiers particuliers (jamais dans son propre pays), chaque adhérent individuel pouvant également participer à des campagnes de lettres urgentes sur tel ou tel cas. Amnesty international, c'est aussi des rapports par pays de la situation des droits de l'homme.

- AI Nice 3, Philippe Petiot, 1, av enue Comba, 06000 Nice, tél : 04 93 44 78 33.
- AI Nice jeune, Chamsia Pugliese-Hirth, 55, avenue de Savoie, 06000 Nice.
- AI Cagnes, Emmanuèle Michelot, 541, avenue Meyère-le-Rodin, 06140 Vence, tél : 04 93 59 94 48.
- AI Nice 2, Colette Febvre, Villa La Lauve, 300, avenue du Fort, 06230 Villefranche-sur-Mer, tél : 04 93 76 78 11.
- AI Valbonne, Evelyne Tarnaud, Les Restanques-de-Vaugrenier, 12/14 avenue de Vaugrenier, 06270 Villeneuve-Loubet, tél : 04 93 74 58 85.
- AI Nice 1, Gigliola Caneschi, 15, avenue Urbain-Bosio AI, 06300 Nice, tél : 04 93 04 56 61.
- AI Cannes, Gabrielle Peillon, parc des Camélias, bât. B, 132, boulevard de la République, 06400 Cannes, tél : 04 93 68 47 80.
- AI Sofia Antipolis, IUP, 3735, route des Dolines, 06560 Valbonne.
- AI Grasse, Martine Monti, Les Vergers C, rue du Gendarme-Desclair, 06800 Cagnes-sur-Mer, tél : 04 92 02 77 14.
- AI, Les Roucassèdes, 83170 Camps-la-Source, tél : 04 94 80 84 91.
- AI, lotissement Les Longues, 13, impasse François-Fablé, 83260 La Crau, tél : 04 94 00 97 76.

Et également

Alpes-Maritimes

- Mousson d'espoir, M. Laugie, 24, avenue du Domaine-du-Piol, 06000 Nice. *Aide humanitaire et sanitaire aux enfants du Vietnam.*
- SOS Arménie, 281, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice, tél : 04 93 51 08 18.
- Enfants du Vietnam, Stéva, 542, avenue de Gaulle, 06110 Le Canet.
- Amis du Mékong, M. Bollon, domaine Camperousse, 7, allée de la Sarlette, Le Plan, 06130 Grasse. *Aide aux enfants du sud-est asiatique.*
- ASEP, Aide à la scolarisation des enfants béninois, Anthony Botella, 50, boulevard Napoléon-III, 06200 Nice.
- Les Cigognes de Mada, 393, promenade des Anglais, 06200 Nice tél : 04 93 18 96 84. *Collecte de fonds pour aider au fonctionnement d'une maternité malgache.*
- Enfance pour la vie, C/O maison de la Russie, 69, chemin du Cal-de-Spanol, 06200 Nice. *Aide aux soins et à l'hospitalisation sur la Côte d'Azur d'enfants russes malades.*
- Les parrains de Bogdanesti, Richard Lutz, 142, avenue de la Californie, 06200 Nice. *Soutien financier à un orphelinat de Bogdanesti, en Roumanie.*
- Temhai, Marie-José Avousten, 18, rue Gounod, 06000 Nice. *Solidarité avec les Touareg.*
- Aide Jeunes Egypte, Benjamin Peyrot-des-Gachons, 40 bis, avenue Louis-Laurens, 06190 Roquebrune-Cap-Martin. *Parrainage d'enfants égyptiens.*
- Rikhia, école de yoga Satyam, 3253, Ptom, 1^e DFL, 06190 Roquebrune-Cap-Martin. *Aide au développement durable et éducation des plus défavorisés en Inde.*
- Pharmaciens sans frontières, 11, boulevard Moneghetti, 06240 Beausoleil, tél : 04 93 41 89 66.
- Argile, Association récupération, générosité, initiative, libéralité, entraide, quartier Le Figour, 06340 La Trinité. *Aide au tiers et au quart-monde, en nature, en espèces ou en technique.*
- Mas, Méditerranée-Afrique solidarité, centre culturel des Cèdres, 77, allée des Cèdres, 06370 Mouans-Sartoux.
- Réfugiés du monde, 11, avenue Saint-Louis, 06400 Cannes.
- Rencontres africaines, 7, boulevard Carnot, 06400 Cannes.
- Fraternité Vésubie-Roumanie, mairie, place Audiffret, 06450 La Bollène-Vésubie.
- Mothers of peace, D. Quevaulliers, 20, collet de Gasq, 06460 Saint-Vallier-de-Thiery. *Soutien aux orphelins du sida au Zimbabwe.*
- Free Tibetan Childhood, Stéphanie Barth, Le Girosol, 85 b, route de Sospel, 06500 Menton, tél : 04 93 35 81 73. *Aide aux enfants réfugiés tibétains.*
- Enfants du monde, 67, avenue de Sospel, 06500 Menton.
- Synergie Afrique, MJC, Espace culture et citoyeneté, 1, rue Soutrane, Garbejaire, 06560 Valbonne. *Aide à l'éclosion de jeunes talents au Sénégal.*
- Enfance France-Brésil, Marie-Neige Fabre, 10, chemin des Combes, 06610 La Gaude.
- Solidarité Cap Vert, ZI, secteur B, lot 1, 06700 Saint-Laurent-du-Var.

Var

- La Chouette bleue, Chuzazul, Licorne-Formations, 2, rue de Pomet, 83000 Toulon. *Soutien aux enfants des bidonvilles à Lima, au Pérou.*
- AJCF, Action des jeunes contre la faim, Lycée Bonaparte, avenue Winston-Churchill, BP 517, 83041 Toulon cedex 9. *Soutien à des projets pour venir en aide aux enfants du Soudan.*
- Acat, Association des chrétiens pour l'abolition de la torture, 56, boulevard de l'Enseigne-de-Vaisseau-Guès, 83100 Toulon, tél : 04 94 27 23 21.
- Association pour la reconstruction du Honduras et de l'Amérique centrale, Raul Santos, résidence Les Lauriers, n°39, 435, avenue Robespierre, 83130 La Garde.

France-Palestine solidarité

L'association *France-Palestine solidarité* est née au niveau national en mai 2002 après la participation de trois personnes à une mission en Palestine. Elle a pour but de développer des liens d'amitié entre le peuple français et le peuple palestinien, faire connaître l'histoire de la Palestine, sa culture, ses épreuves et ses luttes, œuvrer pour une paix réelle fondée sur le respect des droits nationaux et internationaux. Elle diffuse des produits provenant de Palestine : huile d'olives, artisanats...

- France-Palestine solidarité, 13, rue Amiral-de-Grasse, 06000 Nice.

- Entraide France-Kenya, maison de quartier du Pont-du-Las, 56, rue Félix-Mayol, 83200 Toulon.
- Les enfants du Brésil, Marie-Dominique Piu, 688, chemin des Quatre-Vents, 83200 Toulon. *Aide aux enfants des quartiers défavorisés du Brésil.*
- Un regard pour le Pérou, 4975, chemin de Sauvebonne, 83210 Solies-Pont. *Aide matérielle et financière aux peuples défavorisés du Pérou.*
- Ritimo, 11, avenue du 4-Septembre, 83300 Draguignan, tél : 04 94 68 58 36.
- Jeunesse, énergies nouvelles et développement pour l'Afrique, Cyril Moreau, chemin de Radasse, 83310 Cogolin. *Aide au financement de projets de développement en Afrique dans le domaine des énergies renouvelables en soutien à des zones rurales non connectées aux réseaux traditionnels.*
- La Maaya, Les Mérinides, chemin Val-de-Perrier, 83310 Cogolin. *Aide à des projets malien dans les secteurs de la médecine sanitaire, le social et l'éducation.*
- Aide et action, 12, avenue Leclerc, 83320 Carqueiranne, tél : 04 94 58 83 19.
- Actes, Arts, culture, tourisme, éducation, solidarités, 16, rue Jean-Jaurès, 83320 Carqueiranne.
- Aide au Tibet, Marie-Hélène Navarro, 12, vallon des Sources, 83350 Ramatuelle.
- Ensemble pour les Indiens du Guatemala, L'Orée du bois, bât. A, 374, chemin de la Grotte-aux-Fées, 83400 Hières.
- Les bébés de Bamako, 3097, route de Loubes, 83400 Hyères. *Soutien à des pouponnières d'Etat au Mali.*
- Association pour les campements nomades de Karwassa, M. et Mme Guinand, San Peire, 1106, chemin de Belinarde, 83510 Lorgues. *Appui au développement économique et culturel des communautés nomades du nord du Mali.*
- Enfance et espoir, Chantal Wegscheider, lot. Sainte-Brigitte, 72, avenue Deis-Brusc, 83600 Fréjus. *Aide scolaire à des enfants en difficulté en République centrafricaine.*
- Madagascar Terre rouge, Fortuné Olivia, 912, rue Edmond-Poupé, 83600 Fréjus. *Echanges inter-culturels avec Madagascar dans une perspective de développement durable.*
- Images d'ailleurs, Séverine Lesage, 290, chemin des Faises-Orientales, 83720 Trans-en-Provence. *Soutien aux organisations de solidarité internationale pour la réalisation de documentaires vidéos et photos, organisation de manifestations et d'expositions.*

Spiruline

La spiruline est une algue extrêmement riche en protéines et en fer qui peut constituer un intéressant complément alimentaire pour les personnes qui ne disposent pas d'une alimentation suffisamment riche. C'est une alternative à la viande. Pour la première fois en France, une formation professionnelle pour adultes a été mise en place au CFPPA de Hyères.

- CFPPA, 32, chemin Saint-Lazare, 83400 Hyères, tél : 04 94 00 55 55.

VU de l'intérieur...



Raymond Vignat

Rencontre de Silence à Lyon le 6.6.2006.

Assemblée générale le 2 juin

Notez dès à présent que l'assemblée générale de l'association Silence qui gère la revue aura lieu le samedi 2 juin. On y fêtera nos 25 ans.

Changement de salarié

Vincent Peyret voulant s'investir plus dans d'autres activités, il laisse sa place à partir du 1^{er} janvier à Guillaume Gamblin. Guillaume Gamblin qui a déjà signé plusieurs dossiers dans la revue, est également membre du comité de rédaction d'Alternatives non-violentes, militant au MAN, mouvement pour une alternative non-violente, et impliqué dans les Faucheurs d'OGM. Il assurera dans Silence, la communication interne, les relations avec les bénévoles lyonnais, l'expédition, le suivi des courriers dans la revue et continuera à participer à la rédaction.

Venez nous voir le 18 janvier !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble où Silence paie une partie du repas (8 € par personne). Et vous repartez avec le nouveau numéro offert à toutes les personnes présentes. Prochaines expéditions : le 18 janvier, le 15 février, le 22 mars, le 19 avril, le 24 mai, le 21 juin...

Index de la revue

L'index des articles et brèves parus en 2006 est disponible contre 2 euros ou 4 timbres à 0,54 €. Les index des années précédentes sont également disponibles à ce prix (depuis 1994).

Région Centre

Si vous êtes lecteurs ou lectrices de la région Centre, c'est le moment de vous mobiliser pour alimenter nos recherches pour un numéro sur les alternatives dans votre région. Ce sera l'objet du numéro d'été 2007. Envoyez-nous des adresses, des tracts de présentation, des dépliants... afin que nous puissions organiser une tournée de reportages au mois de février.



Agriculture bio

■ **La bio peut nourrir la planète.** Le World Watch Institute a réalisé une étude pour essayer de voir ce qui se passerait si l'ensemble de l'agriculture était biologique dans le monde. L'étude montre que dans les pays ayant une agriculture fortement intensive et chimique, il y aurait bien une petite perte de production, mais que dans les pays en développement, cela ne changerait pratiquement rien. Au contraire, dans ces pays, l'arrivée de techniques d'agriculture biologique entraîne souvent une hausse des rendements sans renchérir le coût de la production. On aurait donc une légère baisse au Nord compensée par une nette hausse au Sud... avec à l'arrivée la possibilité de nourrir tout le monde, sans renoncer à des niveaux de protection sociale, ni avoir besoin de défricher de nouvelles terres. Ce n'est donc qu'un choix à faire.

■ **Morbihan : repas bio.** Autour de Pontivy, des communes se lancent dans les repas bio en milieu scolaire. Un premier menu bio a été servi en 2005 dans les can-

tines de Bieuzy-les-Eaux et Guern-et-Malguénac. La commune de Neullac avait introduit des aliments bio dans certains menus. Un regroupement de six communes a permis de renouveler l'opération le 18 avril 2006 avec près



de 500 couverts, pour un prix ne dépassant pas deux euros par enfant. Le 22 juin, deux nouvelles communes se sont jointes à l'opération, permettant d'atteindre les 1000 couverts. La structure Manger bio 56 qui fait l'animation dans le milieu scolaire a alors favorisé un regroupement intercommunal et depuis la rentrée, les élèves de sept communes disposent d'un repas entièrement bio le quatrième mardi suivant chaque période de vacances, ainsi que des ingrédients bio servis régulièrement. Les aliments proviennent presque exclusivement de Bretagne et en priorité du Morbihan. Cette initiative devrait prendre de l'ampleur progressivement, au fur et à mesure que l'approvisionnement pourra être garanti. *Manger bio 56*, tél : 02 97 45 61 46 ou GAB du Morbihan, zone artisanale de Bellevue, 56390 Colpo, tél : 02 97 66 32 62.

Médias

■ **Grandir autrement**, 5, rue de Colmar, 80090 Amiens, www.grandirautrement.com. Cette nouvelle revue bimestrielle s'intéresse au bien-être des plus jeunes et de leurs parents. A côté de sujets comme la place du père pendant la grossesse, les couches lavables, le portage de bébé, on trouve quelques articles un peu plus généraux : le commerce équitable, le quinoa, etc.

■ **L'Age de faire**, La Treille, 04290 Salignac, tél : 04 92 61 24 97. Pari difficile : sortir une revue écologique a un très faible prix (0,50 €) et grand public. Après cinq numéros, le pari semble gagné avec une diffusion de 40 000 exemplaires grâce à un réseau d'un millier de revendeurs.

■ **Casseurs de pub**, 11, place Croix-Paquet, 69001 Lyon. Une fois par an, après cinq numéros de la Décroissance, un numéro tout en couleur pour démolir la publicité à coup d'images et de textes percutants. Cette année, un numéro entièrement en BD, reprenant toutes les BD déjà publiées les années précédentes et un inédit avec un détournement féminin de Black et Mortimer.

■ **Entropia**, 52, Grand Rue, 84340 Malaucène, tél : 04 90 65 18 66, jcbessong@wanadoo.fr. Le premier numéro de cette revue théorique semestrielle sur la décroissance est sorti en novembre 2006 sur le thème *décroissance et politique*. Une quinzaine de contributions pour ce numéro (Serge Latouche, Yves cochet, Paul Ariès, Jean-Paul Besset...) : la décroissance est-elle anticapitaliste ? Faut-il un programme de la décroissance, un parti de la décroissance ? Où se situe la décroissance vis-à-vis des positions de gauche et de droite ? La croissance a un coût social énorme, mais la décroissance, combien coûte-t-elle ? Faut-il classer la décroissance comme une nouvelle modernité ? Les risques d'une dérive réactionnaire...





Alternatives

La marche du vivant

"Soyez le changement que vous souhaiteriez voir dans le monde" disait Gandhi. "Nous sommes vos enfants et décidons de ne plus jouer le jeu du système avec sa destruction programmée et son fatalisme ambiant. Nous allons marcher pour mettre en lumière notre présence dans l'hexagone et nos outils qui sont le spectacle vivant, la permaculture, le collectif, la spiritualité sans dogme ni maître". C'est ainsi que se présente la marche du vivant qui devrait partir de Bugarach, dans l'Aude, le 6 février, pour traverser la France du Sud au Nord et arriver à Paris... entre les deux tours des élections présidentielles. Itinéraire : la méridienne verte mise en place en 2000. Trois jours de préparation pour la mise en place du collectif de marche se tiendront du 3 au 6 février, puis les étapes de 15 à 25 km par jour permettront d'arriver à Couiza (le 6), Limoux (le 7), Carcassonne (les 9 et 10), Mazamet (le 13), Castres (le 14), Albi (le 17), Carmaux (le 18), Sauveterre (les 20 et 21), Rodez (le 24), Espalion (les 26 et 27), Entraygues (le 1er mars), Aurillac (les 3 et 4), Mauriac (le 11), Ussel (le 15), Crocq (le 19),



Saint-Loup (le 23), Montluçon (les 25 et 26), Bourges (du 3 au 5 avril), Presly (le 7), Clémont (le 10), l'itinéraire du Loiret est en cours de préparation, puis Gironville (le 24), La Ferté-Alais (le 25), Leudeville (le 27), Savigny-sur-Orge (le 28), Vitry (le 29)... et le 1^{er} mai, marche d'Ivry à Paris, actions à Paris du 2 au 6 mai. A Bientôt sur la route ! *La marche du vivant, c/o La maison du Pont, 15800 Polminhac, tél : 06 61 33 71 63, www.lamarcheduvivant.org.*

La nature chante...

La nature chante... ou la ruée vers l'ordure est un "conte musical recyclé" pour tout public proposé par Eloi Wauquiez, Sébastien Léppine et Alexis Veillerette. Le spectacle peut être présenté à la demande en écrivant à *Eloi Wauquiez, 25, route de la Roche, 41120 Les Montils, emue@laposte.net.*

PARIS

Voyage à vélo

Le festival du voyage à vélo organisé par l'association CCI, Cyclo camping international, aura lieu les 20 et 21 janvier à la Bourse du Travail, 11, rue Génin, 93000 Saint-Denis (M^o Porte de Paris). Stands, diaporamas, petite restauration. *Renseignements au 06 81 07 93 15 ou www.cci.asso.fr.*

STRASBOURG

Le kiosque alternatif

Le kiosque alternatif est un lieu où acheter et découvrir des revues, des films, des sons et livres proposés par différents médias alternatifs (réseau co-errances entre autres), proposer ou assister à des manifestations diverses, en lien avec ces voix différentes. Permanence les lundis de 16h30 à 19h30 ou sur rendez-vous via kiosquealternatif@free.fr. *Kiosque alternatif, Syndicat potentiel, 13, rue des Couples, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 08 72.*

RENNES

La Commune

Après une longue souscription, les militants de la Sociale, groupe de la Fédération anarchiste, ont réussi à acheter un local qui offre un rayon librairie, ouvert les mercredis et samedis de 14 à 18 h. *La Commune, 17, rue Châteaudun, 35000 Rennes, tél : 02 99 67 92 87.*

LIMOGES

La clé de 12

La Clé de douze est un nouveau squat qui s'est ouvert à l'automne à Limoges. Tous les jours du mardi au dimanche, il est ouvert

DIJON

Zutique production



Zutique production est une association qui organise des spectacles depuis 1996. Depuis 1999, elle a mis en place *Tribu festival*, une rencontre annuelle qui fait la promotion de groupes de tous horizons. Installée dans le quartier des Grésilles, l'association anime également des ateliers pédagogiques, en favorisant la rencontre des habitants et des artistes. L'association cherche à mettre en place un festival populaire des quartiers... avec l'idée de peut-être un jour pouvoir faire cohabiter les deux festivals. *Zutique production, 16, rue Delaborde, 21000 Dijon, tél : 03 80 28 80 42.*

LOIRE-ATLANTIQUE

Héol, la maison autonome

Actuellement, si tout le monde vivait comme les Français, il nous faudrait trois planètes. Pourtant, il est possible d'être plus léger en adoptant des modes de vie plus écologiques. La maison autonome Héol expérimente de nombreuses alternatives. Des visites sont ouvertes au public les samedis 24 février, 17 mars, 7 avril, 28 avril, 19 mai, 30 juin... Des stages sont également organisés : mon projet de maison (25 février, 18 mars, 9 avril), faire un capteur solaire (10 et 11 mars, 7 et 8 avril, 19 et 20 mai), dalle au sol et briques de terre crues (24 et 25 mars), le compost (8 avril), alimentation et santé (14 et 15 avril), gestion de l'eau (29 avril), enduits terre et badigeons (5 et 6 mai). Un Ecofestival se tiendra les 21 et 22 juillet suivi d'une université d'été du 23 au 25 juillet. *Heol, La maison autonome, route de Louisfert, 44520 Moisdon-la-rivière, tél : 02 40 07 63 68.*



Héol



Fêtes, foires, salons

(Le signe * indique que Silence est présent)

■ **Vannes : 6° Respire.** 19 au 21 janvier, parc des expositions Chorus, 130 exposants. "vivre en harmonie et bien-être", 55 conférences. *Loire-événement*, 19, place de la Poterne, 49400 Saumur, tél : 02 41 38 60 00.

■ **Paris : 5° Naturally.** 1^{er} au 5 février, Cité des sciences de La Villette. *Naturally*, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.

■ **Paris : 23° Médecines douces.** 8 au 12 février, Paris-Expo, porte de la Villette, 250 exposants, 10 conférences, 100 ateliers. *SPAS*, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.

* **Bouches-du-Rhône : 10° Millepertuis et Sarriette.** 17 et 18 février, à la salle des fêtes de Puyricard, promotion de la vie saine avec une centaine d'exposants, quelques conférences. *Graines de vie*, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.

les après-midis avec un infokiosque, une bibliothèque, un atelier vélos et une zone de gratuité. Le mercredi à 15 h se tient un atelier décroissance, le mercredi à 19 h, un repas partageur, le jeudi à 14 h un atelier musique, le jeudi à 21 h un groupe de lecture avec discussion thématique, le vendredi de 15 h à 18 h, une permanence socio-juridique pour les questions

de logement, de travail et de luttes collectives, enfin chaque samedi après-midi se tient un atelier chantier pour l'amélioration des lieux, chantier qui se termine à 19 h par un repas partageur. D'autres projets sont en préparation, notamment un projet de coopérative participative, un cinéma-club... *La Clé de 12*, 12, rue Porte-Panet, 87000 Limoges.

TOULOUSE

Agitation au Clandé

Début septembre, trois SDF jettent un étudiant par-dessus un pont à Toulouse. L'étudiant est mort. Le prétexte est bon pour les autorités avec le soutien de la presse locale, pour lancer une campagne contre "les marginaux agressifs". *Le Clandé* est un squat qui existe depuis une dizaine d'années, 9, rue Quéven, à l'orée des grands boulevards, on y trouve différentes activités comme un bar *Le père peinard*, et de nombreux débats s'y tiennent. Le 26 octobre, une quinzaine de policiers investissent les lieux et expulsent les trois seules personnes présentes à ce moment-là. Quelques centaines de personnes se retrouvent devant les lieux quelques heures plus tard, la police charge, une barricade s'érige. La presse locale a beau titrer "*Les SDF sur les barricades*" cela n'empêche pas la réouverture des lieux dès le 27 octobre. Pire pour les autorités : un nouveau squat a été ouvert dans un couvent à Saint-Agne. (correspondance *Christophe Goby*)

RENNES

Plumes rebelles

La septième édition de *Plumes rebelles* se tiendra à Rennes, du 29 janvier au 4 février. Une semaine de stands et d'animations, de rencontres scolaires et universitaires, de projections de films, autour de nombreux thèmes. Au programme cette année : la situation des droits humains en Colombie, en Turquie, en Palestine, la lutte contre le terrorisme et les violations des libertés individuelles, le logement en France, les prisons, jeunesse : grandir malgré la guerre... Ce salon organisé par Amnesty international accueille des maisons d'édition, petites et grandes, dont le contenu éditorial est en rapport avec la thématique générale de l'événement. *Amnesty international*, 32, quai Saint-Cyr, 35000 Rennes, tél : 02 99 33 76 33.



LOT

La Terre sauvée

La ferme *La Terre*, sur le Causse de Quercy, est le lieu où se sont tenues les rencontres des *Ami-e-s de Silence* cet été. Comme nous l'expliquions dans un article (voir n°337), le propriétaire de la ferme souhaitait vendre... à un prix trop élevé pour que Jean-François Réveillac, l'agriculteur actuel, puisse acheter. Après une forte campagne de mobilisation, le propriétaire a accepté de signer un nouveau bail de neuf ans. *La Terre* cherche maintenant un jeune voulant s'installer avec possibilité de développer sur place transformation et vente directe, pour une succession en douceur. L'association de soutien *Vivre sur les Causses* continue elle à collecter des fonds pour pouvoir acheter l'exploitation agricole à la fin du bail et négocier un prix agricole. *Vivre sur les Causses*, P. Réveillac, *Le Bourg*, 46320 Livernon, tél : 05 65 40 54 83.



Rencontres des Ami-e-s de silence 2006 à la ferme La Terre.

DRÔME

Ecologie au quotidien

Les rencontres de l'écologie au quotidien de Die se tiennent cette année du 16 au 30 janvier sur le thème "fêter le vivant". Pendant la quinzaine, des expos sont visibles en permanence, des visites de sites sont organisées au départ de Die. Extrait du programme : mardi 16 : film *Alimentation générale* (20h30, au Pestel) ; jeudi 18 : film *La dignité du peuple* (20h30, au Pestel) ; vendredi 19 : "quand l'entreprise apprend à vivre", rencontre avec le REPAS, (17h30), film *Miracle de Candéal* (20h30) ; samedi 20 : repas partagé sur le marché (12h30), vers une éco-vallée (16h30), résister c'est créer avec Michel Benasayag (20h30) ; dimanche 21 : communication non-violente avec Charles Rojman (10h), les ondes électromagnétiques avec le CRII-Rem (14h), appel des femmes pour une conscience planétaire (20h30) ; lundi 22 : les plantes médicinales (17h30), biodiversité et sauvegarde des espèces sauvages (20h30) ; mardi 23 : sens du progrès et nanotechnologie avec théâtre (17h30), film (18h30), débat (20h30) ; mercredi 24 : jeux coopératifs (16h), théâtre : Miss Terre dans tous ses états (18h), se nourrir un acte citoyen (20h30) ; jeudi 25 : autoconstruction (17h30), les coulisses de la grande distribution et du commerce équitable (20h30) ; vendredi 26 : les migrations (17h30), peuples premiers (20h30), samedi 27 : désobéissance civile et non-violence (17h), vers une culture de non-violence (20h30) ; dimanche 28 : jardiner bio, bois raméal et permaculture (10h), écovégétarisme (10h), accompagnement à la naissance et à la mort (14h), médecines douces (16h), éducation à la non-violence (17h30), le progrès sans l'homme (20h30) ; lundi 29 : transport et climat (17h30), la publicité (20h30), mardi 30 : film *Water* (20h). Programme complet : *Ecologie au quotidien*, *Le Chastel*, 26150 Die, tél : 04 75 21 00 56.





Prix Nobel contre la guerre

Chirine Ebadi, avocate iradienne, prix Nobel de la paix en 2003, Jody Williams, militante US contre les mines anti-personnel, prix Nobel de la paix en 1997, Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix en 1992, et d'autres femmes lauréates du prix Nobel dans d'autres domaines, ont signé un appel contre la menace faite par les Etats-Unis de faire des frappes nucléaires préventives en Iran. Elles écrivent :

"Nous voulons un monde non-violent où la sécurité des êtres humains est primordiale". Pour elles, "Nous voulons redéfinir la paix autrement que par l'absence de conflit armé. S'il n'y a pas une justice sociale égale pour tous et toutes, il n'y a pas de paix". Elles dénoncent des frappes préventives qui feraient des victimes au hasard et qui ne résoudraient aucun des problèmes, en Iran comme ailleurs.



Rigoberta Menchu

Unesco Des enseignantes contre le sexisme

Même si l'UNESCO chiffre à 21 millions de moins le nombre d'enfants non scolarisés entre 1999 et 2004, il resterait 77 millions d'enfants non-scolarisés. Les causes sont multiples : situation

de conflit, absence d'enseignants, éloignement en zone rurale, coût des études, travail des enfants... L'institution constate un énorme décalage entre les garçons et les filles. Parmi les propositions de l'UNESCO, faites le 20 novembre dernier : aider financièrement pour que la scolarité soit gratuite, aider les enfants malades du Sida ou orphelins de la maladie,

faire respecter les lois interdisant le travail des enfants quand elles existent... mais également favoriser l'enseignement par des femmes pour rompre la chaîne mère non scolarisée-fille non scolarisée.

Parce que c'est une femme

Quelle est la première raison qui vous inciterait à voter pour la candidate socialiste ? Selon un sondage réalisé au lendemain du choix de Ségolène Royal par les militants socialistes, ce serait le fait que pour la première fois nous aurions la chance d'avoir une Présidente de la République. Réaction de Michèle Alliot-Marie : "Certains hommes devront modifier leur style et c'est tant mieux".



DR

PAYS BASQUE

Des femmes pour la paix

Le 8 avril 2006 est né Ahotsak, — les Voies en basque — mouvement pluriel de femmes basques pour la résolution démocratique du conflit, présent de part et d'autre de la frontière. Environ 200 femmes ont participé à sa réunion de constitution et huit mois plus tard, des représentantes de toute la gauche y sont actives (socialistes, communistes, Verts, indépendantistes, syndicalistes...). Ahotsak se veut un réseau actif pour atteindre la paix dans la région. Ces femmes demandent que tout projet politique de résolution du conflit basque soit l'objet de débats, d'échanges et ceci dans une recherche de la plus grande démocratie possible.

ahotsak



Nord/Sud

INDE

Marche des sans-terres

Depuis maintenant une quinzaine d'années, le mouvement d'inspiration gandhienne Ekta Parishad, présent dans huit Etats indiens, mène une action en faveur des sans-terres. Implantés dans plus de 4000 villages, soit dix millions d'habitants, il organise régulièrement des mobilisations pour réclamer l'accès

aux droits et tout particulièrement l'accès à la terre et aux ressources de base. En octobre 2006, des marches militantes ont été organisées pour préparer une grande marche collective programmée pour octobre 2007.

Ekta Parishad espère rassembler de 20 à 25000 personnes pour couvrir les 300 kilomètres reliant Gwalior, lieu symbolique de l'action non-violente gandhienne, à Dehli, la capitale de l'Etat fédéral. Ekta Parishad prépare

ces marches en s'assurant des soutiens internationaux. Le Réseau Solidarité relaie une campagne de lettres au gouvernement indien demandant de mettre en application ses promesses sur la redistribution des terres. Réseau Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.



DR

AUSTRALIE

Victoire des Aborigènes

Ayant apporté la preuve qu'ils ont été expulsés de leurs terres en 1829 par des colons blancs, le tribunal fédéral vient de reconnaître que les Aborigènes sont légalement propriétaires d'un territoire de 6000 km²... où s'est depuis construite la ville de Perth. Des procédures juridiques sont également en cours pour les villes de Sydney, Melbourne et Brisbane. Casse-tête juridique : si les terrains appartiennent aux Aborigènes, qu'en est-il de ce qui s'est construit dessus ?

RWANDA

Contre-attaque française

Depuis des années, les autorités rwandaises demandent un procès pour juger la France sur son rôle dans la fourniture d'armes au gouvernement hutu alors qu'il était clair que celui-ci préparait le génocide qui, en 1994, a fait 800 000 morts essentiellement tutsis. La France a contre-attaqué le 21 novembre en accusant l'ac-

tuel président du Rwanda, Paul Kagame de complicité dans l'attentat contre l'avion qui a coûté la vie au président rwandais de l'époque Juvénal Habyarimana, attentat qui a donné le feu vert au génocide. Ceci ressemble fortement à une opération de diversion. A l'époque, Paul Kagame était bien l'un des leaders de l'opposition tutsi en exil, mais rien ne prouve un lien entre l'attentat et les leaders rwandais d'aujourd'hui. Par contre, ce qui est sûr, c'est que l'avion abattu était piloté par un équipage français.



Paix

Petite phrase

"Vous tirez sur des pères de famille, c'est complètement idiot la guerre"

Lazare Ponticelli, 109 ans, l'un des derniers poilus survivants, lors de la commémoration du 11 novembre.

Un jeu vidéo non-violent

L'ICNC, Centre international pour des conflits non-violents, a mis au point aux Etats-Unis un jeu de stratégie non-violente avec un spécialiste des jeux vidéos Breakaway. L'un des artisans du jeu est Ivan Marovic, un des anciens leaders du mouvement d'opposition à Milosevic, en Serbie. Le jeu propose des situations de conflits plus ou moins complexes à partir de situations historiques réelles : renversement de la dictature en Iran en 1979, combattre la dictature au Chili (1978-1980), organisation de la résistance en Pologne dans les années 80... Le joueur doit naviguer entre des phases d'apprentissages pour apprendre à disposer de méthodes de résolution des conflits et des phases d'action,

chaque alternance formation-action permet de progresser et au final de résoudre non-violent le conflit proposé. Seule la version en anglais existe pour l'instant, mais une version française est à l'étude. *IRNC, Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits, 14, rue des Meuniers, 93100 Montreuil.*

POLYNÉSIE

Le ministère cède en partie

A la demande des autorités de Polynésie, le ministère de la Défense a finalement accepté le 5 octobre de débloquer les fonds pour le suivi médical de 2000 personnes habitant sur les îles des Gambier et de Tuamotu, deux des îles qui ont été régulièrement balayées par les nuages radioactifs des essais nucléaires français. Cette concession n'a toutefois pas été jugée satisfaisante par la commission d'enquête qui demande toujours l'ouverture des dossiers médicaux de l'ensemble des personnes ayant travaillé sur le site.



Bush dégoût

■ **Comme au Viet-Nam ?** Selon les estimations publiées par la revue médicale *The Lancet* le 9 octobre, il y aurait eu 665 000 morts en Irak, entre mars 2003 et juillet 2006, dont 601 000 civils. Et ceci pour une population de 27 millions d'habitants. Selon les auteurs de l'étude, si on peut estimer qu'il faut une intervention internationale au Darfour, au Soudan, avec 200 000 morts lors des 30 derniers mois, alors il en faut également une en Irak ! Les auteurs rappellent également que les Etats-Unis se sont retirés du Vietnam après avoir provoqué 3 millions de morts civils.

■ **Retour de bâton.** Après avoir perdu les élections législatives et sénatoriales, Bush a demandé à son ministre de la défense, Donald Rumsfeld, de démissionner. De fait, celui-ci ne bénéficie plus d'une immunité devant la justice et le 14 novembre, un collectif international d'avocats a porté plainte contre lui pour son rôle dans les cas de tortures en Irak et au camp de Guantanamo. La plainte a été déposée devant les tribunaux allemands, mais devrait être également déposée devant les tribunaux d'autres pays.

FRANCE

Militarisation

A lors que la France n'est aucunement menacée, le budget du ministère de la défense continue à croître régulièrement... plus vite que l'inflation. Dans le budget 2007, il atteint 47,7 milliards d'euros, en hausse de 2,2% (inflation : 1,2%). Chaque jour, ce sont 131 millions d'euros qui sont dépensés par l'armée. L'essentiel de cet effort financier se justifie par la poursuite du développement de notre arsenal nucléaire (10,41 milliards), lequel est totalement inutile et illégal vis-à-vis des lois internationales. Après, on nous dira qu'il n'y a pas d'argent pour la retraite ou la sécurité sociale !



Die-in dans les rues de Bicarosse.

Missile M51

La France hors-la-loi

Le 9 novembre, deux mois après la tentative d'inspection citoyenne menée par les mouvements antinucléaires, le centre d'essai de Bicarosse dans les Landes a procédé à un premier tir du missile M51 qui, selon les plans de l'Etat, doit équiper les sous-marins nucléaires en 2010.

Vingt minutes avant le premier tir du missile M51, le Réseau Sortir du nucléaire et Greenpeace ont alerté les médias sur la présence d'une vingtaine d'inspecteurs citoyens sur le site. L'armée ne les ayant pas repérés, elle a procédé au tir quand même. Ce sont donc les antinucléaires qui ont annoncé le tir, l'armée ne confirmant que plusieurs heures plus tard.

Alors que les responsables du Centre tergiversaient devant les médias, les inspecteurs citoyens ont réussi à atteindre le pas de tir du missile, où ils ont pu collecter différents déchets, notamment des morceaux du propulseur. Ayant réussi à sortir ces déchets, Greenpeace a annoncé avoir confié ces morceaux du propulseur à des experts et envisage de les communiquer à l'AIEA, organisme de l'ONU chargé de la lutte contre la prolifération nucléaire. Si le tir a été effectué sans matières nucléaires, il constitue néanmoins une violation du traité de non-prolifération qui prévoit explicitement que les Etats possédant l'arme nucléaire doivent aller dans le sens d'une dénucléarisation et non d'une modernisation de son armement. La France pourrait donc se retrouver devant les tribunaux internationaux.

Guillaume Gamblin

Se former pour réussir des actions non-violentes

Pour des formations à l'action directe non-violente

C'est dans ce contexte que le MAN, Mouvement pour une alternative non-violente, et la CANVA, Coordination de l'action non-violente de l'Arche, ont décidé d'unir leurs compétences pour mettre à jour la base documentaire des formations à l'action directe non-violente, construire un annuaire des formateurs français dans ce domaine, et confronter leurs approches en organisant des week-end de formation.

L'approche des mouvements non-violents français, MAN et CANVA, est une approche politique et sociale, qui tient compte de leur expérience militante. En cela elle se différencie des formations anglo-saxonnes et américaines, qui sont, le plus souvent, centrées sur les outils techniques de l'action non-violente.

Les formations se font sur un week-end et mêlent apport théorique, jeux de mise en condition et de connaissance (de soi et des autres), et exercices pratiques d'entraînement, pour préparer les prochaines actions militantes.

Chaque formation apporte aussi au groupe une occasion de mieux se connaître, d'avoir envie de continuer à militer, et de le faire par des actions efficaces et préparées (ce qui va souvent de pair !). Pour cela, il faut aussi bousculer un peu les habitudes, qui épuisent les militants et font fuir les citoyens...

L'objectif final de cette collaboration et de ce projet est bien entendu de mettre à la disposition des mouvements sociaux des outils opérationnels pour mener des actions non-violentes efficaces.

Serge Perrin ■
Man Lyon

Non-violence XXI a soutenu financièrement l'organisation de ce travail et des formations à la non-violence. Non-violence XXI est un fonds associatif entièrement dédié au financement d'une culture de non-violence, notamment dans les actions citoyennes, militantes, politiques, etc.
Non-Violence XXI soutient la non-violence ; soutenez Non-Violence XXI en faisant un don !
114, rue de Vaugirard, 75006 Paris,
tél : 01 45 48 37 62, contact@nonviolence21.com,
<http://www.nonviolence21.com>



25 juillet 2004 : Action des Faucheurs volontaires à Menville (Haute-Garonne). Photographie tirée de l'exposition "La désobéissance civile en action" du photographe David Sterboul.

Aujourd'hui en France, les luttes des Faucheurs volontaires, des Déboulonneurs contre la publicité ou les actions de désobéissance civile du Réseau éducation sans frontière, font référence explicitement à l'action non-violente. Pour soutenir ce choix, les mouvements "historiques" de promotion de la non-violence en France ont décidé de faire connaître les fondements théoriques des actions non-violentes et de témoigner de leurs expériences.

L'action non-violente, de Lanza del Vasto aux altermondialistes

Depuis les années 50, l'Arche de Lanza del Vasto a mené en France des actions non-violentes contre la torture en Algérie, pour l'objection de conscience, avec les paysans du Larzac, contre le nucléaire, etc. Ces actions nous ont sensibilisés à une autre manière de résister, qui met en pratique, sur le terrain, les principes de la non-violence active.

En 1999, la grande mobilisation à Seattle contre l'OMC, Organisation mondiale du commerce, a montré la puissance d'une organisation structurée des citoyens altermondialistes. Les mobilisations suivantes, à Québec contre l'ALENA, Accord de libre échange nord-américain, mais aussi à Nice fin 2000, et à Gênes contre le G8 en 2001, se sont heurtées à de violentes répressions. Si un débat vif existe

sur les possibilités de faire cohabiter des formes d'actions violentes et d'autres non-violentes, lors des rassemblements altermondialistes, les techniques de l'intervention directe non-violente sont aujourd'hui reconnues dans les mouvements sociaux, les organisations syndicales et les associations militantes.

Des fondements théoriques aux conseils pratiques

Le livre de Jean-Marie Muller, paru en 1981, intitulé *Stratégie de l'action non-violente*, reste aujourd'hui la base théorique d'une action non-violente. Jean-Marie Muller y aborde la non-violence d'une manière politique et philosophique. A partir de l'analyse des grandes luttes non-violentes menées par Gandhi et Martin Luther King, il y présente un déroulement stratégique et tactique.

En 1989, la revue *Non-Violence Actualité* a édité un dossier sur "l'action non-violente, guide théorique et pratique", qui reprend la trame du livre de Jean-Marie Muller et la complète par des conseils et des exercices pratiques venus de nos voisins européens.

Pour en savoir plus et organiser une formation avec votre groupe militant :

- MAN : Serge Perrin, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 67 46 10.
- CANVA : Brigitte Mesdag ou Anna Massina, Cour du Cloître 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 48 22.



Alban Labouret

Décroissance

■ **Organisation politique.** Si, dans le débat sur la décroissance, personne ne nie la nécessité d'être présents dans le domaine politique, les avis divergent fortement sur la méthode, depuis les volontaires très structurés du Parti pour la décroissance jusqu'au plus libertaires. Les états généraux de la décroissance n'ont permis que de faire ressortir ces divergences. Certains proposent de repartir tranquillement du bas au lieu de se structurer par le haut, en organisant déjà des rencontres régionales. Si cela vous intéresse, vous pouvez prendre contact avec *Jean-Louis Gaby*, 04 7007 7000 ou solaire2000@wanadoo.fr.

■ **Marche 2007 en Franche-Comté ?** Quatorze personnes se sont rencontrées début octobre pour discuter de l'éventualité d'une marche de la décroissance en Franche-Comté. Un appel est lancé à ceux et celles que cela intéresse pour préciser le projet. On peut prendre contact avec *Vivier Simon*, tél : 03 81 50 65 76, marchalest@no-log.org.

■ **Toulouse-décroissance.** Des groupes décroissance se mettent en place dans l'agglomération toulousaine. Ils animent déjà un site internet avec les "bonnes adresses de la décroissance" : <http://toulouse.decroissance.info> et sont joignables par téléphone : 05 34 36 55 73.

■ **Empreinte écologique : la simplicité volontaire ne suffit pas.** Pour assurer la survie de la planète, il faut impérativement que notre empreinte écologique, c'est-à-dire l'espace dont nous avons besoin pour vivre, redescende en dessous de 1 planète. Or nous avons dépassé ce seuil dans les années 60 et les grandes villes consomment jusqu'à plus de dix fois leurs surfaces. D'où un défi énorme... d'autant plus que la population augmente. Si nous adoptions le mode de vie des plus démunis des pays occidentaux, serions-nous redescendu suffisamment ? Pas sûr indiquent différents calculs car notre consommation collective (aménagement du territoire, autoroutes, bâtiments publics, aéroports, eau courante, réseaux d'énergie...) consomme déjà plus que l'équivalent d'une planète. Il ne s'agit donc pas de redescendre individuellement notre consommation (la simplicité volontaire), mais bien de définir un autre fonctionnement collectif.

Verts

■ Peu nombreux et dispersés.

Le 12 novembre dernier, les Verts votaient pour les motions politiques qui préparaient les débats et élections qui ont ensuite eu lieu à Bordeaux les 2 et 3 décembre. Les Verts ont toujours sensiblement le même nombre d'adhérents, 9020 pour cette élection, mais seuls 55 % ont voté (à comparer au 82 % des primaires au PS). La motion soutenant Dominique Voynet est arrivée en tête des huit motions présentées avec 25,74 % des voix devant celle de Cécile Duflot (17,4 %), celle d'Yves Cochet (16,4 %), celle de Mamère et Lipietz (13,4 %), celle de Martine Billard (10,4 %), celle de Francine Bavay (8,7 %), celle d'Yves Pietrasanta (6,2 %) et enfin "pour des Verts utiles" (1,1 %). Dispersion ou diversité ?

■ Voynet contre la décroissance.

Elle avait déjà déclaré dans *Libération* du 10 avril 2006 qu'elle ne veut "pas amplifier la peur des gens qui en ont déjà assez". Elle a récidivé pendant les journées d'été des Verts, en se prononçant selon *L'Humanité* du 28 août 2006, "contre la décroissance dans un monde dominé par les inégalités, mais pour un mode de développement efficace en terme de ressources". Dans le *Monde* du 26 août, José Bové résume : "Dominique Voynet a choisi de faire de la thématique écologiste un sous-produit du social-libéralisme". Le *Canard enchaîné* du 23 août 2006 révèle qu'en 2002, le Parti socialiste a remboursé une dette des Verts d'un montant de 150 000 € : "le PS a en quelque sorte acheté les Verts". Sous le gouvernement socialiste, Dominique Voynet alors ministre de l'environnement

a signé pour la première fois en Europe, l'autorisation de cultiver des OGM en plein champs, une mesure heureusement ensuite bloquée par le Conseil d'Etat. Elle a aussi signé l'autorisation de construire le site d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure.

Elections 2007

■ **Pierre Rabhi ne soutiendra personne.** Pierre Rabhi qui a essayé d'être candidat en 2002, provoquant la mobilisation d'un grand nombre de personnes dans la mouvance alternative, a indiqué dans un courrier datant de mai 2006 qu'il ne serait ni candidat en 2007, ni ne soutiendrait aucun autre candidat pour ces élections. Il préfère s'investir dans ce qu'il appelle "la politique en actes" et appelle chacun à développer un mouvement d'insurrection des consciences, une mise en pratique

de ces idées et à s'investir dans les associations de terrain et dans un débat outre les climages partisans. On peut suivre les activités de Pierre Rabhi au sein de son association sur www.mouvement-th.org.

Pierre Rabhi.



■ **Tous ensemble ?** Quel point commun ont Dominique Voynet, Corinne Lepage, Nicolas Hulot, Noël Mamère ou encore Daniel Cohn-Bendit ? Oui, ils ont tous été candidat écologiste... et ils sont tous contre l'idée d'une décroissance.

A Marseille, un groupe de militants joue devant un public médusé les conditions de passage réservées aux Palestiniens aux points de contrôle israéliens.

Check Point

Ce soir, à Marseille, sur le Vieux port, ils sont une dizaine pour rejouer cette pièce. Il y a Gérard, 55 ans, juriste qui vient pour la troisième fois. Au lycée il jouait du Garcia Lorca. Mireille grimée en vieille palestinienne est là depuis le début. Elsa, assistante pédagogique quant à elle est venue avec Marie, architecte, 24 ans, qui porte une valise beige.

On trouve aussi encapuchonné d'une cagoule verte avec une mitraillette en plastique, Christian, homme au foyer sur la quarantaine et qui parle fort avec un accent méridional. « J'ai participé à la Caravane pour la Palestine mais avant j'étais durant six semaines bouclier humain dans le QG d'Arafat en 2001 ». C'est lui qui va jouer l'un des soldats israéliens qui contrôlent le check point.



DR



DR

La scène démarre devant des badauds ahuris. Christian gueule, ordonne à une femme enceinte de se mettre à terre. Les passants ne passent plus. Quelqu'un parle : « C'est bien ce que vous faites, bravo ! ». Elsa, qui a fait de l'improvisation, m'explique après avoir joué une palestinienne dans la file : « Le sujet il est vrai, c'est pas pareil. Trois mitraillettes ça te met dedans ! ».

Réagir face à l'arbitraire

Gérard va au mariage de sa fille et en est empêché par les soldats. « J'y étais il y a quinze ans, je me suis rendu compte. Les gens restent un temps indéfini. Ils sont humiliés ». Ainsi passent des situations, des hommes et des femmes qui se rendent à leurs occupations quotidiennes et en sont empêchés. Certains voient leur valise ouverte, explosée, fouillée. La vie sur les check points dans un état démocratique.

Tous, face à l'arbitraire, ont choisi la représentation, le happening pour dénoncer une violence. Eux, c'est sans violence, sauf à heurter la tranquille indifférence des gens qui passent.

Détail amusant, dans le bouquin de José Bové et Gilles Luneau (1), l'Intifada est considérée comme une arme non-violente ! Parce que les gosses auraient pu prendre des flingues. Comme quoi David contre Goliath, c'est une question d'échelle. Alors face aux flash balls, aux interpellations sur les lieux publics, aux fouilles répétitives que l'on peut connaître dans les cités mais aussi dans les lieux publics, comme les gares, on peut s'interroger sur la (non-)violence d'un cocktail Molotov ! Respect.

Christophe Goby ■

Contact Check point :
mimi.b@planetenonviolence.org.

(1) Pour la désobéissance civique, éd. La Découverte, 2004.



Environnement

Transports

■ **Bientôt 44 tonnes ?** Pour les limites de poids des poids lourds, on est déjà passé en France de 38 à 40 tonnes. D'autres pays européens autorisant les 44 tonnes, le gouvernement semble décidé à les autoriser en France, ce qui permet de passer le fret de 25 à 29 tonnes et donc permet un gain pour le transporteur. Si à court terme, on peut penser que cela ferait diminuer le nombre de camions en proportions, le moindre coût du transport favoriserait un peu plus le transport de marchandises par route, au détriment des autres (bateau, train) et donc provoquerait à terme une nouvelle hausse. La SNCF estime qu'une telle mesure lui ferait perdre 10 % de son marché, soit l'équivalent de 400 000 camions de plus par an.

■ **TGV : la limite du prix.** Pour fêter les 25 ans du TGV, la SNCF avait prévu de vendre 50 000 billets à 5 € en une journée... Elle en a vendu 200 000 en deux heures. De quoi prendre conscience du potentiel de développement du rail si les prix étaient compétitifs. A quand un péage routier pour financer des trains moins chers ?

BESANÇON

Buvez de la Bisontine

La ville de Besançon a créé sa propre marque d'eau : la Bisontine. Elle a mis en vente 5000 carafes estampillées de la marque en expliquant aux acheteurs qu'ils peuvent la remplir au robinet, celle-ci étant parfaite-

CONFÉRENCE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE À NAIROBI



Changement climatique

■ **L'accord de Kyoto ne sera pas atteint.** En 2010, l'Europe devait avoir baissé de 8% ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Fin 2004, elle ne les a baissées que de 0,6%. Si la Russie a dépassé ses objectifs avec 32% de baisse (contre 0% prévu), le Japon a totalement dérapé (+6,5% au lieu de moins 6%) le Canada fait encore pire (+26% au lieu de moins 6%), les Etats-Unis qui n'ont pris aucun engagement et qui émettent le quart des gaz à effet de serre, ont augmenté leurs émissions de 15,8%. L'Australie qui n'a pas signé l'accord non plus, a augmenté ses émissions de 25%. A l'arrivée, les émissions mondiales sont nettement à la hausse.

■ **Peut-être déjà trop tard ?** Le trou dans la couche d'ozone continue de grandir bien que les émissions des CFC qui la détruisent diminuent en quantité depuis une quinzaine d'années. Pourquoi ? Parce que les réactions au niveau planétaire sont lentes et que l'on a une énorme inertie. Cette inertie pourrait cacher le pire en matière de changement climatique. En effet, si l'on regarde l'élévation du niveau de CO2 dans l'atmosphère depuis maintenant 150 ans et l'augmentation de tempéra-

GRENOBLE

Stade illégal

Pendant des années, les associations ont dénoncé le choix de la municipalité de construire un nouveau stade dans un des parcs du centre de la ville. De novembre 2003 à février 2004, des personnes ont occupé les arbres du parc Mistral pour demander l'annulation du projet. Ils ont été évacués brutalement, puis le terrain a été clôturé et les travaux ont démarré le 15 décembre 2005. Mais avec quel permis de construire ? Tous les permis déposés par la mairie ont été attaqués au tribunal et tous ont été annulés. Onze au total. Le dernier en date, déposé par la mairie le 28 avril 2006, soit cinq mois après le début des travaux, a été déclaré périmé par le tribunal le 27 juillet 2006, le Conseil d'Etat a rejeté le recours de la mairie confirmant que ce permis est annulé. Depuis le chantier se poursuit... dans l'illégalité complète. *SOS Parc Paul-Mistral, BP 183, 38004 Grenoble cedex 1.*

ment potable. Une initiative intelligente pour rappeler que les bouteilles d'eau en plastique ne relèvent que d'une pure démarche commerciale et polluent énormément par le transport des bouteilles et le non recyclage du plastique.

GUYANE

Les dégâts d'un barrage

Au début des années 90, les associations écologistes ont combattu en vain le projet d'EDF de cons-

truire le barrage de Petit Saut, prévu pour alimenter en électricité la côte urbanisée de la Guyane. Le barrage s'est finalement construit et est en eau depuis 1994. Le laboratoire d'écologie des hydrosystèmes fluviaux de l'université Lyon 1 a publié cet été une étude sur les conséquences de ce barrage sur la faune du fleuve Sinnamary. L'étude montre une diminution et une modification de la répartition des espèces en aval. Les propos rassurants des autorités à l'époque sont ici mis à mal... Mais évidemment trop tard.

ture sensible surtout depuis une quinzaine d'années, même avec des politiques draconiennes qui viseraient à inverser la tendance, il n'est pas sûr que la température ne continue pas à monter pendant encore un siècle. Et pour le moment, comme il n'est pas question de bloquer le pillage de la planète au nom des impératifs économiques, on continue à émettre de plus en plus de gaz à effet de serre. Autre risque d'aggravation : la fonte des glaces qui s'accélère aujourd'hui permet de ralentir le réchauffement en cours. Mais dans quelques années, quand la plupart des glaciers auront fondu, que se passera-t-il ? Il n'y aura plus de ralentisseurs et la hausse de température risque d'être plus rapide.

■ **France : objectif non atteint.** Les émissions de gaz à effet de serre en France proviennent d'abord des transports (26,5% en 2004), de l'industrie manufacturière (20%), du résidentiel et tertiaire (19%) devant l'agriculture (19%), l'industrie de l'énergie (12%) et le traitement des déchets (2,5%). Entre 1990 et 2004, les transports ont augmenté leurs émissions de 22,7%, le résidentiel et tertiaire de 22,3% alors que les autres secteurs sont en baisse avec l'industrie manufacturière qui investit massivement dans l'efficacité énergétique (moins 21,6%), et l'agriculture dont l'activité baisse (moins 10,5%). Ceci signifie en clair que le problème numéro un est le transport, domaine dans lequel il faut prendre des mesures urgentes pour stopper la fuite en avant. La mesure la plus simple serait sans doute d'arrêter de construire des infrastructures (autoroutes, pistes d'aéroports) et de pénaliser les déplacements de marchandises comme de personnes. Ce qu'aucun gouvernement n'a eu le courage d'envisager pour le moment. (*données de l'Ifen, rapport 2006*)

■ **Records de température.** En septembre 2006, la température moyenne en Belgique a été de 18,4°C battant un record datant de 1999 avec 17,7°C. La normale saisonnière est de 14,6°C. En France, en septembre, la température moyenne a été de 2,9°C au-dessus des normales. La température a atteint également des records en octobre en France, avec 30°C le 2 octobre 2006 dans le centre de Toulouse... et 26°C, le 23 octobre, toujours à Toulouse. Le 26 octobre, la température a battu des records en France. 26,2°C à Besançon, 27°C à Lyon (soit trois degrés de plus que l'ancien record datant de 1989 !). Même température record à Marseille. 30°C à Ajaccio, record de la métropole, mais également 17,7°C de température minimale à Mouthe, 1000 m d'altitude... soit une quinzaine de degrés au-dessus de la normale ! En France, en octobre, la température moyenne a été de 3°C au-dessus des normales.

Eolien

■ **Ille-et-Vilaine : parc éolien coopératif.** L'association *Eoliennes en pays de Vilaine* s'est mise en place en 2003 dans le pays de Redon pour mener à bien un projet de parc éolien coopératif et pédagogique.

L'association espère d'abord convaincre les habitants au niveau local puisque ce sont eux qui bénéficieront de la production électrique et des retombées économiques. Ils espèrent pouvoir alors se transformer en SCIC, Société coopérative d'intérêt collectif, avec comme objectif que les bénéfices dégagés par la production électrique n'aillent pas dans la poche des investisseurs comme dans le cas des parcs privés, mais soient réinvestis dans les économies d'énergie. Le projet vise à la construction de 4 ou 5 machines de 2,5 MW, soit de quoi alimenter environ 10 000 foyers. Il faut pour cela réunir au minimum 20% du coût de l'installation soit 2,4 millions d'euros, le reste pouvant être avancé par les institutions ou les banques. *André Bosc, Eoliennes en pays de Vilaine, 40, avenue de Brocéliande, 35600 Redon, tél : 02 99 91 75 60.*

■ **France : ça décolle enfin !** Pour la seule année 2006, 750 MW éoliens ont été installés en France... soit autant que le total atteint fin 2005. Un doublement qui permet d'atteindre 1500 MW... alors que l'Allemagne devrait atteindre les 20 000 MW début 2007 et que l'Espagne a dépassé les 11 000 MW. Plus de 600 demandes de permis de construire sont en attente, ce qui peut laisser penser que la France doublera le Danemark dans le domaine éolien en 2007 ou 2008, le Danemark ayant dépassé les 3000 MW.

■ **Attentat dans l'Aude.** Le 18 novembre, un incendie criminel a détruit une éolienne dans l'Aude, endommageant une deuxième machine... et ceci le jour même où à Amiens, à l'autre bout de la France, un colloque de l'ADEME réunissait plus de 600 spécialistes. Pourquoi un attentat contre un engin qui favorise la paix (en évitant la prolifération nucléaire et l'épuisement des ressources) ? Pourquoi dans l'Aude, le département qui compte le plus d'éoliennes, avec le soutien de 96 % de la population selon les sondages ? Il faut croire que le lobby nucléaire a le moral au plus bas pour en arriver à de tels dérapages.



Energies

HAUT-RHIN

Photovoltaïque citoyen

Créée en juillet 2004 à l'initiative de la communauté de communes de la vallée de Kaysersberg, l'association *Energies citoyennes* a pour but de collecter des finances des particuliers pour investir dans des installations en énergie renouvelable. La collecte des fonds a permis de financer une première centrale photovoltaïque sur la toiture du musée du bois à

Labaroche. Les 80 m² permettent d'atteindre une puissance maximum de 8 kW. Elle a été inaugurée le 24 juin 2006. La production électrique doit permettre de rembourser les adhérents ou d'investir dans de nouvelles initiatives. *Energies citoyenne de la Weiss, 41, rue Dufieux, 68650 Lapoutroie, tél : 03 89 73 39 47.*

GRENOBLE

Lotissement à énergie positive

Pierre Kermen, deuxième adjoint et élu vert à la mairie de Grenoble, délégué à l'urbanisme et à l'environnement, a annoncé le 31 octobre, le lancement d'un programme de logements sociaux dans le centre-ville avec comme objectif de faire un immeuble "à énergie positive", c'est-à-dire qui produira plus d'énergie qu'il n'en consommera. Ce projet a le soutien de l'Union européenne.



Société

Mumia Abu-Jamal Philadelphie contre Paris !

La ville de Philadelphie où a été condamné à mort Mumia Abu-Jamal, a porté plainte pour "apologie du crime" contre les villes de Paris et de Saint-Denis qui ont fait Mumia Abu-Jamal citoyen d'honneur. Le journaliste noir, accusé à tort d'un crime dont l'auteur est maintenant connu, est en prison depuis 1982.



Refus des prélèvements ADN

Au début les prélèvements d'ADN ont été mis en place pour retrouver les délinquants sexuels. Puis cela a été étendu à tous les criminels... puis maintenant à tous ceux et celles qui font un délit. Cette dérive sécuritaire fait que des anti-pubs, des jeunes anti-CPE, des faucheurs volontaires se voient demander un prélèvement ADN. Alors que les refus se multiplient, avec à la clé un risque d'amende, une coordination vient de se mettre en place pour refuser cette dérive sécuritaire et organiser le soutien. Notamment, un procès de 16 faucheurs volontaires ayant refusé le prélèvement se tiendra à Orléans les 26 et 27 février. *Refus ADN, CNT, bourse du travail, 30100 Alès, tél : 06 86 27 70 57, refusadn.free.fr.*

Publicité

Paris : sept déboulonneurs en procès

Sept membres du collectif des Déboulonneurs ont été arrêtés le 28 octobre alors qu'ils venaient de barbouiller des panneaux publicitaires devant une centaine de sympathisants. Après une garde à vue, ils se sont vu inculper pour avoir dégradé collectivement des panneaux publicitaires. Ils sont convoqués le 12 janvier à 9 h devant la 29^e chambre. Quatre d'entre eux ayant refusé le prélèvement ADN réservé aux criminels, ils se verront également convoqué ultérieurement pour ce refus. *Tél : 06 13 53 80 77 ou 06 99 06 22 88, www.deboulonneurs.org.*



P-E-Weck.ID Photo

LYON

Big brother aveuglé

Une action de recouvrement de caméras de vidéo-surveillance a eu lieu à l'université Lyon II-Bron le 9 novembre : plusieurs caméras ont été recouvertes symboliquement de sacs poubelles par des dizaines d'étudiants accompagnés d'une batucada, dans une ambiance festive. Des annonces faites simultanément dans les amphis voisins ont été applaudies.



Panne d'inspiration

Le 4 novembre, pendant une bonne heure, dix millions d'Européens ont été privés d'électricité suite à un délestage amorcé en Allemagne. L'interconnexion des réseaux a provoqué des délestages jusqu'en Espagne. Conclusion de la direction de RTE, Réseau de transport de l'électricité : il faut renforcer

le nucléaire pour produire plus et éviter ce genre d'incident ! En gros, il faut continuer à produire pour assurer le gaspillage continu de l'électricité. Une mesure plus simple serait de se lancer dans une campagne d'efficacité énergétique, en commençant par remplacer le plus vite possible le chauffage électrique par d'autres modes de chauffage, le chauffage électrique provoquant du fait de son rendement minable, à chaque vague de froid, d'importants pics de consommation difficiles à suivre au niveau de la production. Au moment où l'on veut lutter contre la menace climatique, la fuite en avant dans la consommation électrique ne peut être une solution.

PROVENCE

Iter, grosses difficultés

Les composants de l'Iter, générateur expérimental de fusion qui doit être construit sur le site de Cadarache (extrême nord-est des Bouches-du-Rhône), vont être fabriqués un peu partout dans le monde, puis acheminés par bateau jusqu'à l'étang de Berre. Il va ensuite falloir construire une route spéciale pour rejoindre Cadarache à 100 km de là. Les convois pouvant peser jusqu'à 600 tonnes et faire jusqu'à 47 m de long, il va falloir déplacer des ponts, élargir des virages, abattre des arbres... d'ici l'été 2009.

EPR

■ **Finlande : problèmes divers.** Après deux ans de chantier, l'EPR finlandais, le premier en construction, connaît déjà... deux à trois ans de retard ! Un défaut dans la dalle en béton, trop poreuse, fait l'objet d'une polémique pour savoir s'il convient de la renforcer. Les problèmes entre Areva et la sous-traitance locale se multiplient : après quinze ans sans chantier de centrales nucléaires en Europe, il manque des spécialistes pour la construction dans ce domaine. Les journaux économiques annoncent que la situation est extrêmement tendue : l'électricien finlandais TVO qui a commandé l'EPR a bloqué les paiements à Areva depuis juin. L'autorité finlandaise de contrôle des radiations qui doit valider les documents techniques d'Areva en a rejeté 4500 sur 5000, relevant de nombreux défauts techniques. La presse finlandaise publie jour après jour des articles de plus en plus critiques. Greenpeace a averti les Finlandais qu'il faut s'attendre à payer plus cher que prévu... surtout si la Commission européenne annule l'assurance contractée par Areva auprès de la Coface ayant permis de baisser le coût réel de l'EPR de 600 millions d'euros du réacteur soit 20% du coût initial estimé.

■ **Contre les lignes THT.** Une nouvelle manifestation contre les projets de lignes à haute tension rendues nécessaires pour évacuer le courant du futur EPR de Flamanville a réuni entre 3500 personnes (selon les gendarmes) et 4000 personnes (selon les organisateurs) à Saint-Hilaire-du-Harcouët, au sud du département de la Manche, le samedi 28 octobre. Didier Anger, porte-parole du Réseau Sortir du nucléaire, a rappelé l'absurdité de la situation : mettre un réacteur tout au nord de la Manche où les besoins en électricité sont déjà largement couverts.



Occupation de la voie de chemin de fer à Gorleben en Allemagne.

Train de déchets freiné

Deux ans après la mort de Sébastien Briat, les convois ferroviaires de déchets nucléaires entre l'usine Cogema de La Hague et l'Allemagne continuent... tout comme les blocages du train. Le 11 novembre à 1h30 du matin, une dizaine de militants antinucléaires ont réussi à le bloquer en gare de Serqueux (Seine-Maritime) où le train a attendu deux heures pour que la voie soit dégagée. Il a été de nouveau bloqué deux fois entre Caen et Paris puis a été dévié par Metz, pour éviter Nancy où les gendarmes ont repéré des préparatifs de blocage. La frontière allemande a été atteinte avec trois heures de retard. Outre les blocages physiques, plusieurs manifestations ont eu lieu dans les gares traversées en souvenir de Sébastien Briat. En Allemagne, 10 000 policiers ont été déployés pour protéger les voies, ce qui n'a pas empêché plusieurs blocages, particulièrement dans les cinquante derniers kilomètres où plusieurs centaines d'antinucléaires ont été interpellés sur les 6000 présents.

300 convois exceptionnels sont alors prévus... autant d'occasions pour les opposants d'essayer de stopper ce chantier pharaonique.

BURE

Démocratie au secret

Pour mieux faire passer la pilule, l'Etat a mis en place des Clis, Comité local d'information et de suivi, censés être un lieu de démocratie. Mais quand même, il ne faut pas abuser : c'est le préfet qui est le président de la Clis de

Bure et il s'est même permis le 5 octobre de tenir une réunion "à huis clos", alors que le règlement des Clis précise que "Les réunions du Clis sont ouvertes à la presse et, dans la limite des places disponibles, au public". Déjà qu'on ne peut critiquer un projet dans une Clis, mais seulement s'y informer, si en plus cela doit prendre un caractère secret autant jouer franc-jeu et classer le chantier de Bure confidentiel-défense ! Pour suivre le dossier : Cedra, Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs / Haute-Marne, BP 17, 52101 Saint-Dizier cedex, tél : 03 25 04 91 41.

BELGIQUE

Comme dans un moulin

Le mercredi 25 octobre, une trentaine de personnes ont pénétré sur le site de la centrale nucléaire de Tihange. Commando terroriste ? Heureusement non, une action de Greenpeace pour demander la fermeture du réacteur. Une nouvelle fois, la preuve que l'on peut pénétrer sur ce genre de site censé être "sécurisé".



Manifestation pour les 20 ans de Tchernobyl et pour la fermeture de Tihange.



■ **Sarkozy est contre !** Lors de la convention de l'UMP sur l'agriculture, le 18 octobre 2006, Nicolas Sarkozy a déclaré "Comme beaucoup de consommateurs et d'agriculteurs, je ne perçois pas au moment le service réellement rendu par les OGM qui sont mis en culture dans le monde. Je partage donc leurs réticences à ce que nous les utilisions". Y aurait-il des élections qui approchent ? Et des sondages qui indiquent que 86 % des Français ne veulent pas des OGM ?

■ **Des milliers de brebis et de chèvres mortes ?** En Nouvelle-Zélande, la culture de coton transgénique a été autorisée en 2005. Première alerte : en décembre 2005, les cueilleurs de coton se plaignent de démangeaisons et de cloques laissant une décoloration de la peau. Mais les autorités ont estimé que cela n'était pas grave. Un rapport publié en avril 2006 dans la revue *Food & Environment* raconte ce qui est arrivé après la récolte : dans des champs remis en pâture, les moutons et les chèvres sont morts après avoir brouté des cosses de coton qui restaient dans les champs après récolte. 1820 bêtes sont mortes.

■ **Landes : cultivés dans un parc naturel.** Alors que les quarante communes du parc naturel régional des landes de Gascogne ont voté à l'unanimité pour l'interdiction de la culture OGM dans le périmètre protégé, les Faucheurs ont trouvé un champ cultivé avec un maïs OGM.

Serment d'hypocrite

L'Ordre des médecins fait prêter serment aux nouveaux diplômés sous la forme d'un serment d'Hippocrate réactualisé en 1996 qui précise entre autres que "Je respecterai toutes les personnes, leur autonomie et leur volonté, sans aucune discrimination selon leur état ou leurs convictions. J'interviendrai pour les protéger si elles sont affaiblies, vulnérables ou menacées dans leur intégrité ou leur dignité". Il semble que bon nombre de médecins aient oublié leurs promesses en route. Selon un rapport du Fonds couverture maladie universelle, lorsque les bénéficiaires du CMU se présentent devant un médecin généraliste du secteur 1, 0,6% refuse de les recevoir, un taux qui monte à 16,7% chez les médecins généralistes du secteur 2, à 39% chez les dentistes, à 41% chez les spécialistes !

cet automne par la multinationale L'Oréal. Firme qui avait déjà acheté Body Shop début 2006. Il faut dire qu'avec un chiffre d'affaires en très forte croissance, le domaine des cosmétiques bio attire bien des capitaux. Alors que les marques traditionnelles ont du mal à faire passer le message depuis que l'Europe les oblige à indiquer la composition des produits sur les emballages. Ceux qui peuvent être les plus inquiets sont les producteurs du Vercors qui fournissent Sanoflore : la croissance économique de l'entreprise nécessite d'aller chercher les plantes de plus en plus loin et le rachat par L'Oréal devrait intensifier le mouvement... pour aller chercher de la main d'œuvre moins chère.



David Stereboul

Les faucheurs en action à Valdivienne le 25 septembre 2004, sous les grenades lacrymogènes.

DRÔME

Sanoflore racheté par L'Oréal

La société de cosmétique bio Sanoflore que nous avions présentée dans notre numéro spécial Drôme-Ardèche a été rachetée



Guerre de l'ortie

Les associations qui dénoncent l'interdiction prise par le gouvernement de transmettre les recettes naturelles permettant de se soigner, ou de cultiver son jardin, au prétexte que les produits en question ne bénéficient par d'une autorisation de mise sur le marché, font remarquer qu'une telle loi n'est pas applicable du fait qu'il n'existe aucune procédure permettant à ces produits d'être autorisés. En effet, pour faire une demande de commercialisation d'un produit, il faut en être propriétaire, or ceux-ci relèvent du domaine public. Ils proposent donc au gouvernement de procéder comme en Allemagne où une liste de 191 substances naturelles a bénéficié d'une homologation simplifiée car connue depuis l'antiquité pour leur rôle de renforcement des défenses des plantes. Une procédure similaire est en cours en Angleterre pour aussi permettre à ces plantes "publiques" d'être librement échangées. *Collectif Ortie et compagnie, Bernard Bertrand, tél : 06 33 11 02 08 ou François Veillerette, tél : 06 81 64 65 58.*

Téléphonie mobile

■ **Il n'y a plus d'assurances au numéro demandé.** Pour savoir ce qui est dangereux dans le système, il suffit de lire ce qui est en tout petit dans les contrats d'assurance. Après le nucléaire, les OGM, les catastrophes naturelles, les assureurs viennent d'exclure du domaine de l'assurable l'ensemble de la téléphonie mobile, y compris les nouveaux téléphones sans fil d'intérieur.

■ **Il n'y a pas d'indemnités non plus...** Alors que l'on s'oriente vers une multitude de procès contre les opérateurs de téléphone du fait de la confirmation progressive des dangers, Corinne Lepage, ex-ministre de l'environnement et avocate, estime que l'issue des procès est hasardeuse car le règlement européen actuel permet

d'exclure l'innovation de toute condamnation. Ainsi, si les opérateurs prouvent que les connaissances scientifiques du moment ne permettaient pas de connaître à l'avance les dangers de la téléphonie mobile, elle pourrait bénéficier de cette exception au droit communautaire.

■ **Téléphone d'intérieur sans fil : danger !** Jusqu'à quelques années, les téléphones d'intérieur sans fil utilisaient une technique dite analogique (norme CT1+) qui émettait des ondes relativement éloignées de celles considérées comme dangereuses. La nouvelle génération de ce genre de téléphone dit DECT (Digital enhanced cordless telephone), il n'en est rien



le boîtier émet des ondes proches de celles des antennes-relais, cela marche 24 h sur 24 h et cela peut atteindre 1900 MHz de puissance maximale. Des mesures effectuées par la revue écologiste belge *Imagine* montre que l'on est, à 1 m, au-dessus des normes de 3 V/m recommandée au niveau international. Dossier très complet sur la téléphonie mobile à commander à : *Imagine, 23, rue Pierreuse, B 4000 Liège (contre 6 €).*

■ **Plus t'es mobile, plus tu ramasses !** Le téléphone mobile ne fonctionne bien... qu'en étant immobile ! En effet, si vous bougez en téléphonant, le téléphone perd le contact avec l'antenne-relais et coupe la communication, et comme il cherche désespérément à ne pas couper, il émet des ondes nocives au maximum. Donc, si vous devez téléphoner avec ces appareils toxiques, faites-le sans bouger.

Dessins et destins d'amiante

L'affaire de l'amiante, le plus grand scandale de santé publique en France, aura coûté la vie, d'ici 2025, à plus de 100 000 personnes. Pour la première fois, une bande dessinée raconte le côté humain de cette affaire, sans compromission.

Amiante, Chronique d'un crime social est une BD d'un genre nouveau qui ne laisse pas le lecteur indifférent. Un an après sa parution, elle continue à susciter de nombreux débats et expositions partout en France.

Le scénariste Albert Drandov nous emmène à la découverte de la BD en images avant de nous expliquer sa démarche dans une interview.



Première alerte « officielle »

« La première trace écrite officielle d'une alerte des dangers de l'amiante en France date de 1906. A cette époque M. Auriabault, inspecteur du travail à Caen, explique dans une note qu'il compte cinquante morts en cinq ans dans une filature d'amiante près de Condé-sur-Noireau. Il propose alors l'installation de ventilations. En vain. Cela m'a donné l'idée d'écrire l'histoire de l'embauche d'un gamin. De montrer les conditions de travail et cette rencontre, supposée, entre le patron de la fabrique et l'inspecteur. Des fans normands de vieilles cartes postales m'ont fourni des images des fabriques. Même la coiffe des ouvrières est d'époque. Une histoire superbement dessinée par Krist Mirror »

Amiante. *Chronique d'un crime social* est plus qu'une bande dessinée. En racontant, sources à l'appui, l'ampleur du scandale de l'amiante et en saluant la justesse du combat des victimes, elle permet de prolonger les débats sur la santé au travail. L'auteur nous raconte sa démarche originale.

D'où vient votre intérêt pour l'affaire de l'amiante ?

Albert Drandov : Longtemps, j'ai travaillé comme journaliste indépendant sur des sujets de santé, d'environnement, le monde du travail, etc. pour des journaux comme *Charlie hebdo*, *Le Canard enchaîné*, *Le Journal du dimanche*... Quand j'ai commencé à écrire sur l'amiante, en 1998, j'ai été impressionné par l'énormité du scandale, ses multiples facettes et ses innombrables conséquences. Il y avait la souffrance des victimes mais aussi le peu d'intérêt manifesté par les médias, surtout après l'interdiction, en 1997. Comme si la page devait être tournée. Comme s'il fallait accepter ces « dommages collatéraux de la production » et ne plus s'intéresser aux responsables du plus grave scandale sanitaire que le pays ait connu.

Pourquoi avoir choisi d'en faire une BD ?

Je suis un accro de bandes dessinées. Je tiens une chronique hebdomadaire sur une radio des Yvelines depuis 2002. Souvent, je râle de voir si peu d'albums parler de sujets actuels ou d'histoires vraies ayant un contenu social, ou disons « sociétal ». Un jour, je suis tombé sur *Rural*, la BD d'Etienne Davodeau, qui parle de la lutte de paysans bio contre un projet d'autoroute. Et là, je me suis dit "mon gars, faut se lancer".

Difficile de trouver un éditeur ?

Ça s'est fait très vite. J'ai croisé Kristijan Cvejic, l'auteur d'une BD sur des loustics des cités de banlieues, qui souhaitait développer sa petite maison d'édition. Et qui était animé comme moi par la volonté de mieux ancrer la BD dans le réel. Ma proposition l'a tout de suite branché. Il a pris le risque éditorial et économique de lancer cette BD à une époque, en 2004, où on ne parlait pas encore du *Clemenceau* ou de la tour Montparnasse... C'était courageux.

Ne pas accepter que les victimes de l'amiante soient des « dommages collatéraux de la production »

Comment avez-vous construit les histoires de l'album ?

D'emblée, j'ai souhaité me concentrer sur l'aspect humain de l'affaire. En gros, raconter un siècle de mensonges par le biais d'une quinzaine d'histoires, de 1906, date de la première alerte

officielle, jusqu'à la marche des veuves de Dunkerque, en 2005. Le tout en y incluant des documents d'époque, sou-



Comment trouver la BD ?

On la trouve plus facilement en la commandant directement chez l'éditeur :
Chèque de 15 € par BD (+ 3 € de frais de port) libellé à l'ordre de
Septième choc éditions, à envoyer à l'adresse suivante :
Septième choc éditions BP 36 78540 Vernouillet.

De l'amiante pour faire la neige.

« Jusque dans les années 60 on a utilisé l'amiante pour faire la neige dans les films. Ils étaient tournés en studio, à Boulogne, Epinay... L'info m'est revenue grâce à un médecin qui avait rencontré un technicien de l'époque. Après vingt-cinq coups de fil, j'ai retrouvé un de ces techniciens qui avait travaillé, notamment, sur « Porte des Lilas ». J'ai filé direct à la cinémathèque des Halles, à Paris, pour voir le film et là, je suis tombé sur une scène avec Pierre Brasseur, Raymond Bussières et Georges Brassens sous la neige. Comme on dit, "ça fait drôle" »



vent éloquent. Evidemment, comme journaliste, j'avais accumulé de nombreux témoignages, des documents. Mes contacts chez les avocats, les syndicalistes, auprès du réseau de l'Andeva, l'association des victimes, m'ont aussi beaucoup servi pour l'écriture des scénarios. L'éditeur m'a également donné un coup de main sur certains scénarios, notamment en calmant mes ardeurs de journaliste qui veut toujours tout raconter...

Comment avez-vous procédé pour l'histoire des handicapés victimes de l'amiante ?

Là, pour le coup, c'était assez simple. J'ai eu la chance de bénéficier des lumières de Caroline Faesch, journaliste à Lyon, qui a fait un livre (*Salariés de l'amiante, salariés de l'indifférence*, chez Golias) dans lequel elle parle de l'utilisation de certains Centres d'aide par le travail, les CAT, comme sous-traitants de Saint-Gobain. Les handicapés travaillaient sur des produits amiantés sans le savoir. J'ai recoupé l'info en interrogeant d'anciens salariés et des syndicalistes. Le drame de cette histoire c'est que c'est tellement dur de caser un de ses enfants handicapés dans un CAT que tout le monde préfère se taire sur les dangers éventuels du travail, même les parents.

Certaines histoires sont assez émouvantes. Réaliser l'enquête a dû être parfois poignant ?

C'est une affaire qui ne peut pas laisser insensible. Croiser un malade qui traîne sa bouteille d'oxygène

sur des roulettes, voir des anciens s'accrocher à la rampe d'escalier, essoufflés, après n'avoir monté que cinq marches, c'est marquant. Il vaut mieux toutefois ne pas se laisser embarquer par l'émotion. Pour avoir « l'œil », et restituer un témoignage, il faut savoir faire la « toile cirée ».

A la fin, ce qu'il reste c'est l'indignation. Surtout de voir que les industriels, les politiques, la justice jouent la montre. Comme si l'on attendait la mort de toutes ces victimes pour passer à autre chose. Le grand procès de l'amiante, avec les représentants de l'Etat, les ministres, les médecins du travail, les industriels n'est hélas pas pour demain. Je ne vois pas de décision définitive au pénal avant, au moins, une décennie.

Comment a été accueillie la sortie de votre BD ?

Très bien, quels que soient les publics. Au cours des premières séances de dédicaces — on en est à près de quarante depuis un an — les victimes semblaient se réapproprier leur mémoire via la BD. Avec une soif de transmettre leur histoire aux enfants et petits-enfants. On s'est aperçu que la BD permet à ceux qui ont un rapport difficile au livre, surtout les victimes



Une grève pour la santé

« En 1956, dans la vallée de la Vère, en Normandie, une grève paralyse toutes les filatures d'amiante. La cause, c'est le licenciement de délégués syndicaux CFTC, dont l'un protestait contre les poussières d'amiante. C'est une façon aussi d'expliquer que régulièrement des salariés réclamaient des mesures de sécurité. Pour cette histoire, j'ai rencontré un des meneurs de l'époque. Il est aujourd'hui malade de l'amiante, sous oxygène en permanence. Je me suis aussi inspiré d'autres témoins et de journaux de l'époque. »



Quid des médecins du travail ?

« Toutes les victimes que j'ai rencontrées en veulent beaucoup aux médecins du travail. Parce qu'ils minimisaient leurs problèmes de santé ou répétaient souvent que c'était dû au tabac. Un discours que l'on retrouve partout. Cela pointe la responsabilité d'une profession, payée par les employeurs, qui est incapable d'imposer son indépendance pourtant inscrite dans les textes. Pour les malades, c'est comme une double trahison : après celle des patrons, il y a celle de ceux qui étaient chargés de les protéger au travail. »

La fin de vie d'un malade

« C'est l'histoire qui a été la plus dure à écrire. Mais j'y tenais absolument. J'ai eu de longues conversations avec Georgette, la femme d'un docker qui est mort un 1^{er} mai ! Avec beaucoup de dignité, elle m'a raconté la fin d'Auguste, son mari. Ses souffrances, la solitude, la peur de partir. Je sais que certaines veuves ont du mal à finir de lire cette histoire sans pleurer. La force de ce récit doit aussi beaucoup au dessin de Dikeuss. Hélas, Georgette est morte un mois avant la sortie de l'album. »



ouvrières les plus modestes, de mieux faire partager leur histoire. Dans certaines familles, elle libère la

parole, via les enfants qui interpellent un père malade qui se tait. Le dessin joue beaucoup. C'est vrai que les dessinateurs, confirmés ou débutants, ont fait un très beau travail. Quant à ceux qui ne connaissaient pas l'affaire autrement que par l'université Jussieu et le *Clemenceau*, c'est souvent la surprise qui domine, de mesurer l'ampleur du scandale. Trois mois après la sortie, en janvier 2006, l'album décrochait le *Prix Tournesol*, à Angoulême. Ce dont tout le collectif est très fier !

Pourquoi avoir organisé des expos tout de suite derrière ?

« L'idée — très immodeste — était de croire qu'un support pareil, aidé d'une expo itinérante, regroupant des planches et des docs de l'époque, etc., pouvait être un moteur de débats et de renouveau de la santé et de l'environnement du travail, etc. De fait, l'expo a circulé dans plus de 50 villes. Des mairies, des lycées, des bureaux, des comités d'entreprises, des syndicats, des partis politiques ont participé. C'est très agréable pour des événements de ce genre. Exemples : au rencontre nationale de délégués de la CGT au centre de formation de la CFTD, aux journées de la santé, à la Biennale de l'environnement de la Seine-Saint-Denis, à la semaine de la santé, dans le Val-de-Marne, à une fédération du parti socia-

Quel avenir pour la BD « sociétale » ?

Restons calmes : la BD de société intéresse très peu le public. Certes, il y a eu des pépites comme *Le Photographe*, de Guibert, *Persepolis*, de Satrapi, *Les Mauvaises gens*, de Davodeau qui ont connu le succès. Et certains éditeurs se tâtent sur ce micro-phénomène. Mais il reste beaucoup à faire. 99% des trente-cinq millions de BD qui se vendent en France chaque année n'évoquent que l'imaginaire, loin de nos réalités. J'aimerais que la BD colle plus à l'actualité, à des affaires ou des histoires récentes, révélatrices de notre temps. Ça paraît incroyable, par exemple, qu'aucun auteur n'ait rebondi sur les émeutes des banlieues en 2005.

Vos projets ?

Je travaille actuellement sur un album qui causera du nucléaire à travers de nombreuses histoires. Un peu dans l'esprit de la BD « Amiante ». En même temps, je cogite sur une histoire durant la guerre civile espagnole, mon *dada* historique. Mon souhait serait de voir se constituer un « pool » d'auteurs qui, dans un atelier réel ou virtuel, et avec l'aide d'un éditeur percutant, publie des albums qui évoquent des faits de notre époque. J'ai enfin d'autres idées de BD d'actualité mais pour l'instant... silence !

Propos recueillis par Camille Clochon ■

L'auteur

Diplômé en histoire contemporaine, il se lance dans la presse, fin 1980, sans passer par la case école de journalisme. Très vite accro aux sujets « de société », il quitte *Politis*, en 90, et enchaîne les collaborations (de *Profs Mag* à *Charlie-Hebdo*, de *L'Événement du jeudi* au *Canard enchaîné*) et les expériences (TV, radios). Il souhaite désormais utiliser les « outils du journalisme pour mieux ancrer la BD dans le réel ». Le prix Tournesol, décerné à la BD « Amiante ». Chronique d'un crime social en 2006, à Angoulême, a visiblement conforté sa motivation...



Albert Drandrov.



Un lobby aux mains libres

« Si l'affaire de l'amiante a duré aussi longtemps, c'est aussi parce que le lobby des industriels a su manœuvrer efficacement face à l'aveuglement ou à la lâcheté des autorités et même des syndicats, dont certains préféraient défendre l'emploi plutôt que la santé. Ce lobby savait depuis le début que l'amiante était dangereux et il a organisé le mensonge pour continuer à faire du profit. Heureusement, grâce à quelques journalistes teigneux, des avocats obstinés, et à Henri Pezerat, un toxicologue sur le "front" de l'amiante depuis 40 ans, on sait maintenant comment ce lobby est parvenu à neutraliser les ministères du travail et de la santé jusqu'au plus haut niveau. »

Avalanche de procès au civil

« C'est grâce à l'action de l'Andeva, l'Association nationale des victimes, que le dossier est désormais devant les tribunaux. Les malades osent enfin demander des comptes et les procès pour "faute inexcusable" de l'employeur se comptent par milliers. Mais à côté des avocats en robe noire, on trouve aussi quelques rares ouvriers, des syndicalistes retraités, qui vont devant les juges — au civil, c'est possible — défendre les copains malades. C'est le cas de ce Louis, en Lorraine. Un personnage que j'ai trouvé dans la presse. Le plus dingue, c'est cette histoire de menace de mort qu'il a reçue à son domicile, pour qu'il arrête les recours en justice. Il m'a raconté ça comme un vieux routier qui ne s'étonne plus de ce genre d'intimidations, pourtant d'un autre âge. »



La marche des veuves

« L'idée des femmes de Dunkerque était de faire comme ces mères de la place de Mai, en Argentine, qui défilaient tous les mois pour leurs disparus. Au départ, elles étaient 140 à lancer "l'appel des veuves" pour un procès pénal. Pour que la justice dise enfin quels sont les responsables et les coupables de la mort de leur mari, et ce, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. Très vite, un élan de solidarité s'est constitué autour d'elles. Tous les mois, plusieurs centaines de personnes ont défilé à leur côté. Et les médias, toujours avides d'images marquantes, ont commencé à parler un peu plus de l'affaire et de ces plaintes qui traînent au pénal depuis bientôt dix ans. Ce sont les mots de ces femmes que j'ai tenté de restituer dans ces planches. »





Annonces

Entraide

■ Je viens de m'installer en Limousin, près de Saint-Léonard-de-Noblat, en Haute-Vienne, et j'aimerais rencontrer des lecteurs et lectrices de *Silence* pour partager des moments de convivialité, des coups de main, du covoiturage. *Joëlle Noguera*, tél : 05 55 75 48 25, yomam@wanadoo.fr.

■ Nous sommes en train de construire une maison bioclimatique avec un projet d'accueil alternatif dans l'Aude, *Les jardins de Bohème*. Au bout de deux ans de travaux, nous arrivons au bout de nos possibilités de financement et il nous reste quelques tranches de travaux pour rendre la maison habitable. C'est pourquoi nous lançons un appel à participation sous forme de coups de main bénévoles, mais également un appel à finances : chaque participation financière sera compensable par une réduction équivalente du coût du séjour dans le lieu d'accueil ou faire l'objet d'un remboursement concerté. Le projet est présenté sur <http://jardins-de-boheme.fr>. *Arno* et *Christine Lagrange*, *L'École*, 11240 Bellegarde-du-Razès, arno.raymond.lagrange@wanadoo.fr.

■ Donne jeunes chèvres et boucs saenn/alpines, habitués à vivre en société (sorties fréquentes avec d'autres animaux) dont un chèvre de trois ans sans corne, boîteuse, très gentille et douce, idéale comme animal de compagnie qui n'aboie pas et peut faire du très bon lait. Nous contacter au 04 77 24 76 99, *Franck Fabbri* et *Marima Biondi*, *Le Phaux*, 42440 Noirétable.

■ Abonné dans l'Aude, près de Narbonne, je cherche des contacts avec d'autres abonnés pour tisser des liens et s'inscrire dans un projet collectif, un café associatif par exemple. *luky26@free.fr*.

■ Porteurs de projet paysans-boulangers cherchent 8 à 10 ha (location ou achat) Piémont Pyrénéen et alentours (65-31-09) matériel boulangerie (four, couches, bannetons, pétrins) et matériel stockage et triage (cellule, vis, trieurs). *Fred et Arnaud* 06 50 88 01 87.

Vivre ensemble

■ Je dispose d'une grande maison, intérieur à rénover, d'un jardin de 700 m² au bord d'une magnifique source. J'ai restauré le four à pain dans ma cour et ouvert un petit resto de saison. Mais la maison est trop grande pour moi seul, homme 45 ans, la tâche trop grande, et la vie trop ennuyante. A plusieurs, ça pourrait être le pied ! Je cherche donc autre(s) personne(s) ayant envie de participer à l'aventure, cohabitation, jardinage, travail, 50 km de Montpellier, dans une des plus belles vallées du sud au pied des Cévennes. Gens motivés, manifestez-vous. *Bernd*, tél : 04 67 73 46 31, fast.forward@libertysurf.fr.

■ Homme retraité, actif, dispo, esprit jeune, souhaite intégrer ou participer à la création d'un projet collectif type éco-village. Apporte participation active et moyens financiers. Tél : 03 84 49 32 36.

■ J'en appelle à des végétariens décroissants qui souhaiteraient venir vivre en pleine campagne. En l'occurrence, les monts d'Arrière en Bretagne. C'est ce que nous avons choisi de faire nous-mêmes en achetant une des maisons du hameau. La maison à côté de la nôtre sera un jour vendue et nous avons pensé qu'avoir des voisins de la même sensibilité à la vie serait mer-

veilleux, enrichissant et constructif. Nous pourrions acheter du matériel en commun et nous entraider pour faire de cette colline une oasis de paix, un hymne à la vie ! Les projets ne manquent pas pour devenir un maximum autonome et vivre en harmonie avec l'environnement. Il faut aimer par dessus tout la vraie nature, la simplicité volontaire et avoir beaucoup de courage ! Si cela pouvait être un projet pour vous, téléphonez-nous et venez visiter les lieux : *Famille Chauvet*, tél : 06 69 02 07 29.

■ Nous sommes une famille de deux adultes et deux enfants (2 et 3 ans). Pour notre bien-être et celui de la Terre, nous avons comme projet d'animer une ferme pédagogique et une table d'hôtes alimentée par les légumes et les plantes du jardin et une petite production fromagère. Les acteurs-producteurs seraient notre cheval de trait, des chèvres, des brebis, des animaux de basse-cour...

Les idées, l'envie et l'énergie ne nous manquent pas, ce qui fait défaut c'est de trouver une place autant financièrement qu'idéologiquement. Nous œuvrons aujourd'hui à finaliser notre projet dans le cadre du brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole, nous cherchons un espace (logement et terrain) qui pourrait accueillir cet à-venir agricole. Notre intérêt pour les échanges et notre besoin de formation en traction animale, maraichage et plantes médicinales nous rendent ouverts à des propositions pour intégrer des associations, des éco-villages ou des structures individuelles. Vous pouvez nous contacter au 04 77 24 76 99, *Franck Fabbri* et *Marima Biondi*, *Le Phaux*, 42440 Noirétable.

■ Femme, 39 ans, éducatrice, cherche emplacement pour poser mon fourgon. 50 km autour de Montpellier, faire un potager et éventuellement construire une cabane. Location, achat collectif, tout autre contact, proposition d'hébergement communautaire et projet alternatif bienvenus. Tél : 06 98 39 11 65.

■ **Alpes-de-Haute-Provence - Barreème.** Recherche famille avec enfants 4-8 ans pour louer maison de 90 m² 300 € par mois dans un petit hameau isolé sur 6 km de piste en pleine montagne (700 m d'altitude, isolé en hiver). Critère : parents désirant faire l'instruction de leurs enfants à domicile (école à la maison ou Cned), tranquilles, écolos et bios, sans chien. Contactez-nous : 04 92 34 22 88.

■ Daniel dans le grand Ouest cherche à organiser un groupe Résidences actives. Hors du concept de propriété, autogestion en vue d'une autonomie maximum. A partir de cinquante ans et pour tous ceux qui ne veulent pas se retrouver un jour à la charge des plus jeunes. *Daniel Jacquemin*, chez *Chevalier, Bréhus*, 86700 Romagne, tél : 06 09 08 16 39.

■ **Tribu vivace.** Nous sommes un collectif nomade cycliste. Nous sommes 7 dont 3 enfants déscolarisés. Nous souhaitons voir la tribu s'agrandir et notamment plus d'enfants pour notre école nomade. Nous avons des caravanes cyclistes ultra-légères pour transporter nos tipis et nos plus jeunes enfants. Nous allons dans les communautés alternatives pour apporter notre participation. Nous construisons des yourtes, tipis, dômes, zoomes, des cabanes en terre et/ou en bois, des remorques, des caravanes en bambou et en toile. Si l'acheteur participe, le

prix baisse d'autant. Nous animons des chantiers festifs et gratuits pour ces constructions lors de camps chez *Alain Auguste*, *Les Drouilhèdes 30160 Peyremale*, tél : 06 19 42 18 69. Gare SNCF à Bessèges à 2 km. Prochains chantiers : du 10 au 20 février, du 20 au 30 mars, du 15 au 30 avril, du 1^{er} au 15 juin, du 20 au 30 juillet, du 1^{er} au 10 septembre.

■ **Seine-Maritime.** Si vous êtes intéressés par la création d'un habitat groupé écologique et intergénérationnel en Seine-Maritime, contactez-moi : vanwinckelchantal@hotmail.com.

Emploi

■ Le refuge de Montgeron (Essonne) recherche plusieurs auxiliaires aux soins pour les chiens du refuge (promener les chiens, les nourrir, les soigner, nettoyer les box, bref la vie normale d'un refuge). Payé au Smic pour 35h/semaine dans le cadre d'un CAE (contrat ANPE d'aide à l'emploi). Formation assurée. Envoyez vos CV et lettre de motivation à : *Refuge de Montgeron, Animaux sans foyer*, 6, route de Corbeil, 91230 Montgeron. Pour plus de renseignements, vous pouvez appeler Stéphanie, présidente d'ASF, au 06 84 35 56 14.

■ Après cinq ans d'études d'ingénieur agri à Lyon (Isara), et de découvertes des réseaux alternatifs et militants de la région, je cherche à travailler sur l'agri bio, les circuits courts, ou autres Amap... dans lesquelles j'ai déjà quelques expériences. Si vous cherchez quelqu'un pour animer une structure, participer à l'élaboration ou au développement d'un projet dans ces domaines, vous pouvez me contacter au 04 66 56 70 68 ou hgaudon@yahoo.fr. A bientôt ! *Hélène Gaudon*.

Recherche

■ Berger-chevrier, avec troupeau, marié avec enfants, cherche hameau ou village à l'abandon, avec bâtiments, habitations et de 50 à 500 ha de terrain, même en friche ou avec travaux pour création élevage bio avec production-vente de produits fermiers, matériels et outils de ferme, prêts et dons de véhicule de tourisme bienvenus. Petits revenus. Ecrire à : *Serge Bedessen*, *Le Bourg*, rue des *Trois-Portails*, 12170 Durenque, tél : 05 65 78 48 69 ou 06 31 41 12 54.

■ **Réf 342.01.** Quels amoureux de la nature, en mal d'elle, seraient intéressés pour accueillir petit séjour, échanges, amélioration d'un lieu de vie, style camping avec bungalows sur terrain bien arboré, 1700 m², situé à 1,5 km de la gare SNCF et 2 km du village, entre Lyon et Grenoble. Tél : 04 74 88 71 60 ou écrire à la revue qui transmettra.

■ Enseignant disponible et motivé par une quinzaine d'années d'expériences dans le primaire public et dans l'animation souhaite participer à la mise en place d'un projet d'école alternative, parallèle, perpendiculaire, itinérante ou autre dans le grand sud rural. N'hésitez pas à me joindre : *Hervé*, 06 71 78 40 78.

■ Le petit centre de loisirs *Rhubarbe et Carotte* à Elbes dans l'Aveyron, cherche de la documentation, des infos, des lieux à faire visiter aux enfants et des personnes passionnées sur le thème des cabanes. Notre projet est de réaliser avec les enfants un village de cabanes en saule vivant. N'hésitez pas à nous contacter : *Coline*, tél : 06 73 81 14 89.

■ **Serge Lapisse**, écrivain, philosophe, poète, cherche collaboratrice afin de réaliser des actions dans la continuité de ses écrits tournés vers la recherche du mieux-être pour les êtres humains : "conseil de vie" pour développer la connaissance des techniques de bien-être, film documentaire avec scénario. Goût des contacts humains, de la création, des voyages souhaités. L'auteur possède un important fichier de coordonnées de même que beaucoup de documentation, d'ouvrages ainsi que des moyens de réalisation. Je recherche aussi d'autres contacts dans la région s'intéressant à l'art, l'écologie, aux alternatives... *Serge Lapisse*, 5 bis, rue Saint-Luperc, 37800 Eauze, tél : 05 62 09 87 16.

Logement

■ **Toutes régions.** Ludovic, 36 ans, habitant actuellement en sud Lozère, cherche logement individuel, éventuellement dans un lieu collectif, avec eau non traitée et terrain pour jardiner, à la campagne. Echanges possibles. Je suis au RMI, non-fumeur, dans la décroissance. Je peux payer un loyer jusqu'à 250 € (si allocation logement). *Ludovic Brun*, *Castagnols*, 48220 Vialas, tél : 04 66 41 03 69.

■ En pleine campagne (Belligné, 44370), entre Angers et Nantes, vendons maison en pierre restaurée "écologie-design" avec 2 chambres, grande cheminée, chauffage central bois + longère 18' à rénover + four à pain + hangar sur terrain 3500 m² proche d'un bois, sans voisin, potager, ADSL, 3 km village, 15 km bords de Loire. Idéal gîte ou éco-lieu. Tél : *Jérémie*, 06 63 75 68 73.

■ **Drôme (ou Ardèche).** Dame retraitée cherche une maison à louer ou en viager autour de Valence, Die, Romans ou Tournon ; en rez-de-chaussée avec extérieur pour potager. Etude toute proposition. Tél : 04 92 58 55 05 ou 04 75 07 03 13.

■ Gentille petite maison pour écolos motivés, zone non constructible, pas d'EDF, ni eau publique, isolée en pleine nature provençale. 1500 m² arboré. Village à 800 m. Ville d'Uzès (Gard) à 6 km. Vue magnifique ! Trois pièces pour 35 m², plein sud, forêt au nord. Beaucoup de possibilités. Prix modeste : 160 000 €. Meublée, chauffage, caravane d'amis, solaire, WC sec, tél : 06 99 29 62 93 (pour SMS ou message parlé).

■ Souhaite acheter maison ou terrain le plus authentique possible, pour vivre en bonne intelligence avec mes voisins. Tél : 04 90 85 59 35.

Vacances

■ **Languedoc.** Echange ou loue logement à Nîmes (Méditerranée, Cévennes, Camargue) contre villégiature ou autres propositions. Toutes périodes possibles dans l'esprit Silence (confiance et respect). *Patrick*, tél : 06 50 06 88 06 ou patrickastre@imode.fr.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes.



Alternatives psychiatriques ?

C'est avec tristesse que je souhaite évoquer le décès de mon frère et de notre système traitant des maladies mentales. Aujourd'hui la camisole chimique a remplacé la camisole de force. Et c'est maintenant la colère qui colore mon deuil face à notre système occidental moderne, imposant à outrance l'usage des médicaments. La psychiatrie cible ses efforts à vouloir contrôler et expérimenter sur la chimie du cerveau, sans se soucier de l'environnement dans lequel évolue le patient. Elle omet toutes les autres formes de thérapies complémentaires et coupe l'humain de ses sens. Après six années de séjour en hôpital psychiatrique, mon frère est décédé d'une crise cardiaque, à 28 ans. Quelles en sont les causes sous-jacentes ? Le cocktail, médicaments, inactivité, ennui, tabac, altération de la mémoire, des sens, de la réflexion, de la capacité à agir, des émotions, des envies, sont pour moi les premières causes de sa mort. C'est le résultat des premiers effets secondaires des médicaments. Pendant plusieurs mois, ce frère est resté hospitalisé faute de trouver un logement. C'est qu'avec son look punk et un passé en psy, il est difficile de faire bonne figure devant un propriétaire.

A cette époque j'ai tenté de le faire sortir de ce système en proposant au médecin de laisser prendre le relais à une structure d'accueil rurale, qui disposait de davantage de moyens humains et d'un cadre de vie plus épanouissant. En même temps, lui, engageait une procédure de mise sous tutelle. Il a refusé ma proposition : « Votre frère coûte 1500 francs/jour à la société, alors que son état ne justifie plus d'une hospitalisation ». La société ferait bien de se tourner vers d'autres soins, et elle ose, après cet échec, réclamer des frais d'hospitalisation aux héritiers. Plus tard, ils lui ont trouvé une piaule en ville. Il est mort, seul, dans son appartement d'une société citadine, qui ne permet pas l'expression de qualités humaines d'altruisme. Aucun accompagnement d'ordre social et de développement humain n'a été réalisé. Le médecin a posé son diagnostic : schizophrène. Et après le service de mise sous tutelle, les indemnités journalières de la Sécurité sociale, et le service pharmaceutique, rien n'a été fait ! Un engrenage qui ne permet même pas à un membre de la famille d'exprimer sa fraternité.

Ce que j'ai retiré de mes entretiens avec le médecin surchargé de patients, c'est qu'il est complètement blasé par les difficiles conditions dans lesquelles il exerce sa profession. Je me demande à quel point la souffrance des malades, cramponnés à leur rôle victimaire, est due à une programmation émotionnelle inconsciente. Que se serait-il passé si le médecin avait eu autant de foi en la capacité de guérison du corps humain, qu'il en met dans le pouvoir des médicaments ? Le lien entre le patient et le médecin me paraît capital. Si un médecin ne croit pas en l'amélioration possible de la santé d'un patient, rien que cette pensée peut entraver la guérison. Plusieurs patients de ce service sont décédés dans les mêmes circonstances que mon frère. N'y a-t-il pas un recours pour que cesse le massacre ? Peut-on laisser ce médecin exercer en toute impunité sa profession ? Merci de me faire part de vos expériences, témoignages, connaissances sur l'anti-psychiatrie et recours en justice possible, puisque le patient est sous la responsabilité du médecin. Punk is not dead.

Valérie Gayard ■
Lozère.

Vélos couchés

Vous écrivez régulièrement des articles sur les vélos couchés. Je trouve cela a priori très intéressant, mais il n'y a jamais de contacts. Peut-on me renseigner ?

Claude Garcia ■
Priziac 56 140 Pleucadeuc - 02 97 26 98 17.

Silence : contactez une association cycliste près de chez vous.



Eau en bouteille

« En raison de la canicule, le gouvernement autorise la circulation des poids lourds le week-end pour le transport des eaux en bouteille ». C'est ajouter « l'horreur écologique » à « l'horreur économique » ! Horreur écologique d'abord. En cette période de canicule, un surcroît de circulation routière ne fait qu'accroître les problèmes de pollution, de santé...

Enfin et surtout horreur économique. Les Français ne disposent-ils pas de l'eau potable au robinet ? A un prix cinquante à cent fois moins cher que celui de l'eau en bouteille ? Et donc, hormis pour les cas de besoins médicaux, à quoi sert cette industrie de l'eau ? A quels besoins répond-elle ? Aucun besoin vital, mais par contre un réel besoin économique : la croissance. Car elle crée des emplois : fabriquer des bouteilles, embouteiller, transporter, distribuer en grandes surfaces, faire de la publicité, enfin détruire ces emballages en déchetterie (...)

Jacques Deschamps ■
Loir-et-Cher.

A Strasbourg, le tram est un cheval de Troie

Je voudrais juste apporter un complément d'information de la brève *Strasbourg : tramway performant*, parue dans Silence n° 339, p.18.

La direction bicéphale de la mairie (Fabienne Keller) et de la communauté urbaine (Robert Grossman) mène une politique de destruction de l'environnement et d'appauvrissement de l'espace public qui, sous couvert d'une belle mais ô combien perfectible politique du tramway et du vélo, ouvre des boulevards... à la bagnole !

De nouveaux tronçons routiers et des projets scandaleux (grand contournement ouest, par exemple) détruisent à un rythme effarant les forêts et cours d'eau à l'intérieur de l'agglomération comme à sa périphérie (A Neudorf, avenue Jean-Jaurès, au travers du parc Kurgarten, Neuhof, la Robertsau, devant l'université Marc-Bloch, etc. Voir repstrasbourg.free.fr). Ainsi le peuplier d'Ostwald, tenu par des militant-e-s et des riverains autour d'Alsace Nature et d'Opale puis abattu par les autorités locales, laisse maintenant la place à une futur boulevard urbain où la circulation quotidienne est estimée pour la première année à 14 000 véhicules. Il y aura bien un tramway et une piste cyclable (que les riverains accueilleraient d'ailleurs volontiers) mais plus de forêt naturelle ni les 93 espèces d'animaux qu'elle abritait...

En fait, les responsables locaux pervertissent la loi Laure (Loi sur l'air et l'usage rationnel de l'énergie art.20, loi du 30 déc. 1996) qui oblige l'ajout d'une piste cyclable à toute nouvelle voie routière dans une agglomération en traçant de larges pistes bagnolables à l'occasion des extensions du tramway. On plante ensuite quelques arbres bien disciplinés d'une espèce rapide et pas salissante avant d'y intercaler des sucettes publicitaires, et hop, le tour est joué ! L'espace piétonnier y est alors généralement combiné avec les pistes cyclables ce qui, outre l'augmentation des dangers, génère des conflits piéton/cycliste et réduit encore la place globale de ces modes de transport doux au profit de la voiture... La ligne tram étant entourée des deux côtés par une large chaussée, bordée de parkings voiture, le piéton et le cycliste doivent prendre garde aux portières et éviter toute traversée qui ne se ferait pas aux feux tricolores bien éloignés...

Matt Mahlen ■
(avec l'aide du journal mural *La Brique* n°2)
Strasbourg.

Refus des débats et non-violence

Le refus du débat sur le nucléaire m'a semblé aberrant, surtout venant de personnes se revendiquant de la non violence. A mon avis, les gens qui sont suffisamment clairs et à l'aise pour aller discuter honnêtement avec des pro nucléaires (tout en gardant un esprit indépendant), sont absolument nécessaires à notre lutte. Discuter avec l'ennemi, n'est-ce pas le fondement, la racine même, de l'attitude non violente ? (...) Pour Gandhi, ce qui caractérise avant tout la démarche non violente, c'est d'être à la recherche de la vérité (cette vérité qui dépasse l'individu et rend possible la traduction d'une langue dans une autre). Personne ne la détient une bonne fois pour toutes. Mon ennemi, s'il se trompe et s'en aperçoit, peut changer d'avis. C'est pour cela qu'il est important que j'échange avec lui mes arguments. C'est en confrontant mes idées à celles qui y sont opposées que je vérifie si elles sont justes. Dans cette perspective où je peux toujours me



tromper, le débat contradictoire est recherché car indispensable. La mentalité ambiante peut nous gagner si nous n'y prenons pas garde. Pour y échapper, il est indispensable de s'occuper un petit peu de la façon dont l'esprit est forgé et fonctionne. Alors, très, très succinctement : en me référant à Ellul et à Lacan, je peux dire que depuis que l'image (avec la télé) a remplacé le mot écrit ou parlé dans la vie quotidienne des gens, le mimétisme, le "look", les rapports de force ou de séduction, la violence (qui participent d'une même instance psychique, celle de l'imaginaire), remplacent la recherche du sens, de la vérité (qui participent d'une instance psychique différente, celle du symbolique).

Le refus de discuter exclut la démarche non-violente. Les comportements qui participent de la violence gagnent du terrain, non seulement autour de nous, mais également en nous-mêmes. Nous faisons le boulot de nos ennemis à leur place : comme s'ils étaient dans nos têtes, nous rendons la communication et le débat impossibles.

Agnès Le Coutour ■
Manche.

S!ence : L'auteure ne précise pas de quel refus de débat il s'agit. S'il est fait allusion ici à la perturbation du débat sur ITER par le Réseau Sortir du Nucléaire, rappelons simplement que ce "débat" a été organisé par les autorités alors qu'elles avaient déjà décidé de construire ITER. Le but n'était donc pas de débattre mais de faire accepter les décisions déjà prises.

Techniques appropriées

Deux réactions au magnifique dossier "Technologies contre autonomie" (merci Vincent P. et merci S!ence), l'une sur le terme et le concept de "technologie", l'autre sur certaines techniques dites "appropriées". Les mots façonnent aussi notre pensée, plus que nous ne le supposons et bien souvent à notre insu. Le terme "technologie" est introduit, selon moi, dans les années 60, lorsque le terme "technique" était perçu comme péjoratif : enseignement "technique" ou "cols bleus", moins "nobles" que l'enseignement "général" ou "cols blancs"... Avec l'idée de revaloriser le champ du technique en le re-baptisant. Grand succès, car la "technologie" a masqué la "technique", même chez les plus conscients, même chez S!ence. Mais la techno-logie est étymologiquement le discours (le *logos*) sur la technique, comme la psycho-logie est le discours sur la *psyche*. Le discours sur... n'est ni la technique, ni la *psyche* elles-mêmes. Le dictionnaire Robert marque bien, à sa manière, cette distinction. Technologie : *théorie générale et études spécifiques des techniques*. Technique : *ensemble de procédés employés pour produire une œuvre ou un résultat déterminé*. Or qu'il s'agisse du texte, des titres ou des intertitres du dossier, on y critique et on y discute la "technologie", c'est-à-dire le discours sur la technique — ce qui ne manquerait pas d'intérêt pour autant — alors qu'il vaudrait mieux se situer au niveau des techniques et de la critique des techniques elles-mêmes. Ne faisons plus l'autruche. N'ayons pas peur de parler de technique(s), c'est la meilleure façon, la plus lucide, de la/les (re)valoriser et surtout de mieux (se) comprendre et de mieux pratiquer. C'est beaucoup plus qu'une question de mots, secondaire ou accessoire : *les moyens dictent la fin* (Mac Luhan et Gandhi, comme les cite et le développe Gregg West, p.8). Ou : *les outils ne sont pas neutres* (Renseignements généraux, p.18). Que ces moyens ou ces outils soient "techniques" ou "langagiers".

D'autre part et pour aller encore plus au fond du "sujet" (aux sens du thème, comme de celui de l'individu), réactualisons un peu ce que furent les "techniques appropriées". Elles se développent à partir des années 70, avec notamment le livre de Schumacher, *Small is beautiful* — on les appelait, déjà à tort, "technologies appropriées" ou technologies intermédiaires, et on les envisageait pour le "tiers et le quart-monde" (cf. dossier de *La Revue Durable*, n° 19, fév.-mars 2006). Les actuels Safti (système à faible technologie incorporée) pourraient en être, sous certains aspects, les héritiers. Le qualificatif "approprié", ici, renvoie certes à l'idée que cette technique est appropriée à la situation : on n'utilise pas le ciment ou le blé, là où il n'y en pas et où il faut les faire venir, à grands frais, par bateaux ou camions. Il s'agit donc de techniques dont les ingrédients sont essentiellement locaux ou facilement renouvelables sur place. Premier intérêt. Mais le qualificatif "approprié" renvoie également à l'idée que l'utilisateur se les a "appropriés", c'est-à-dire qu'il les a "en propre" (faites siennes), qu'il en est (devenu) le propriétaire, qu'il les maîtrise donc — et qu'il n'a pas besoin d'un autre pour les utiliser, les réparer, ou continuer à les ajuster. De mon point de vue, l'expression "techniques appropriées",

même si elle ne prend pas en compte d'autres dimensions que l'on souhaiterait lui voir incorporées, reste néanmoins, dans le champ des idées et des termes sur la question, celle qui définit, de la meilleure et plus courte façon possible, ce que nous pourrions souhaiter *a minima* que fussent les techniques : appropriées au "milieu" où elle sont utilisées et appropriées par son utilisateur.

Jean-Pierre Lepri ■
Sud de Bourgogne.

La décroissance est une affaire personnelle

Je suis au regret de vous informer que je ne renouvelle pas mon abonnement pour les raisons suivantes. Selon moi, chercher à s'extraire du système marchand et du toujours plus de croissance est d'abord une affaire personnelle au même titre que la connaissance ou la vertu. A partir de là, ce qui est nécessaire au décroissant, ce sont les clés qui lui permettent de mener ses propres expériences et de les valider en fonction de son savoir, de ses priorités, ou de ses nécessités et contraintes. Ensuite ou en même temps, il confronte sa démarche avec les expériences des autres et s'assure de la viabilité, technique et économique, et surtout de la reproductibilité de ce nouvel acquis. Il est donc pour moi très important de mettre en place le plus rapidement possible une méthode de décroissance (ou plusieurs) basée sur l'expérimentation et les preuves. Peu importe en ce cas de savoir comment sera l'après pétrole ou la physiologie du transhumain du 22^e siècle, ou encore comment investir le champ politique et son immanquable cortège d'illusions. D'autre part je ne saisis pas pourquoi un décroissant se chargerait du fardeau de vouloir sauver le monde absolument. La décroissance doit être entreprise pour elle-même, parce que nous l'élevons au rang de vertu, et non pour obtenir quelque chose en échange. Ainsi, si à cause de ses erreurs l'humanité disparaît, ce sera surtout un problème pour elle mais cela n'affectera en rien ni la terre ni l'univers. Et il est probable que les espèces qui survivront y auront avantage. Enfin je termine par ce point essentiel pour moi, qui est que l'individu est le seul à savoir ce qui est bon pour lui, ce qui est à la fois juste et dangereux. Cela implique donc que pour que la décroissance dépasse le cadre militant, il est impératif que le bien-être d'un citoyen lambda soit, dans un milieu de décroissance, égal ou supérieur au bien-être procuré par le système marchand (même si la définition du bien-être peut être différente). Si tel n'est pas le cas, la lucidité nous obligera à reconnaître l'échec de notre tentative en tant qu'alternative pour tous. En résumé, je ne trouve pas dans vos colonnes cet esprit scientifique au service du vivant, et qui est fait d'expérimentation, d'approfondissement, de validation, et de reproductibilité, nécessaire je pense au développement de la décroissance.

Raymond Carras ■
Isère.

Un événement non annoncé

Je suis triste de n'avoir lu aucune mention de la "marche de la simplicité", qui s'est déroulée du 12 août au 1^{er} septembre entre Montendre et La Rochelle. (...)

Arielle Sauvaget ■
Charente-Maritime.

S!ence : Nous n'avons pas eu d'informations autour de cet événement dans les délais. Pour être annoncé, pensez à nous envoyer des éléments de présentation au moins deux mois avant. Voir les dates limites en bas de la page 2.

Pour les Vélo'v

J'ai été particulièrement agacée par l'article de Vincent Peyret sur les Vélo'v. On dirait que cela vous ennuie qu'une réalisation menée par une institution et pour un grand nombre de personnes fonctionne bien. Soyez un peu positifs de temps en temps et reconnaissez les avancées du combat écologique.

Yvette Bailly ■
Rhône.

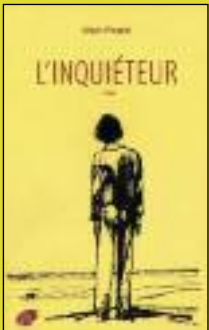


Le parlement conjugal

Paulina Chiziane
Ed. Actes Sud
2006 - 382 p. - 23€

Rami, héroïne de ce livre, se pense trompée par son mari. Elle découvre rapidement que celui-ci a papillonné et elle reconstitue ainsi une famille polygame avec les autres "épouses". Tony, le mari séducteur, chef de la police, va devoir revoir ses pratiques car en face se met en place

le parlement conjugal où les femmes décident peu à peu de l'avenir de leurs relations. La mise à jour de l'intimité du mari va peu à peu saper ses certitudes. De la rivalité des femmes, va naître une force collective qui balayera avec force les convictions. Jusqu'à la chute finale. L'auteure, Paulina Chiziane, avec un style qui conjugue avec talent poésie et féminisme, dénonce les traditions de son pays, le Mozambique, où les femmes ne sont que des servantes et où les hommes ont tous les droits. Avec un récit dans le style des contes africains, elle nous montre les autres voies possibles : des femmes qui s'entraident, commencent à travailler, deviennent autonomes, et finalement déplacent les montagnes. Les victimes peuvent devenir de subtiles prédatrices. Un roman jubilatoire. MB.



L'Inquisiteur

Alain Pessin
Ed. ACL (Lyon)
2006 - 166 p. - 12€

Sur un rythme un peu lent, Alain Pessin, nous décrit le monde d'un jeune nihiliste engagé par "le système" pour faire monter l'inquiétude dans les nouveaux quartiers de la ville. Ambiance glauque et fatalisme qui accompagne la montée du sentiment d'insécurité. Une

manière romancée de dénoncer un imaginaire tourné vers la peur de l'autre et soigneusement cultivé par ceux qui y ont un intérêt. De quoi réfléchir sur nos peurs de l'autre. MB.

Mots à maux Petit lexique du déconditionnement écologique

Stéphen Kerckhove
Ed. Agir pour l'environnement (97, rue Pelleport, 75020 Paris)
2006 - 102 p. - 10€

Quand on veut vous vendre quelque chose, le mieux n'est-il pas d'inventer un joli mot qui évoque pour vous des choses positives ? Pour cela, le système productiviste a mis en place des agences de communication qui, en matière de propagande, sont des spécialistes de l'entubage. Stéphen Kerckhove, qui anime les campagnes de l'association Agir pour l'environnement, en a collectionné pas mal qu'il démonte ici avec beaucoup d'humour. Si vous aimez "l'indépendance énergé-

tique" et autre "développement durable", les "ouvrages d'art" ou "l'aval du cycle" (les déchets), vous ne serez pas déçu ! MB.

Nous, femmes sans frontière

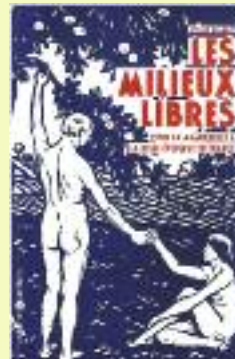
Thierry Maricourt, Rosa Hemman, Hadjira Kismoune
Ed. La Licorne
(35, rue Alphonse-Paillat, 80000 Amiens)
2006 - 172 p. - 17€

Auteur d'essais et de romans, Thierry Maricourt a été contacté par l'association *Femmes sans frontière* de Creil, au nord de Paris, pour qu'en tant qu'écrivain professionnel, il serve d'accoucheur d'histoires au cours d'ateliers d'écriture organisés avec des femmes immigrées vivant dans un quartier dit difficile. Creil, c'est en effet de là

qu'est partie "l'affaire du voile". Du dialogue, sur différents thèmes, il ressort une vie au quotidien loin de l'image que les médias donnent des banlieues, une vie de village, à la limite de l'agglomération parisienne, un quartier victime du "racisme ordinaire", c'est-à-dire de la bêtise ordinaire. Sous forme de dialogues et d'anecdotes, un livre instructif, facile à lire. MB.

Les milieux libres

Céline Baudet
2006 - 252 p. - 15€



Expériences de vie communautaire anarchiste en France

Tony Legendre
2006 - 164 p. - 15€
Ed. Libertaires (35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron)

A la fin du 19^e siècle, les anarchistes essaient de provoquer la révolte des petites gens en multipliant les attentats contre les puissants. C'est le fiasco complet et cela leur vaudra une image de marque durable de poseurs de bombes. Le mouvement se tourne alors vers une réflexion plus poussée : comment convaincre les gens de la valeur de leurs idées. Beaucoup s'investissent alors dans le syndicalisme (avec la CGT pacifiste de l'époque), dans la création de bourses du travail, s'essaient à la reprise en autogestion d'usines en difficulté. Comme cela ne suffit pas, d'autres s'investissent alors dans de multiples domaines que l'on qualifierait aujourd'hui d'alternatifs : création de lieux naturistes, végéta-

riens, coopératives de production (presque nos Scop ou nos Amap), coopératives de consommation (avec déjà des monnaies locales comme dans les Sel), des écoles différentes, la promotion de la contraception, de l'amour libre... multipliant ce qu'ils appellent à l'époque "les milieux libres" et que l'histoire a retenu comme le "socialisme utopique". Le premier livre nous présente (avec parfois des notes à n'en plus finir !) une série d'initiatives de l'époque, des plus éphémères aux plus durables. La plupart disparaîtront lors de la première guerre mondiale. Le deuxième livre se concentre sur deux expériences qui ont eu lieu dans le département de l'Aisne, la première de 1902 à 1907, la seconde de 1911 à 1951. Des colonies naturistes et végétaliennes qui rappellent les écovillages d'aujourd'hui.

Ces deux livres devraient provoquer de nombreux débats sur le concept d'alternatives aujourd'hui : sur certains points, nous avons progressé, mais pas sur d'autres ! Cela pose entre autres la question du lien politique entre ces initiatives, comment les renforcer, comment elles peuvent servir de levier, d'îlot de résistance, dans le cadre d'une proposition politique qui reste toujours d'actualité. MB.

L'anarchisme en personnes

**Laurent Patry
et Mimmo Pucciarelli**
Ed. ACL (BP 1186,
69202 Lyon cedex 01)
2006 - 366 p. - 18€



On se fait tout un tas d'idées sur l'anarchie et les anarchistes. Cette nouvelle collection aux éditions ACL donne sous forme d'une longue interview, l'itinéraire de quelques militants anarchistes d'aujourd'hui : Eduardo Colombo, Ronald Creagh, Amedeo Bertolo, John Clark, Marianne Enckell, José Maria



B . D .

Sclérose en plaques

Matt Konture
Ed. L'Association
2006 - 36 p. - 6€

L'auteur de l'excellent *Galopu sauve la Terre*, cofondateur de L'Association, est atteint de sclérose en plaques, avec tous les problèmes de souf-

france que cela pose. Dans ce petit livre, il essaie d'expliquer ce qu'est cette maladie, s'interroge sur la représentation de la douleur, s'inquiète de son avenir (maladie dégénérante). Un exercice de style difficile et courageux. Un livre-témoignage qui dépasse ce que l'on peut attendre d'une BD. MB.



Sergent Laterreur

Touïs et Frydman
Ed L'Association
2006 - 256 p. - 32€

En 1971, apparaît dans les colonnes de *Pilote*, une BD très psychédélique et totalement antimilitariste. Chaque semaine, pendant un peu plus de deux ans, les auteurs Touïs et Frydman vont marquer toute une génération de lecteurs avec leur graphisme très facilement identifiable : des doubles pages aux couleurs criardes, toutes en courbes et avec un sergent qui ne sait s'exprimer qu'en gueulant, en avalant la moitié des mots et en faisant des fautes d'orthographe énormes. Il engueule un bon gros type symbolisant le trouffion de base, sous les rires et les applaudissements des gradés représentés en vieux dégénérés. Heureuse initiative de la maison d'édition L'Association qui publie pour la première fois l'intégrale de la série. MB.

Carvalho Ferreira, que les auteurs ont croisés dans différentes rencontres. De quoi voir les engagements d'aujourd'hui et découvrir l'anarchisme contemporain... pas très éloigné de l'écologie. Lecture facile et passionnante. MB.

Premiers soins par les plantes

Vincent Delbecque
Ed. Quelle est belle compagnie (26310 Beaumont-en-Diois)
2005 - 250 p. - 19€

Depuis les années 70, l'herboristerie est devenue un commerce et les granulés n'ont plus qu'un lointain rapport avec les plantes. Pourtant, nous n'avons pas le même rapport avec la nature selon que l'on achète un comprimé de Ribes nigrum ou que l'on cueille du cassis. Pharmacien et botaniste, Vincent Delbecque propose, au moins à ceux qui vivent à la campagne, de redécouvrir les soins par les plantes. Il se donne même une contrainte supplémentaire : il se place dans le cas d'un randonneur et donne donc des méthodes qui ne nécessitent pas ou peu de matériel particulier : essentiellement ingestion, emplâtre ou jus, infusion, décoction, macération. Après une liste des problèmes soignables en itinérant, le livre propose en images une liste des plantes utilisables. Fort bien fait. FV.

Tombouctou à pied

Jean-Marc Pineau, Marette,
63290 Paslières
2005 - 290 p. - 19,50€

En 1828, René Caillié est le premier blanc à atteindre Tombouctou, au nord du Mali (et à revenir vivant car un autre y est mort avant). Il est parti de Boké, sur la rive de la Guinée puis a rejoint le nord de la Côte-d'Ivoire puis le Mali. Il a fait l'essentiel du trajet à pied ou en pirogue sur le fleuve Niger. Jean-Marc Pineau en 2002 a décidé de refaire ce parcours au plus près pour comparer ce qui a changé ou non près de deux siècles après. Dans un livre riche en anecdotes, l'auteur nous compte, étape après étape, ses découvertes, ses rencontres, ses étonnements. Il mettra trois

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Le philotoon's**, Abdel-Hafed Benotman, éd. L'Insomniaque, 2006, 48 p. 5 €. Dans ce tout petit essai, l'auteur écrit depuis la prison ce qu'il nomme "des brèves de parloir". Un recueil de pensées à un niveau inégal. Certaines sont bien vues : "Les assassins amateurs sont en prison, les professionnels défilent tous les 14 juillet" ou "Quand un politicien se dit près du peuple, c'est qu'il est en prison".

■ **Exclusion et liens financiers, monnaies sociales**, sous la direction de Jérôme Blanc, éd. Economica, 2006, 550 p. 39 €. Depuis cinq ans, le Léfi, laboratoire d'économie de la firme et des institutions de Lyon2 publie un rapport annuel sur le recours aux monnaies locales comme mode de lien social. Réussites et échecs des différentes tentatives sont analysés longuement : expérience des SEL en France, des LETS en Grande-Bretagne, les crédits en Argentine, etc. Un important travail de recensement est ainsi fait avec en conclusion de l'ouvrage d'utiles sites internet pour ceux qui voudraient voir les expériences en cours dans le monde.

■ **Overground**, Tomski et bze, éd. Alternatives, 2006, 160 p. 25 €. Sous-titré "déroutants voyageurs", ce livre présente les errances de ceux qui vont de manif en rave parties, de teufs en squats... Quelques textes et de nombreuses photos regroupées par thèmes pour donner un écho à des vies de jeunes plus que marginaux. Dans la mouvance tags, percing, tatouage et joint, entre punks, anars ou hippies.

■ **Symphonie sauvage**, Goerges Auclair-Semere et Philippe Jeanmonod, éd. Alternatives, 2006, 128 p. 39 €. Dans un format à l'italienne, un livre de superbes photos prises par les deux auteurs, vétérinaires, au cours de safaris en Afrique.

■ **La fin du capitalisme et après ?** Lucien Pfeiffer, éd. Yves Michel, 2006, 180 p. 14,50 €. Aujourd'hui même le milieu bancaire craint un effondrement du capitalisme du fait de la spéculation financière à outrance. L'auteur, ancien chef d'entreprise, ancien banquier, inventeur du leasing, essaie de redéfinir ce que pourraient être les rapports entre l'entreprise et l'Etat. Rien de bien neuf dans ces propositions. On ne voit pas comment cela pourrait nous sortir du capitalisme.

■ **Jardins d'automne et d'hiver**, Noël Kingsbury, éd. du Rouergue (12000 Rodez), 2006, 144 p. 29 €. Les jardins ne sont pas condamnés à rester vides pendant l'automne et l'hiver. Ce beau livre richement illustré vous donne de multiples pistes pour élaborer des jardins colorés tout au long de l'année.

■ **Une alternative de société : l'écosociétalisme**, André-Jacques Holbecq, éd. Yves Michel, 2005, 165 p. 14,50 €. Essai de définition d'une autre société où la création monétaire se fait lors de la production de biens et de services et où l'argent disparaît à la consommation ou la destruction de ce bien ou service, une société où les taux d'intérêt n'existent pas, où la propriété privée des moyens de production est supprimée, où la rémunération de chacun est fonction de l'intérêt collectif, de l'intérêt de ce qu'il fait. Une vision réactualisée du distributisme avec notamment l'introduction des questions écologiques. Le collectif serait contrôlé par l'ensemble des citoyens... au-delà de l'aspect théorique qui par bien des côtés est séduisant, il manque le mode de transition à partir de la société actuelle.

■ **Silence, on intoxique**, André Aschieri et Roger Lenglet, éd. La Découverte, 2005, 240 p. 16 €. Ancien député, André Aschieri s'est associé à Roger Langlet auteur d'un excellent livre sur l'affaire de l'amiante pour dénoncer ici ce qui fait débat autour de la directive européenne REACH : la mise sur le marché de molécules nouvelles dont on ignore la toxicité. Il ne faut pas s'étonner de l'explosion des maladies actuelles quand on sait le nombre de produits auxquels nous sommes exposés. Les auteurs dénoncent les activités des lobbies qui font tout pour empêcher qu'une législation les oblige à faire des études de toxicologie complète avant de pouvoir commercialiser leurs découvertes. Tout est prêt pour les prochaines crises sanitaires.

d'autres pays...
■ **Pour une théorie critique de la société**, Jan Spurk, éd. Parangon, 2006, 232 p. 18 €. L'auteur, sociologue présente treize contributions pour comprendre notre société "déchirée et fragmentée". Le jargon professionnel (l'aufklärung, l'individu sériel, le chiasme, le speeding-up...) en font un livre qui aura du mal à dépasser un milieu d'initiés.

mois pour refaire le parcours, non sans quelques problèmes de santé. Même si le déroulement des journées est un peu monotone, le style pas vraiment littéraire, on apprécie les comparaisons

entre les trois pays traversés et les rappels des récits d'époque de René Caillié. Un bon exemple de voyage dans la simplicité volontaire et dans le respect des populations locales. FV.

✉ Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

📞 Comptabilité - Abonnements :

04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h

04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h

📧 Rédaction :

04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h

📍 Stands, correspondants, dépositaires :

04 78 39 55 33 lundi et mardi
10h-12h et 14h-17h

✉ Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

✉ Distribution en Belgique :

Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33
B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

✉ Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé
blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité
de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés
des informations que l'on nous communique.

Textes : sauf mention contraire, la revue auto-
rise, sous réserve de citer la source, la copie
illimitée à usage privé des textes. Les utilisations
à usage pédagogique sont également
autorisées. Tout usage commercial est soumis
à notre autorisation.

Illustrations : Les photos et dessins restent
la propriété de leurs auteurs.

N° de commission paritaire : 87026

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 1^{er} trimestre 2007

Tirage : 8300 ex

Editeur : Association Silence

Permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h

📞 04 78 39 55 33

Bureau : Jacques Caclin, Myriam
Cognard, Xavier Sérédine

Autres administrateurs :

Alexandre Esteban, Mimmo Pucciarelli

RÉALISATION DE LA REVUE

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette et publicité : Patrice Farine

Stands, lieux de dépôts : Dorothee Fessler

Rédaction : Matthieu Barbaroux, Michel

Bernard, René Hamm, Esteban Montoya,

Madeleine Nutchey, Vincent Peyret, Mimmo

Pucciarelli, Francis Vergier

Dessinateurs : Lasserpe

Correcteurs : Emmanuelle Pingault,

Sarah Martinez, Raymond Vignal,

Françoise Weité

Photographes : Marie Clem's,

Laurence Duval, Guillaume Gamblin,

Alban Labouret, Guy Rottier, David

Sterboul, Raymond Vignal, Pierre-

Emmanuel Weck - 1D photo.

Et pour ce numéro : Georges Brémond,

Camille Clochon, Marguerite Descamps,

Christophe Goby, Vincent Martin, Paulette

Mazoyer, Aymeric Mercier, Mireille Oria,

Serge Perrin, Reine Rosset, Myriam

Travostino, Bernard Valette,

Couverture : photo de Marie Clem's

(centre équestre de Krappahue... qui a

fermé depuis notre passage.)

Précision : la photo de couverture

du n° 340 était de Wietske Jongbloed.

Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex, 3 € pour 2 ex, 4 € pour 3 ex et plus.

Numéros régionaux

☐ 272-273 Rhône

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue.
Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau
Santé. Radio-Canut. Hommes violents . . . 4 €

☐ 285-286 Isère

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts.
MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre
vivante. Encre Rage 4 €

☐ 291-292 Aquitaine

Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola.
Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes.
Azimuts. Boussac. Utopia. 4 €

☐ 312-313 Poitou-Charentes

Les maisons de Béruges. Défense du marais
poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste.
La Tambouille. Le hameau de la Brousse.
Maison du MER 17. 4 €

☐ 318-319 Drôme / Ardèche.

Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne
et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la mai-
son. Jardins solidaires 4 €

☐ 325-326 Nord-Pas-de-Calais.

Des jardins dans la ville. La Maison de la
nature et de l'environnement. Droit au vélo.
La Malterie. Laisse ton empreinte. . . . 4 €

☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées

Phébus Ariège maîtrise l'énergie. La ferme de
la Coume. Terre de couleurs. Saveurs d'ailleurs.
Village école ou écovillage ? Le Millepatte.
Prommata, Equitable 4 €

☐ 337 Paris

Paris à vélo. La Passerelle. Le Picoulet. Bébé
en vadrouille. Radio libertaire. Le Barbizon.
l'UPF. la Piñata. 4 €

☐ **Devenons des médias alternatifs**, éditions du *P'tit gavroche*. 2006, 370 p, 10 (+ 3€ frais de port)

☐ **328 Décroissance, social et emploi**
Téléphone portable. Economie alternative :
Perche Activités, La Péniche 4 €

☐ 329 Désobéissance civique

Ecozac à Paris. La maison de l'Écologie
de Lyon. Téléphone portable (2) 4 €

☐ 330 Des entreprises solidaires

Le micro-crédit : contre les femmes ?
Illich, école et décroissance 4 €

☐ 332 Créons des médias alternatifs

Résistance au Lyon-Turin. Faucheurs volon-
taires. Auroville : une utopie en marche. . . 4 €

☐ 334 Terre, terroir, territoire

Tchernobyl : des enfants dans la tourmente.
Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de
sevrage radiophonique 4 €

☐ 335 Résistances à la Françafrique

Capitalisme : sauver la gratuité ? Énergies :
rouler au biocarburant. Grenoble : nanotechno-
logies non merci ! 4 €

☐ 336 Décroissance : penser la transition

Lyon-Turin : Gérard Leras. Mouvement anti-
CPE. 4 €

☐ 338 Technologies contre autonomie

Migrations : quelle empreinte ethnique ?
Paris : Co-errances, Ecobox. 4 €

☐ 339 Handicap et alternatives

Environnement : Seveso. L'action non-violente
ça s'apprend ! Paris : Déboulonneurs, Massage
café, Alternative Santé. 4 €

☐ 340 Pour des innovations frugales

Paix : inspection citoyenne. Paris : La Maison
des Femmes. Alternatives : le café du soleil -
OK Chorale. 4 €

☐ 341 Décroissance et santé

Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit
Ney, la petite Rockette. Commerce équitable :
pratique néo-coloniale ? 4 €

S'abonner à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	15 €
☐ Particulier 1 an	40 €
☐ Institution 1 an	80 €
☐ Soutien 1 an	50 € et +
☐ Petit futé 2 ans	65 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an 100 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an 150 €
☐ Petit budget 1 an	25 €

Suisse

☐ Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	25 FS
☐ Particulier 1 an	85 FS
Autres pays et Dom-tom	
☐ Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	22 €
☐ Particulier 1 an	55 €
☐ Institution 1 an	100 €
☐ Soutien 1 an	60 € et +
☐ Petit futé 2 ans	85 €
☐ Petit budget 1 an	35 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence,
9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon

Belgique : Règlement à Brabant-
Ecologie, Route de Renipont, 33,
B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : Règlement à Contratom
CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4



Maisons vivantes

Véronique Willemain
Ed. Alternatives
2006 - 192 p. -
39€

Les lotissements vous emmerdent, la ligne droite vous déprime ?

Vous voulez expérimenter d'autres formes d'architecture ? Alors ce livre va vous permettre de développer votre imaginaire, car des architectes qui ont essayé de sortir de la norme, il y en a beaucoup, que l'on retrouve présentés dans cet ouvrage. Que ce soit Gaudí à Barcelone ou Hundertwasser en Autriche, ce n'est pas aujourd'hui que des réalisations ont rompu avec la norme. Avec les matériaux disponibles aujourd'hui — des plus écolos au pire — on peut faire beaucoup de choses pour aller vers une anarchitecture. Maison solaire, maison éolienne (que le vent fait tourner !), maison en glace, maison camouflée, maison souterraine, maison dans les arbres, maison transparente, maisons autoconstruites, zomes, etc. Plein d'idées et de réalisations à adopter selon vos goûts. MB.

Effondrement

Jared Diamond
Ed. Gallimard
2006 - 648 p. -
29,50 €

Comment les sociétés disparaissent-elles ? Ce livre qui a déjà connu un succès certain en anglais et maintenant disponible en français.

L'auteur montre comment se sont effondrées les sociétés mayas, de l'île de Paques, des Vikings au Groenland. Le manque de respect des limites de l'environnement a provoqué à chaque fois des déséquilibres de plus en plus grands, jusqu'au basculement dans l'irréversible. A chaque fois, l'auteur montre que l'effondrement n'avait rien d'irréversible, que les peuples concernés avaient le temps de réagir... mais qu'en ignorant de voir la réalité, ils ont choisi d'aller au bout de leur logique. Sans catastrophisme, l'auteur nous rappelle que nous sommes dans une situation semblable aujourd'hui avec une planète qui multiplie les signes de faiblesse. Va-t-on nous aussi faire

semblant de ne pas voir ? Pour lui, pour le moment, rien n'est encore irréparable, mais demain ? Une bonne introduction à la nécessaire décroissance. MB.

Tranches de chagrin

Jean-Pierre Levaray
Ed. L'Insomnie
2006 - 160 p. - 10€

L'auteur de *Putain d'usine* poursuit ses histoires au sein d'une grande usine qui tombe peu à peu en désuétude, victime des délocalisations. Ce recueil propose 24 petits textes, autant de portraits, de tranches de vie, rarement gai. De quoi se souvenir qu'il y a encore beaucoup d'ouvriers en France, même si les médias n'en parlent jamais. FV.



Impérialisme humanitaire

Jean Bricmont
Ed. Aden (Bruxelles)
2005 - 250 p. - 18 €

L'impérialisme étant décrié, les pouvoirs dominants doivent régulièrement changer leur discours. Le propos des idéologies étant de récupérer les idées et de les détourner, on est ainsi passé de la colonisation à l'aide au développement. Celui-ci commençant à montrer ses limites est apparu le concept de l'ingérence humanitaire : quoi de mieux que les droits humains pour justifier de maintenir sa présence militaire dans un pays sous domination ? Pourquoi est-ce que cela marche encore ? L'auteur avance l'hypothèse que c'est avant tout une question d'imaginaire : nous, Occidentaux, sommes intimement persuadés de détenir le meilleur modèle politique, le meilleur système économique... et évidemment d'avoir la supériorité militaire pour asseoir notre argumentation. Cet imaginaire est non seulement celui des pouvoirs, mais aussi de bon nombre d'ONG qui, se voulant



Ma guerre contre la guerre au terrorisme

Terry Jones
Ed. Flammarion
2006 - 226 pages - 18€

La colère et la dérision. Telles sont les deux veines de ce recueil de chroniques parues entre 2001 et 2006 dans

des journaux britanniques, signées de l'écrivain et ex-Monthy Python Terry Jones. Il y brocarde dans un style souvent jubilatoire les absurdités de la guerre menée par l'administration Bush et par son fidèle lieutenant Blair en Afghanistan puis en Irak, dénonçant avec force les massacres de civils, mais plus encore le déferlement de mensonges et de manipulations qui les ont accompagnés. S'inspirant d'Orwell, il met au jour le double langage à l'œuvre dans les rhétoriques utilisées : que signifie livrer la "guerre au terrorisme" ? En effet, "comment livre-t-on une guerre contre un substantif abstrait ? C'est un peu comme bombarder le « meurtrier ». (...) Comment le « terrorisme » pourra-t-il capituler ? Les linguistes savent qu'il est très compliqué d'obliger un substantif abstrait à se rendre". La novlangue est un art en soi : "il est d'une difficulté diabolique de faire accepter aux gens l'étiquette « rebelles » pour parler de ces Irakiens descendus par les snipers américains, quand il s'agit en fait — comme à Falloudja — de femmes enceintes, de garçons de treize ans et de vieillards assis devant leur porte. De la même manière, cela sonne un peu faux d'appeler « combattants » des ambulanciers abattus à travers leur pare-brise alors qu'ils conduisaient les blessés à l'hôpital. (...) Le comble est atteint quand on tente de faire passer les mercenaires américains pour des « contractants civils » tandis qu'on appelle les civils irakiens « combattants » ou « insurgés »". Ailleurs, l'auteur manie avec feu l'arme de l'ironie et du « nonsense » : "lutter contre le terrorisme en larguant des bombes sur l'Irak est une idée si évidente que je ne comprends pas pourquoi personne n'y a pensé plus tôt. C'est tellement simple ! Si le Royaume-Uni avait agi de manière similaire en Irlande du Nord, nous ne serions pas dans l'imbroglio actuel". Plus loin il adresse un mot inquiet aux parents du petit Tony Blair dont il vient de corriger la dissertation de politique mondiale : "sa dernière copie témoigne d'une si faible maîtrise de son sujet que je ne peux qu'en conclure qu'il a passé le plus clair de son temps à rêvasser devant la fenêtre". Ailleurs il se félicite : "Tout le monde s'accorde à reconnaître que la lobotomie du président Bush a été couronnée de succès". "L'inhibition des terminaux présynaptiques spécifiques permet au patient de décrire les Irakiens qui protestent contre la destruction de leurs maisons comme des « fanatiques, extrémistes et terroristes »".

Les mots sont employés ici comme une arme de dérision massive contre le cynisme, le vrai, de ceux qui ne pratiquent pas l'humour mais la guerre et la torture. GG.

progressistes, renforcent le système dominant. Le système est-il parfait ? En tout cas, est malin qui nous fait croire qu'il faut réagir contre l'Irak après un moment de révolte contre le World Trade center... En oubliant de dire que les Etats-Unis ne se gênent pas, eux, pour bombarder à tout va et de tout temps. L'auteur rappelle comment se met en place l'impérialisme, car cela ne passe pas toujours par la guerre (trop visible). Ainsi les Etats-Unis ont financé des partis ou des candidats dans des multiples élections. Mais que faire ? Signer des pétitions ?

Jean Bricmont essaie de trier les actions et arguments développés dans l'opposition à la guerre en Irak. Il propose de lutter d'abord contre ce qui favorise l'impérialisme ici, avant d'aller aider les pays qui subissent cet impérialisme. Car si nous pouvons proposer "un autre monde" ici, nous n'avons pas forcément les bons éléments pour en proposer un dans des pays qui ont su préserver une autre culture. Et de terminer l'ouvrage par ce qui lui semble de bon augure : le non français au référendum sur le traité constitutionnel. Une réflexion qui mérite la lecture. MB.